

MÉMOIRES DE  
LA SOCIÉTÉ ROYALE  
DU CANADA

SECTION I

Littérature, histoire, archéologie, sociologie, économie politique,  
et sujets connexes, en français

TROISIÈME SÉRIE—TOME I—SECTION I

SÉANCE DE JUIN 1925



TRANSACTIONS OF  
THE ROYAL SOCIETY  
OF CANADA

SECTION II

Literature, History, Archaeology, Sociology, Political Economy,  
and Allied Subjects, in English

THIRD SERIES—VOLUME I—SECTION II

MEETING OF JUNE 1925



MÉMOIRES DE  
LA SOCIÉTÉ ROYALE  
DU CANADA

SECTION I

Littérature, histoire, archéologie, sociologie, économie politique,  
et sujets connexes, en français

TROISIÈME SÉRIE—TOME L—SECTION I

SÉANCE DE JUIN 1956



TRANSACTIONS OF  
THE ROYAL SOCIETY  
OF CANADA

SECTION II

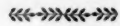
Literature, History, Archaeology, Sociology, Political Economy,  
and Allied Subjects, in English

THIRD SERIES—VOLUME L—SECTION II

MEETING OF JUNE, 1956

## TABLE DES MATIÈRES

### SECTION I

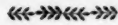


<i>Un Honneur et les responsabilités qui en découlent.</i> Par EUGÈNE L'HEUREUX, M.S.R.C. . . . .	1
<i>Deux Ecoles royales, 1814-36 : Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce et Cap Santé.</i> Par LOUIS-PHILIPPE AUDET, M.S.R.C. . . . .	7
<i>La Vie scandaleuse d'un faussaire.</i> Par GUSTAVE LANCTÔT, M.S.R.C. . . . .	25
<i>A la recherche du visage romantique canadien.</i> Par ARSÈNE LAUZIÈRE . . . . .	49
<i>Alfred de Vigny et l'antiquité grecque.</i> Par MAURICE LEBEL, M.S.R.C. . . . .	57
<i>Le Retour de Jean-Baptiste Meilleur au Canada.</i> Par LÉON LORTIE, M.S.R.C. . . . .	69
<i>Pierre Stanislas Bédard, 1763-1829 : philosophe et savant.</i> Par ARTHUR MAHEUX, M.S.R.C. . . . .	85

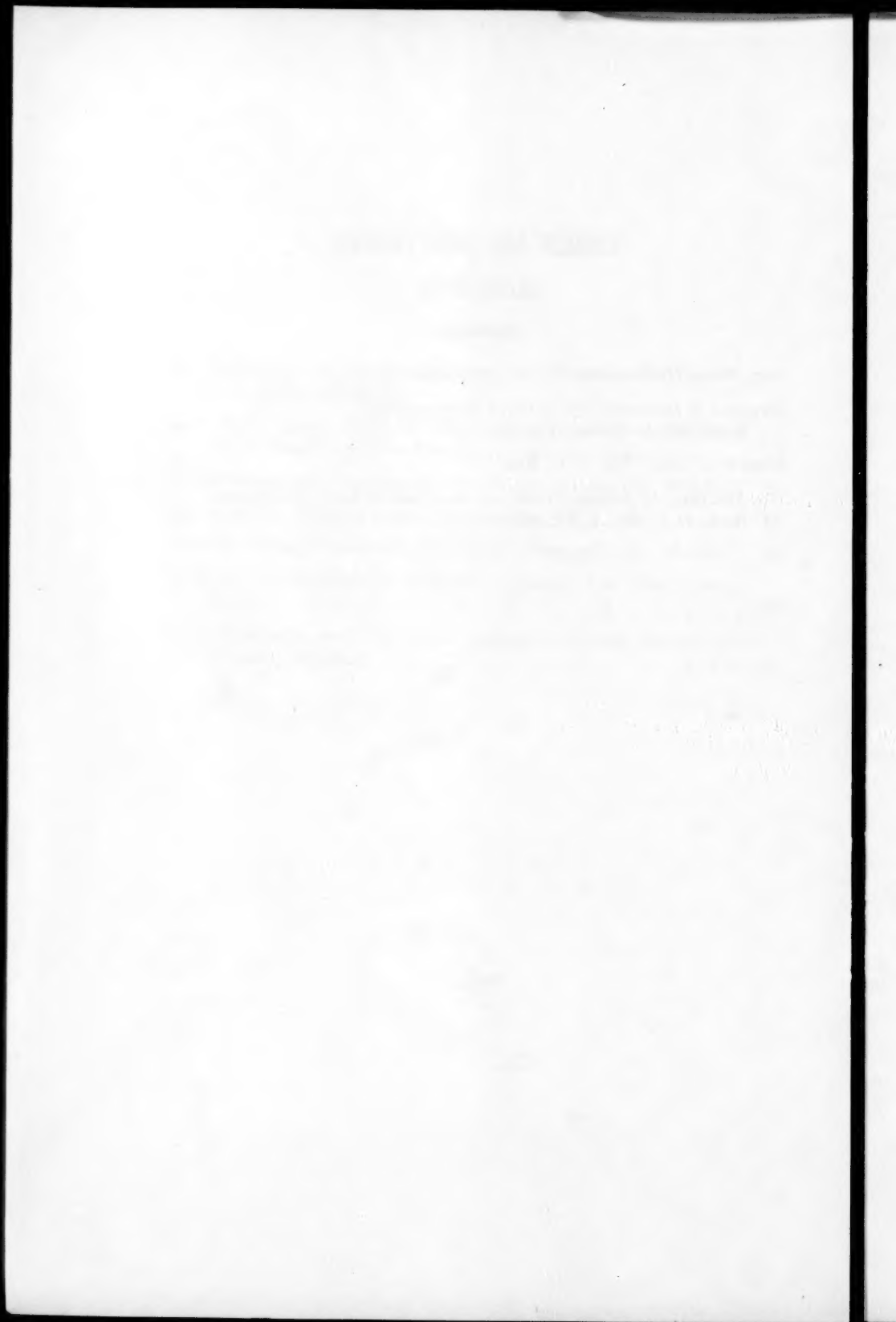


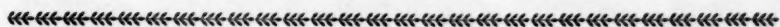
## TABLE OF CONTENTS

### SECTION II



<i>Nova Scotia Historic Sites.</i> By H. L. CAMERON . . . . .	1
<i>Dionysius of Halicarnassus: A Greek Literary Critic.</i> By G. M. A. GRUBE, F.R.S.C. . . . .	9
<i>What is a "Field"?</i> By F. G. ROE . . . . .	21
<i>The Meaning for Biblical Studies of the Qumran Scroll Discoveries.</i> By R. B. Y. SCOTT, F.R.S.C. . . . .	39





## Un Honneur et les responsabilités qui en découlent

EUGÈNE L'HEUREUX, M.S.R.C.

QUE nous ayons sollicité l'honneur d'appartenir à la Société Royale du Canada ou que ce privilège nous ait été offert, nous avons tous assumé des responsabilités sérieuses, en franchissant le seuil d'une telle académie nationale. Ces responsabilités, vous me permettrez de les classer en trois catégories : 1 — responsabilités envers cette société très distinguée qui nous a reçus; 2 — responsabilités envers la société canadienne et 3 — responsabilités envers la société humaine.

C'est à dessein que je fais entrer le mot « société » dans la désignation de chacune de ces trois catégories de responsabilités. En effet, je ne puis jamais voir agir ou entendre parler un homme, surtout un homme rendu influent par sa culture, sans penser qu'il est membre de plusieurs sociétés, les unes volontaires, les autres nécessaires, et que chacune de ces appartenances à une société lui impose un ensemble de responsabilités.

Je crains même que des jours sombres n'attendent l'homme contemporain, s'il ne s'affirme pas désormais plus *social* dans son esprit, dans son cœur et dans ses actes. Cependant, chers collègues, je ne veux pas, en parlant ainsi, vous laisser l'impression fausse que je suis un pessimiste. Au contraire, je partage avec vous une espérance tonifiante : c'est que l'humanité, rendue à l'un des principaux carrefours de son histoire, saura choisir, après certaines hésitations faciles à expliquer, le meilleur des chemins : celui de l'esprit, qui conduit à une compréhension toujours plus vaste et plus élevée du destin humain et des relations humaines.

C'est en vue de réaliser cette grande espérance que les élites — et vous ne nierez pas que la Société Royale en soit une — doivent rappeler sans cesse aux hommes de leur temps la nécessité de cultiver l'esprit en profondeur et en étendue. Voilà pourquoi la culture de l'esprit s'impose plus impérieusement que jamais.

\*

\* \*

Chers collègues, votre président a cru ne pas vous déplaire, en disant quelques mots sur un sujet que plusieurs d'entre vous connaissent mieux que lui : les responsabilités d'un membre de la Société Royale du Canada envers celle-ci.

Bien entendu, celui qui vous parle en ce moment ne vise aucunement à vous faire la loi. Il connaît trop ses propres faiblesses pour être tenté de lancer la pierre à qui que ce soit. Tout simplement, comme président de la

Section des Humanités et des Sciences Sociales, il a choisi cette manière de se conformer à une clause nouvelle de nos règlements.

\*

\* \*

Lorsqu'en 1881, le Marquis de Lorne, un de nos gouverneurs les plus cultivés, fonda la Société Royale du Canada, il visait à l'édification d'un beau grand pays, habité par un peuple possédant deux des cultures humaines les plus riches de l'ère contemporaine. C'est pourquoi il chargea la nouvelle institution d'encourager les études et les recherches, tant littéraires que scientifiques, de publier des travaux instructifs, de distribuer à bon escient des prix, des médailles et des bourses d'études, puis de préparer les voies à la fondation d'un musée national d'archives, d'ethnologie, d'archéologie et d'histoire naturelle.

Plusieurs de nos anciens présidents généraux prétendent que la Société Royale, tout en apportant une riche contribution à la vie culturelle, n'a pas encore atteint pleinement tous ses objectifs. Si nos anciens présidents ont raison — et probablement partagez-vous leur avis — c'est d'abord que la tâche était considérable et difficile; mais c'est peut-être aussi parce que les membres, tirillés par de multiples préoccupations, entre autres celle du pain quotidien, n'ont pas tous donné à la Société Royale ce que celle-ci était en droit de leur demander.

J'ignore si la Section des Humanités et des Sciences Sociales a travaillé plus ou moins que les quatre autres équipes de notre Société. Mais ce dont nous sommes tous convaincus, c'est que, dans la Société Royale comme ailleurs, les Canadiens français ont besoin de donner leur pleine mesure, s'ils veulent jeter du lustre sur la famille ethnique dont ils font partie.

\*

\* \*

Je n'insiste pas sur nos obligations d'ordre administratif ou disciplinaire — encore qu'elles aient leur importance. Les responsabilités que je crois opportun de rappeler, ce sont, premièrement, nos responsabilités *intellectuelles* envers la Société Royale, qui poursuit une fin avant tout culturelle; puis nos responsabilités envers le peuple canadien, qui vaudra toujours, dans tous les domaines, ce que vaudra sa culture; et, enfin, nos responsabilités envers le monde, qu'il n'est plus chimérique de considérer comme l'une de nos patries concentriques, depuis la suppression pratique des distances, à la suite des étonnantes et multiples découvertes de la science moderne.

#### 1 — NOS RESPONSABILITÉS ENVERS LA SOCIÉTÉ ROYALE

L'honneur d'appartenir à une académie telle que la Société Royale du Canada doit se payer par l'accomplissement généreux des obligations imposées à ses membres par cette institution pour atteindre les buts de sa fondation.

Parce que le premier but de la Société Royale, c'est l'encouragement à la culture, c'est-à-dire, à l'étude et à la production des œuvres littéraires, historiques, géographiques, philosophiques, scientifiques, sociales et artistiques, tous les membres de cette société doivent se faire *apôtres de la culture*.

Aucun de nous ne devrait considérer son élection à la Société Royale comme un couronnement de carrière, car ce n'est véritablement qu'une étape, importante, j'en conviens, mais une étape tout de même, de sa vie intellectuelle, toujours aussi montante que possible.

\*

\* \*

Un membre de la Société Royale doit s'intéresser, dans la mesure de ses moyens, à toutes les manifestations de la vie intellectuelle. Il doit produire des œuvres, visant toujours principalement à la qualité. Sa conversation, lorsqu'il parle, et sa plume, quand il écrit, doivent inviter auditeurs et lecteurs à vivre intensément par l'esprit. Il exprime sa reconnaissance envers l'institution qui lui a fait l'honneur de le compter parmi ses membres, en présentant, chaque année, un travail qu'il a préparé avec soin, spécialement pour ses collègues.

Si on lui confie une charge, quelle qu'elle soit, il y met tout le dévouement et la compétence dont il est capable, ayant pleinement conscience qu'il sert l'une des causes les plus nobles : celle de la vie intellectuelle.

A-t-il conscience d'avoir produit une œuvre de valeur, il ajoute fièrement à sa signature le titre de « Membre de la Société Royale du Canada ». Si, au contraire, pour une raison ou pour une autre, il n'a pu soigner son travail suffisamment, il servirait bien la haute société culturelle dont il fait partie, en omettant cette étiquette susceptible, en pareil cas, de léser une institution qui doit conserver son prestige.

Certes, la langue française est difficile à écrire et à parler. Mais cela ne justifie pas un membre d'académie nationale de pécher plus souvent qu'à son tour contre la grammaire et l'élégance littéraire.

\*

\* \*

Chers collègues, je ne vous surprendrai sûrement pas, en vous disant que la Société Royale doit être un foyer d'amitié sincère, profonde et active, un foyer où l'on oublie les divergences passionnées — bien entendu, sans renoncer à ses propres convictions ni aux libres échanges de vues — un foyer où l'on cherche à se connaître davantage et à cultiver l'intimité. afin de coordonner plus spontanément les énergies intellectuelles et morales, au service des grandes causes de l'esprit et du cœur humains. La culture et l'amitié sont tellement faites pour cheminer ensemble, sur les routes de la vie.

\*

\* \*

S'il existe des Canadiens plus intéressés que les autres à la permanence et au prestige grandissant de la principale société culturelle de leur pays, ce sont bien, il me semble, les membres de la Société Royale du Canada.

De ce postulat je tire la conclusion que le recrutement des nouveaux membres doit être l'objet d'une sollicitude particulière et constante. Nous devons choisir nos candidats parmi les meilleurs travailleurs intellectuels, et nous devons ensuite nous donner la peine de voter, afin de les élire, en songeant que nous n'avons pas le droit de nous montrer indifférents au déclin ou au progrès d'une société très distinguée, qui nous a fait l'honneur de nous accueillir dans ses rangs.

\*  
\* \*

En choisissant nos futurs collègues, nous devons viser à diminuer la moyenne d'âge de nos membres, afin de multiplier les travailleurs actifs au sein de notre société. Evidemment, la Société Royale a toujours compté plusieurs vieillards qui valaient bien des jeunes; et elle en compte encore; mais ce serait quand même un acte de prévoyance et de sagesse que de choisir, chaque année, comme candidats, plus de jeunes intellectuels que d'anciens.

Et je crois que la Section I servirait bien la cause du Canada français, en augmentant ses effectifs aussi vite que le lui permettra le nombre des esprits hautement cultivés, dans le Québec et parmi nos vaillantes minorités franco-canadiennes. — Car il y va du prestige canadien-français, au sein de la Société Royale d'abord, puis auprès de tous les gens qui tiennent compte du nombre, dans l'analyse et la comparaison des valeurs humaines.

## 2 — NOS RESPONSABILITÉS ENVERS LE CANADA

On ne fonde pas une société culturelle sur le plan élevé de la nation sans poursuivre un but de haute construction nationale. Ce noble souci préoccupe, en effet, les fondateurs de la Société Royale du Canada.

Nous en trouvons une preuve péremptoire dans l'attention avec laquelle, *mutatis mutandis*, le Marquis de Lorne et ses collaborateurs ont calqué la constitution de la société naissante sur celle de la Confédération canadienne, en érigeant une section française, dont le statut ressemble beaucoup à celui de la province de Québec, les deux jouissant d'une autonomie aussi complète que raisonnablement possible l'une vis-à-vis de l'autre.

Suivant l'exemple de ses fondateurs, la Société Royale du Canada doit viser à l'unité dans la diversité — cet idéal qui a permis au Canada de devenir ce qu'il est, et qui lui facilitera, Dieu aidant, la réalisation de l'un des plus enviables destins, parmi les grandes nations de l'histoire.

Or, c'est une culture appropriée, servie principalement par les organisations telles que la Société Royale et toutes les élites dignes de ce nom, qui prépare les voies à l'unité dans la diversité. Il est toujours vrai, vous le savez, que les idées mènent le monde. Et les idées, ce sont les élites qui les



fournissent aux masses. Tant mieux pour la société, si ces idées sont bonnes; tant pis, si elles sont médiocres.

\*  
\* \*

Ce programme d'unité dans la diversité, les Canadiens doivent l'appliquer au moins en deux secteurs des relations humaines : celui des relations entre Canadiens de races, de langues et de cultures différentes; puis celui des relations entre humanistes et hommes de sciences.

C'est pourquoi nous devons profiter de l'occasion que nous offrent nos congrès annuels pour amener à se connaître et à sympathiser ensemble de plus en plus 1 — les Canadiens de langue anglaise et de langue française, puis 2 — les esprits formés à des disciplines intellectuelles différentes — je veux dire les humanistes et les hommes de sciences, si bien faits pour se compléter les uns les autres, chez un peuple aspirant non à la domination, Dieu merci, mais à la supériorité.

Et ceci m'amène à la troisième partie de ce petit laïus. Une couple de phrases seulement :

### 3 — NOS RESPONSABILITÉS ENVERS LE MONDE

Chers collègues, vous êtes tous des observateurs éveillés. Vous éprouvez le besoin de projeter toujours plus loin vos regards sur l'horizon terrestre, à mesure que le monde se contracte pour ainsi dire et que les nations se sentent de plus en plus interdépendantes, en attendant que toutes les classes sociales aient un sentiment plus net de leur solidarité.

Chaque jour plus que la veille, aujourd'hui, un phénomène s'impose à l'attention : c'est que tous les peuples, comme tous les éléments d'un même pays, semblent appelés à s'unir dans la diversité, afin de résister aux puissances de destruction engendrées par la civilisation moderne et au sujet desquels, avec une légèreté collective inconcevable, ils se demandent encore s'il faut faire servir ces forces nouvelles au bonheur ou à l'anéantissement du monde.

C'est pourquoi les membres de la Société Royale du Canada, sans verser dans l'utopie ni dans la mégalomanie, doivent reconnaître leurs responsabilités d'ordre culturel envers leur institution d'abord, mais aussi envers le Canada, puis envers cette grande famille qu'est le genre humain.

Published weekly, except the last two issues which are published bi-monthly. Subscription price, \$5.00 per annum in advance. Single copies, 15 cents.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Copyright, 1918, by American Medical Association. Printed at the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Second-class postage paid at Chicago, Ill., and at additional mailing offices. Postmaster: Send address changes in this journal to THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

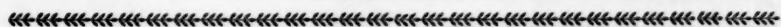
Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.

Entered as second-class matter, October 3, 1917. Postoffice at Chicago, Ill., under special permission of the Postoffice Department. Acceptance for mailing at special rate of postage provided for in Act of October 3, 1917. Paid postage provided for in Act of October 3, 1917.



## Deux Ecoles royales, 1814-36: Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce et Cap-Santé

LOUIS-PHILIPPE AUDET, M.S.R.C.

**L**E 8 avril 1801, le lieutenant-gouverneur du Bas-Canada, Robert Shore Milnes, sanctionnait la loi 41 Geo. III, chap. 17, qui établit un organisme resté fameux, l'Institution Royale pour l'Avancement des Sciences. La plupart des historiens ont affirmé que cette institution avait pour but d'angliciser et de protestantiser les Canadiens français. Tout en reconnaissant que cette intention n'était sans doute pas totalement absente des préoccupations de Jacob Mountain, de Jonathan Sewell et d'Herman Witsius Ryland, il faut admettre que les initiatives du bureau de l'Institution Royale, à partir de sa formation en 1818, furent bien différentes de ces visées pour le moins alarmantes : les procès-verbaux et surtout la correspondance de l'Institution l'établissent péremptoirement.

Une douzaine de paroisses canadiennes-françaises acceptèrent les écoles royales créées par cette loi de 1801. A la lumière des documents d'Archives que l'on peut consulter à McGill University, il nous semble utile de faire revivre deux d'entre elles; ce sont les écoles royales de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce et du Cap-Santé. Cette étude nous permettra de mieux connaître les dispositions de notre première loi scolaire, les modalités de son fonctionnement, la qualité des maîtres, la valeur des manuels alors en usage, bref les problèmes que durent surmonter les protagonistes de l'éducation élémentaire officielle de 1820 à 1836.

### I. BRÈVE RETROSPECTIVE DE LA LÉGISLATION SCOLAIRE DE 1801

Pour assurer une meilleure intelligence des monographies qui suivent, rappelons brièvement les principales dispositions de la loi scolaire de 1801. Et tout d'abord, le gouverneur se voyait investi de pouvoirs considérables que l'on peut grouper sous trois chefs principaux : a) pouvoir de nomination des syndics qui formeront l'Institution Royale (art. 4), du président et des autres officiers nécessaires à cet organisme (art. 4), des commissaires chargés de voir à l'érection des écoles (art. 5), des maîtres avec fixation de leur salaire (art. 10); b) pouvoir d'approbation des règlements et statuts des écoles royales (art. 4) et du choix de l'emplacement de la maison d'école (art. 6); c) pouvoir de décision quant à l'opportunité d'ériger des écoles dans les paroisses qui en auraient besoin (art. 5).

Les syndics nommés par le gouverneur constituaient un corps politique et incorporé sous le nom d'Institution Royale pour l'Avancement des

Sciences. Les pouvoirs de cet organisme étaient également très étendus : il avait mission, en effet, de gérer tous les biens meubles et immeubles qui pourraient être affectés au soutien des écoles ou des institutions royales (art. 1), il pourrait aussi ester en justice, acquérir, posséder, recevoir, vendre, etc. (art. 2 et 3); il devait en outre faire des règlements et des constitutions pour la conduite des écoles royales (art. 4). La loi obligeait enfin les syndics à rendre leurs comptes au receveur général de la province (art. 4).

Les commissaires, institués par cette loi, devaient être des personnes désignées par le gouverneur, dans chaque paroisse ou localité qui désirerait établir une école royale, afin de servir d'intermédiaires entre l'autorité supérieure et les chefs de famille. Ils avaient la responsabilité du choix du terrain nécessaire à la construction de l'école (art. 6) et des dimensions de celle-ci (art. 6); ces décisions préliminaires approuvées par le gouverneur, ils devaient acheter le terrain (art. 7) et voir à la répartition de la dépense entre tous les habitants de la paroisse (art. 8), surveiller la construction, faire rapport au gouverneur, au terme des travaux (art. 9), et finalement en remettre les titres à l'Institution Royale qui devenait propriétaire du tout (art. 7).

Les habitants de chaque paroisse, dont la majorité ou un certain nombre demandera une école royale, devront en payer tous les frais de construction et de réparation (art. 8 et 11).

Cette loi, il faut l'admettre, donnait au gouverneur et à l'Institution Royale des pouvoirs extraordinaires pour l'époque et constituait une audacieuse tentative d'organiser, sous la tutelle de l'État, un système d'éducation publique. Elle était destinée à servir, non pas une population homogène, de même langue et de même foi religieuse, mais une province dans laquelle la majorité des habitants était de langue française et de foi catholique et la minorité de langue anglaise et de foi protestante. C'est en considération de ce fait que le Parlement inséra dans la loi deux provisos d'une extrême importance : le premier, celui de l'article 4 qui soustrayait à l'autorité de l'Institution toutes les écoles dirigées par les communautés religieuses, toutes les écoles privées existant en 1801 ou celles qu'on pourrait établir par la suite; le second, celui de l'article 8, subordonnait la fondation des écoles royales à la *décision libre* des habitants de chaque paroisse; conséquemment, ces écoles dont les maîtres seront payés par le gouvernement ne leur seront donc pas imposées de force.

Une autre disposition capitale de cette loi, celle de faire des règlements pour la bonne gouverne des écoles, restait dans le domaine de l'inconnu en 1801, car cette autorité ressortissait à l'Institution et il fallait attendre que le bureau en fût officiellement constitué. Pour diverses raisons que nous n'avons pas à discuter ici, parce qu'elles débordent le cadre de cette étude, la formation de ce bureau fut retardée jusqu'au 8 octobre 1818; sa composition fut une amère déception pour les Canadiens français : parmi les dix premiers syndics choisis, neuf étaient de langue anglaise, un seul de

langue française, l'Orateur de la Chambre d'Assemblée, Mgr J. O. Plessis ayant refusé catégoriquement de faire partie de cette corporation<sup>1</sup>. On s'efforcera, par la suite, de corriger un peu cette grave anomalie : c'est ainsi que le 13 décembre 1819, neuf autres membres ont été ajoutés au bureau parmi lesquels on remarque Chartier de Lotbinière, Charles St-Ours et Louis de Salaberry<sup>2</sup>; le 26 février, on suggérait la nomination de L. J. Duchesnay<sup>3</sup> et le 14 mai 1822, c'était Jean-Thomas Taschereau<sup>4</sup>.

Restait la question des règlements destinés aux écoles royales : le texte que l'on peut lire dans les *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada* (1824, Appendice Y) nous paraît bien de novembre 1821, car le secrétaire du bureau écrit, le 2 novembre, au colonel Ready, pour solliciter l'approbation des « Règles et Règlements », approbation qui fut donnée le 7 novembre 1821<sup>5</sup>.

On a reproché à l'Institution Royale d'avoir été un organisme tracassier destiné à angliciser et à protestantiser les Canadiens français. Les règlements doivent sans doute fournir la preuve de ces visées anti-sociales : il n'en est rien cependant. Bien au contraire, on peut lire à l'article 2 des « Règles et Règlements pour les Ecoles de Fondation Royale, dans la province du Bas-Canada, sous la conduite de l'Institution Royale » : « L'école sera sous l'inspection immédiate du prêtre ou ministre de la religion qui est professée par les habitants du lieu; ou dans les lieux où les habitants sont d'une description mêlée, le prêtre ou ministre de chaque église aura la surveillance des enfants de sa communion respectivement ».

Quel fut le succès de cette législation scolaire de 1801<sup>6</sup> ? L'histoire des écoles royales peut se diviser en quatre périodes : la première ou période des débuts, qui couvre les années 1801 à 1818, comprend les efforts tentés pour établir des écoles avant la constitution du bureau par les lettres patentes de 1818; la seconde ou période d'incertitude couvre les années 1819 à 1825 — le clergé catholique continue son opposition, la Loi des Ecoles de Fabriques est adoptée, les autorités religieuses et civiles tentant de trouver une formule plus acceptable en proposant l'établissement de deux institutions royales; la troisième période est caractérisée par un bel *essor* des écoles royales de 1825 à 1831 — pendant ce temps on discute du projet d'établir deux comités de l'Institution, l'un pour les catholiques et l'autre pour les

<sup>1</sup>*Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada*, 1820-1, Appendice K.

<sup>2</sup>*Ibid.*

<sup>3</sup>Archives of McGill University, Letter-Book of the Royal Institution for the Advancement of Learning [cité ci-après AMGU, Letter-Book], p. 37, J. L. Mills au colonel Ready, le 26 février 1821. Ils furent nommés le 14 mars 1821. Cf. Archives of McGill University, Letters of the Royal Institution for the Advancement of Learning [cité ci-après AMGU, Letters], vol. V, p. 97.

<sup>4</sup>Archives du Canada, série S.

<sup>5</sup>AMGU, Letter-Book, pp. 82-3. Pour l'approbation, voir AMGU, Letters, Ready à Mills, le 7 novembre 1821.

<sup>6</sup>L'auteur a consacré deux volumes à cette question, les tomes III et IV de sa série sur *Le Système scolaire de la province de Québec* (Québec : Les Presses Universitaires Laval, 1952).

protestants; enfin la dernière période, de 1832 à 1846, est celle de la *décadence* — les avantages financiers offerts par la Loi des Ecoles de Syndics de 1829 font oublier le statut de 1801 et les établissements scolaires qui se réclament de cette loi disparaissent rapidement.

Quelle fut l'attitude du clergé catholique à l'égard de ces écoles royales ? De 1801 à 1819, une douzaine environ s'établirent dans les paroisses canadiennes-françaises, surtout dans la région de Québec. S'il faut en croire Benjamin Sulte, « avant 1801 le clergé ne s'était pas occupé de procurer des écoles à ses ouailles; il continua de rester inerte... J'admire les Anglais de 1801, continue-t-il, qui si peu nombreux, avaient le courage d'entreprendre d'instruire leurs enfants<sup>7</sup>. » Cette appréciation paraîtra peut-être exagérée; cependant si on la rapproche d'une lettre de Mgr Plessis à M. Jean-Henri Roux, vicaire général à Montréal, on trouvera au contraire qu'elle rend le même son : « Si ce brave curé, écrit l'évêque en parlant de M. Lanctôt (curé à Blairfindie), ainsi que plusieurs autres assez fortunés, se mettaient en peine d'établir des écoles, celles du gouvernement n'auraient pas lieu. Il y a plus de dix ans que je le dis. Quelques-uns l'ont compris et s'en trouvent bien. La plupart sont là-dessus d'une apathie inconcevable<sup>8</sup>. »

L'opposition de l'Evêque à ces écoles royales était due au fait que, relevant immédiatement de l'Etat, elles devaient accepter l'inspecteur désigné par le gouvernement pour en faire la visite et que ces personnages furent parfois des ministres protestants. La plupart des curés, à la suite de leur Evêque, s'opposèrent donc à l'établissement des écoles royales.

Onze localités canadiennes-françaises acceptèrent cependant de tenter l'aventure et d'organiser une école royale; en voici la liste avec l'année de fondation de chacune : Pointe-Lévi (1805), Kamouraska (1806), Cap St-Ignace (1807), St-Thomas (1808), St-Antoine (1810), St-Roch (1810), Ste-Anne de Cornwallis (1812), Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce (1814), Cap-Santé, (1816) et Portneuf (1817). Dans quelle mesure chacune de ces écoles rendit-elle service à la population de langue française ? Les archives de l'Institution Royale nous offrent-elles des preuves qu'on s'efforça d'y angliciser et d'y protestantiser les Canadiens français ? C'est à quoi nous voudrions répondre, en présentant une brève monographie de deux écoles royales au sujet desquelles les pièces d'archives sont plus abondantes; ce sont Ste-Marie de la Nouvelle-Beauce et Cap-Santé.

## II. L'ECOLE ROYALE DE SAINTE-MARIE DE LA NOUVELLE-BEAUCE

C'est le 11 mars 1814 que l'école royale de Sainte-Marie fut ouverte pour les enfants de cette paroisse : le maître J.-A. Philippon le rappelle en

<sup>7</sup>J.-C. Saint-Amant, *Un Coin des cantons de l'est* (Drummondville, Qué. : La Parole, 1932), p. 163. Note de Benjamin Sulte dans la première édition de cet ouvrage, paru sous le titre de *L'Avenir et ses environs*, 1898.

<sup>8</sup>Archives de l'Archevêché de Québec, Mgr Plessis à M. Jean-Henri Roux, le 6 avril 1809, Registre des lettres, vol. VI, p. 349.



effet au secrétaire du bureau de l'Institution Royale dans un rapport du 1er mars 1822<sup>9</sup>. Cependant, avant la constitution officielle du bureau, aucun document ne nous renseigne sur les activités scolaires de cette institution : ce n'est qu'à partir de décembre 1821, qu'une correspondance assez suivie permet de connaître quelques-uns des problèmes de cette école royale.

C'est au début de 1820, que le Rév. Joseph Langley Mills, secrétaire du bureau de l'Institution Royale, adressait à tous les maîtres des écoles royales alors en opération un questionnaire qu'il les priait de compléter sans délai. Cette enquête sommaire avait comme but évident de dresser le bilan des écoles subventionnées par l'Etat, de préparer un rapport pour la Chambre des Députés, et d'aider à l'élaboration de règles de conduite uniformes pour toutes ces écoles royales. Voici les questions auxquelles devaient répondre les maîtres :

1. Depuis combien de temps tenez-vous votre nomination comme maître d'école ?
2. Quel salaire touchez-vous et de qui ?
3. Où faites-vous l'école ?
4. Quand et par qui la maison d'école a-t-elle été érigée ?
5. Quelles branches d'éducation enseignez-vous ?
6. Quels livres employez-vous dans votre école et quelle langue utilisez-vous ?
7. Suivez-vous un système particulier d'éducation dans votre école et lequel ?
8. Combien avez-vous d'élèves, garçons ou filles ? Combien sont enseignés gratuitement ? Combien paient pour leur instruction et que paient-ils ?
9. Quels sont les syndics et quand visitent-ils votre école ?

Philippon négligea de répondre à ce questionnaire à tel point que le 28 décembre 1821, Mills écrivait au colonel Taschereau pour lui signaler que le maître de Sainte-Marie était le seul à n'avoir pas encore répondu aux questions. Le même courrier contenait également les papiers nécessaires à l'érection de la maison d'école, un extrait de *La Gazette* décrivant la procédure à suivre pour le transport officiel des écoles à l'Institution Royale et les règlements adoptés récemment pour leur régie. Il terminait sa missive en rappelant avec insistance que si la propriété scolaire n'était pas remise en bonne et due forme au bureau, selon les dispositions de la loi, le salaire du maître serait fatalement discontinué<sup>10</sup>. Cette mise en demeure n'étant pas suffisante sans doute, le secrétaire revient de nouveau sur le même sujet quelques semaines plus tard, en février 1822 : « Si des mesures ne sont pas prises immédiatement pour l'érection d'une école et pour son transfert à l'Institution royale, écrit-il, des recommandations seront faites pour suspendre le salaire du maître<sup>11</sup>. »

Pressé de s'exécuter, Philippon adressait donc son rapport le 1er mars 1822 : nous y voyons qu'il reçoit un salaire annuel de £54 payées par John Caldwell à même les revenus de la Couronne, qu'il fait la classe dans sa

<sup>9</sup>AMGU, Letters. Philippon répond au questionnaire envoyé par J. L. Mills.

<sup>10</sup>AMGU, Letter-Book, p. 103.

<sup>11</sup>*Ibid.*, p. 118, Mills à Taschereau, le 6 février 1822.

maison, parce que l'école n'a pas encore été construite : « Les commissaires, note-t-il, ont choisi un terrain donné récemment à cette fin et le transfert sera fait entre les Commissaires et M. Perrault et envoyé au Bureau. » Philippon note ensuite qu'il enseigne l'anglais, le français, l'écriture et l'arithmétique et que les livres utilisés à cette fin sont le *Murray's First Book* et *Second Book*, le *Vyse's New London Spelling Book* et le *New Testament*, l'*Instruction de la jeunesse*, le *Grand Alphabet français*, *La Nouvelle Méthode pour apprendre à bien lire* de Palairé, le *Traité d'Arithmétique*, par J.-A. Bouthillier; il termine son exposé en soulignant qu'il n'a aucun système particulier d'enseignement, mais qu'il emploie la méthode ordinaire en faisant lire isolément chaque écolier<sup>12</sup>.

D'autre part, poursuivant son travail d'organisation méthodique des écoles royales, J. L. Mills écrivait, le 1er février 1822, à Messire Antoine Villade, curé de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce, pour le prier d'agir comme visiteur officiel de l'école royale de sa paroisse :

Il m'est ordonné par le Bureau de l'Institution royale de vous transmettre une copie des Règles et Règlements, qui ont reçu la sanction de Son Excellence le Gouverneur en chef, pour le gouvernement des Ecoles, sous l'Acte de la 41e Geo. III, ch. 17, et de vous prier de bien vouloir agir comme un des visiteurs de l'Ecole de Fondation Royale à Sainte-Marie, Nouvelle-Beauce.

Les autres visiteurs sont :

Hon. Col. T.-P.-J. Taschereau  
A.-Chs. Taschereau, écuyer  
M. Lehouillier.

J. L. Mills, secrétaire I.R.<sup>13</sup>

Nous n'avons pu trouver la réponse de Messire Villade à cette requête officielle : nous nous croyons justifié d'affirmer qu'elle fut négative, s'il en fit une, car tous les curés refusèrent cette charge de visiteur officiel, sauf le curé Masse de Pointe-Lévi.

La menace de suppression du salaire exerça une influence salutaire sur J.-A. Philippon et sur les syndics responsables de la bonne marche de l'école. Aussi voyons-nous de façon très régulière, à partir de 1822, arriver au bureau de l'Institution Royale, au début d'avril et d'octobre de chaque année, les rapports de l'Ecole de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce. Ces rapports pour les années 1822 à 1827 inclusivement établissent que la maison d'école d'un étage de 25 pieds par 20 de profondeur, fut bâtie au cours de l'année 1823 : avant cette date, Philippon faisait la classe dans sa maison située près de l'église paroissiale. C'est le 1er octobre 1822, que les syndics François Lehouillier, Antoine-Charles Taschereau et Thomas-Pierre-Joseph Taschereau adressèrent au secrétaire du bureau l'acte officiel de donation et de transfert du terrain, ainsi que l'exigeait la loi de 1801.

A l'école royale de Philippon, les classes commençaient à 8 heures le matin pour se terminer à 10 heures; elles reprenaient à 2 heures pour finir

<sup>12</sup>*Ibid.*, rapport de Philippon à Mills, le 1er mars 1822.

<sup>13</sup>Archives de la paroisse de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce, papiers Villade, boîte III, liasse IV, divers imprimés.

à 4 heures; le programme comportait l'enseignement de la lecture, de l'écriture, du français, de l'anglais et du latin<sup>14</sup>. Les rapports semi-annuels adressés par les syndics au Dr Mills établissent que la fréquentation scolaire pour les années 1822 à 1828 fut la suivante :

	<i>avril</i>	<i>octobre</i>
1822	25	27
1823	19	26
1824	20	24
1825	18	24
1826	20	21
1827	15	21

L'enthousiasme des débuts, à l'école publique de Sainte-Marie, semble bien s'être ralenti avec les années. En effet, le 7 mars 1826, le Dr J. L. Mills écrivait à Philippon :

Des rapports venus de différentes sources établissent que l'école de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce est très irrégulièrement tenue et qu'à moins d'amélioration avant le 1er mai prochain votre renvoi sera recommandé au Gouverneur général. Le Bureau est bien déterminé à ce que la situation de maître d'école ne dégénère pas en sinécure. Le salaire que vous recevez demande la plus grande attention de votre part dans l'exécution de vos devoirs. Veuillez m'adresser un état du nombre de jours où vous avez fait l'école depuis le 1er novembre dernier; joignez-y la liste des écoliers telle que demandée dans les Règles et Règlements<sup>15</sup>.

A cette lettre, Philippon répond le 15 avril pour expliquer les difficultés dues à la rigueur de l'hiver : « les plus pauvres, note-t-il, sont ceux qui tirent le plus de profit de cette école; les autres, sous les prétextes les plus futiles gardent leurs enfants à la maison ». Il signale, en outre, comme obstacles à une meilleure fréquentation scolaire, l'éloignement de l'école, l'état de la population du village composée surtout de personnes âgées et de couples récemment mariés, la condition topographique particulière de cette région traversée par la rivière Chaudière et dont les deux rives ne sont pas encore reliées par un pont (l'automne, il faut attendre que la rivière gèle et au printemps, il faut également attendre qu'elle soit libre de ses glaces pour pouvoir circuler en canot). En terminant, Philippon souligne qu'il se dévoue à l'enseignement depuis douze ans et qu'il a besoin de sa situation pour faire vivre sa famille<sup>16</sup>.

Quelques mois plus tard, soit le 12 juin 1826, Mills écrit de nouveau au maître pour lui annoncer la fermeture de son école « parce que son rapport n'est pas suffisant »; il lui offre cependant une situation identique à Terre-

<sup>14</sup>AMGU, Letters, rapports des syndics de l'école royale de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce, le 10 avril et 1er octobre 1822.

<sup>15</sup>AMGU, Letters.

<sup>16</sup>*Ibid.* Cette lettre est rédigée dans un anglais très convenable. Philippon fournit également un tableau indiquant les jours d'école de novembre 1825 à avril 1826 : novembre 21 jours, décembre 18 jours, janvier 18 jours, février 19 jours, mars 19 jours. La liste des écoliers demandée par le Dr Mills n'est pas annexée à cette lettre.

bonne : « le Bureau espère, ajoute-t-il, si vous acceptez, que vous vous appliquerez davantage à votre tâche et mieux que vous ne l'avez fait dans la présente situation. Si vous ne le faites pas, vous ne pouvez espérer être agréé par les Habitants. Vous n'avez pas reçu votre salaire pour les six derniers mois, parce que nous n'avons reçu aucun rapport des visiteurs<sup>17</sup>. »

A cette mise en demeure, les visiteurs et le maître d'école se hâtent de réagir : dès le 24 juin 1826, A.-C. Taschereau et François Lehouillier s'empressent d'adresser le rapport officiel à l'Institution Royale tout en signalant

que l'école fait des progrès, que le maître est irréprochable dans sa conduite et qu'il se conforme aux règles de l'Institution. En dépit de la décision du Bureau, on demande de continuer l'école jusqu'au 1er novembre pour donner une chance au maître comme à la paroisse de manifester de meilleures dispositions. La soudaine disparition de cette école, sans avis préalable aux visiteurs, sera préjudiciable au public qui compte sur elle pour l'instruction de ses enfants<sup>18</sup>.

Quant à Philippon lui-même, il apprend au Dr Mills qu'il lui est impossible d'accepter sa mutation de Sainte-Marie à Terrebonne (nous savons d'ailleurs qu'il était devenu capitaine de milice et qu'il tenait magasin, autant d'excellentes raisons pour rester à Sainte-Marie); sachant qu'il est plus facile de s'entendre de vive voix, il vient à Québec au début de juillet pour rencontrer le secrétaire de l'Institution Royale. Il semble bien que cette entrevue ait donné quelques résultats satisfaisants car l'école royale continue ses activités, comme le signale Philippon lui-même dans une lettre du 19 août 1826 et dans laquelle il se plaint de n'avoir pas touché son salaire pour les six derniers mois.

Le 16 octobre 1826, les visiteurs de l'école royale de Sainte-Marie adressaient au bureau leur rapport semi-annuel, rapport assez bref à la vérité et qui ne dût pas plaire au Dr Mills puisque celui-ci leur écrit le 2 décembre :

Votre rapport a été reçu : il est loin d'être satisfaisant quoiqu'il y ait eu du changement depuis les six derniers mois. En considérant le tout, le salaire est réduit de moitié à partir du 1er décembre et le Bureau espère, qu'avant la fin de la présente année, le Comité catholique proposé étant en exercice, l'école en question, passera sous sa surintendance. Le Bureau apprend pour la première fois que la maison a été érigée aux frais du maître, procédé tout à fait irrégulier et qui prive les habitants de tous les titres malgré les provisions de la loi 41 Geo. III, ch. 17 pour l'éducation de leurs enfants. Je remarque de plus que la communication est écrite de la main du maître qui est alors obligé de parler de lui-même, ce qui ne demande pas de commentaires... Demandez à celui-ci de m'adresser la liste de ses élèves<sup>19</sup>.

<sup>17</sup>AMGU, Letter-Book, pp. 62-3.

<sup>18</sup>AMGU, Letters.

<sup>19</sup>AMGU, Letter-Book, pp. 111-12, Mills à Taschereau et Lehouillier; aussi lettre du même à Philippon, le 2 décembre 1826. On sait qu'à partir de 1821, des pourparlers assez longs s'engagèrent entre l'Evêque de Québec et le gouverneur afin d'établir deux comités de l'Institution Royale, l'un pour les catholiques et l'autre pour les protestants : c'est à ce comité que Mills fait allusion.

Pris à parti, Philippon tente de se justifier dans deux lettres du 15 décembre 1826 et du 24 janvier 1827; Mills reste d'avis cependant que la situation continue d'être anormale à Sainte-Marie et il affirme catégoriquement son intention de recommander la fermeture de l'école ou du moins d'en passer la responsabilité au prochain comité catholique romain dont on espère bientôt la constitution :

La surintendance immédiate de votre école sera transférée au Comité Catholique romain de l'Institution Royale aussitôt qu'il sera en opération et le Bureau prendra la première occasion de conférer avec ce Comité concernant l'état non satisfaisant de votre établissement... Comme la maison d'école a été originairement érigée à vos frais, vous affirmez maintenant que les Habitants ne veulent pas payer pour l'éducation de leurs enfants en se basant sur le fait que vous êtes obligé de les instruire gratuitement. Le meilleur moyen de régler la question sera de discontinuer l'engagement et ma propre opinion, c'est qu'on aurait dû en venir là, il y a déjà quelque temps lorsqu'on vous a offert une place à Terrebonne et que vous avez refusée<sup>20</sup>.

Il était évident que les jours de l'école royale de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce étaient comptés : deux lettres, l'une au syndic Taschereau et l'autre à J.-A. Philippon annonçaient, en effet, la fermeture définitive ou du moins le retrait de la participation de l'Institution Royale pour le 12 janvier 1828 :

Votre dernière année de salaire vient d'être payée, du 1er novembre 1826 au 31 octobre 1827 à votre procureur, écrit Mills à Philippon le 8 janvier 1828. Le Bureau, considérant le petit nombre d'élèves et autres circonstances, ne peut continuer votre école. Vous devrez vous considérer comme n'étant plus maître de l'Institution royale à partir du 12 de ce mois. Vous auriez dû accepter à Terrebonne. Aussitôt que le comité catholique romain sera organisé (ce qui ne saurait tarder), le cas de votre école sera placé devant lui<sup>21</sup>.

Telle fut l'histoire de l'école royale de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce : les deux derniers rapports que nous avons trouvés dans les archives de l'Institution sont du 12 avril et du 6 octobre 1827; après cette date, il n'est plus question de cette école. Ouverte le 11 mars 1814, elle cessa d'exister officiellement le 12 janvier 1828 : elle avait donc tenu le coup durant près de 14 ans. L'un des élèves les plus illustres qui en suivit les cours fut le jeune Elzéar-Alexandre Taschereau, futur cardinal et dont le nom figure sur l'avant-dernier rapport de Philippon, celui du 6 octobre 1827<sup>22</sup>.

<sup>20</sup>*Ibid.*, p. 143, Mills à Philippon, le 2 mars 1827.

<sup>21</sup>*Ibid.*, pp. 221-2, Mills à Philippon et Mills à Taschereau, le 8 janvier 1828. Mills se trompait sur l'imminence de la constitution du comité catholique : voir ce que j'en ai dit dans *Le Système scolaire de la province de Québec*, tome IV, pp. 70-106. Joseph-Antoine Philippon resta à Sainte-Marie où il exerça la profession de marchand. Il est mort prématurément, noyé dans la rivière Chaudière à l'âge de 45 ans, en 1832.

<sup>22</sup>AMGU, Letters. Ce document fournit des précisions intéressantes sur l'organisation



L'école royale fut bientôt remplacée par les établissements créés en vertu de la loi scolaire de 1829 : en effet, un rapport sur les écoles existantes en 1832 nous montre que la paroisse de Sainte-Marie possédait alors huit écoles sous l'autorité de la Loi des Ecoles de Syndics<sup>23</sup>. Bien plus, dès 1822, le curé Antoine Villade, Jean-Thomas Taschereau et Mgr J. O. Plessis conjuguèrent leurs efforts pour doter la paroisse d'un couvent à l'intention des jeunes filles. Une souscription populaire permit de recueillir la somme de £1.017, 19 shillings pour la construction de la bâtisse et de ses dépendances, si bien que le 6 août 1823, les deux premières missionnaires, des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, quittaient Québec pour se diriger vers Sainte-Marie<sup>24</sup>.

### III. L'ÉCOLE ROYALE DU CAP-SANTÉ (PORTNEUF)

La paroisse du Cap-Santé eut-elle deux écoles royales ? C'est ce qu'affirme catégoriquement l'abbé Félix Gatien qui y fut curé de 1817 à 1844<sup>25</sup>. Nous avouons, pour notre part, qu'il nous est impossible, à la lumière des pièces d'Archives de l'Institution Royale que nous avons consultées, de distinguer clairement ces deux écoles. Quoi qu'il en soit, la liste des maîtres d'écoles qui y professèrent de 1816 à 1836 s'établit comme suit :

J. P. De Salin	1816-1818	M. Marceau	1827-1828
Charles Harper	1818-1822	L. C. A. St-Georges	1828-1832
Charles Desroches	1823-1827	William Colgan	1832-1836

Cette question de l'école unique ou de deux écoles distinctes nous semble ici d'importance secondaire : ce qui importe davantage, c'est de connaître les principaux résultats de ces fondations, les programmes d'études, le mode

scolaire de l'école de Sainte-Marie. Nous y voyons, en effet, que les écoliers se partagent en quatre divisions :

1) apprennent à lire en anglais, en français, l'écriture, l'arithmétique, l'orthographe et la grammaire :

Pierre Blouin	Jean Gilbert	Pierre Chassé
Georges Morissette	Thomas Barbeau	Joseph Perron
Henry Bonneville	Jean Chassé	

2) apprennent l'épellation :

Joseph Larose	Olivette Larose	Hubert Grégoire
Joseph Verreau	Joseph Grenier	Adolphe Philippon
Pierre Lavoie	Charles Ferland	

3) apprennent l'alphabet :

Jean Labbé	Honorine Philippon
------------	--------------------

4) apprennent à lire l'anglais et à écrire :

Philippe Taschereau
Elzéar-Alexandre Taschereau, né en 1820; il avait alors 7 ans; plus tard cardinal
Charles Taschereau

<sup>23</sup>Rapport sur les Archives du Canada (Ottawa, 1900), pp. 1-19.

<sup>24</sup>Histoire de la Congrégation de Notre-Dame (Montréal, 1941), tome VII, pp. 46-7, 51, 78.

<sup>25</sup>Abbé Félix Gatien, Histoire du Cap-Santé (Québec : Imprimerie franciscaine missionnaire, 1899), p. 133.



de surveillance, les manuels scolaires utilisés et la valeur pédagogique des maîtres.

L'un des premiers gestes du secrétaire J. L. Mills, après la constitution du bureau et l'adoption des règlements des écoles royales, fut d'écrire au curé de chacune des paroisses catholiques dans lesquelles se trouvait l'une de ces écoles royales : l'abbé Gatien reçut, comme ses confrères, la circulaire officielle<sup>26</sup>. Il y répondit le 15 mars 1822 :

Je vous prie de me pardonner si je n'ai pas répondu plus tôt à l'honneur de votre lettre. Elle m'a été remise dans un temps où il m'était absolument impossible de m'occuper d'autres objets que ceux du moment. Je suis très sensible à l'honneur que me fait le bureau de l'Institution royale pour l'établissement des écoles et de m'offrir la place de visiteur d'une de ces Ecoles érigée dans ma paroisse. Devant vous communiquer ma réponse à cette offre, en votre qualité de Secrétaire du susdit Bureau, je suis mortifié d'être dans l'obligation de vous dire qu'il m'est impossible d'accepter cette charge. Il est inutile de vous exposer ici les raisons qui motivent mon refus : vous avez certainement trop de délicatesse pour ne pas sentir ces raisons<sup>27</sup>.

Vers la même époque, le curé recevait une requête identique de la part des syndics des écoles royales établies au Cap-Santé, requête dans laquelle on le priait instamment d'accepter la charge de visiteur et d'inspecteur de l'école fréquentée par les enfants catholiques de cette localité. Sa réponse, plus explicite encore que celle adressée au secrétaire de l'Institution Royale, ne laisse aucun doute sur les motifs qui inspirèrent la plupart des curés catholiques dans leur attitude à l'égard des écoles royales :

Ayant communiqué directement avec le révérend M. Mills, secrétaire du Bureau de l'Institution royale pour les écoles, en répondant à la lettre dont il m'avait honoré, je pensais n'avoir aucune information ultérieure à vous donner; mais puisque vous m'avez honoré vous-mêmes d'une lettre sur le même sujet, il est de mon devoir de vous donner une réponse. La voici. Personne n'est plus intimement convaincu que moi qu'il appartient à un curé catholique d'une paroisse de catholiques, de veiller et de diriger une école d'enfants catholiques, érigée dans sa paroisse. Ce devoir lui est imposé par sa charge même de pasteur. Lui contester ce pouvoir, ce serait ignorance ou prévention; mais vouloir lui faire tenir ce pouvoir d'une autorité absolument étrangère à celle de son état, c'est je ne dirai pas seulement manquer de délicatesse, mais oublier même des convenances... Au reste, messieurs les Syndics, je sais apprécier votre intention en me faisant la demande énoncée dans votre lettre, et quoique je ne puisse accepter l'offre que vous me faites, je n'en suis pas moins, etc.<sup>28</sup>...

En dépit de cette attitude très catégorique du curé, il semble bien évident qu'une école royale, subventionnée par le gouvernement, exista au Cap-Santé dès 1816, sous la direction de J.-P. Salin. Le premier rapport, cependant, que nous avons pu consulter, date du 1er février 1820, alors que Charles Harper y dirigeait déjà l'école depuis le 1er mai 1818. Nous

<sup>26</sup>Voir texte de cette circulaire plus haut.

<sup>27</sup>AMGU, Letters, abbé Félix Gatien, curé du Cap-Santé, à Mills, le 15 mars 1822.

<sup>28</sup>Gatien, *Histoire du Cap-Santé*, pp. 137-8.

apprenons, dans ce document officiel, que l'école était située près de l'église, qu'elle fut érigée par un nombre de paroissiens qui ont acheté un lot d'un arpent et demi de profondeur par un demi-arpent de large (l'acte notarié étant du 6 mai 1816) et que le tout a été transporté à l'Institution Royale. Le maître y enseigne le français et l'anglais « grammaticalement », l'écriture, l'arithmétique et la géographie; quelques élèves apprennent le latin. Les principaux livres utilisés sont, pour le français : l'*Abécédaire critique et moral*, le *Petit Manuel du chrétien*, l'*Imitation de Jésus-Christ*, la *Lecture française* par Lindley Murray, la *Grammaire* de Lhomond, l'*Arithmétique* de Bibaud; pour l'anglais : *The First Book for Children* de Lindley Murray, la *Collection of Pieces in Prose and Poetry*, l'*English Grammar and Exercises in English Grammar* du même auteur; pour le latin : les *Rudiments*, *Epitome Historiae Sacrae* et *Cornelius Nepos* de Ruddiman, et les dictionnaires Ainsworth et Boyer.

Charles Harper note enfin, dans son rapport, qu'il ne suit pas de système particulier d'enseignement, que les élèves doivent payer 15 pence par mois, plus une corde de bois de chauffage pour la saison, que son école compte alors 27 garçons et 3 filles dont 6 sont reçus gratuitement. Enfin, les commissaires d'école sont MM. G. W. Allsopp, Rinfret dit Malouin et Charles Garnaude; le premier de ces commissaires visite l'école régulièrement et questionne les écoliers<sup>29</sup>.

Chaque maître d'école royale était tenu, pour obtenir le paiement régulier de son salaire, de présenter au bureau de l'Institution Royale des rapports périodiques. Le 30 mars 1822, Charles Harper adresse le sien rédigé en français. Parmi ses écoliers au nombre de 25, 2 apprennent la langue latine, 8 le français et l'anglais, 17 le français seulement, 18 l'arithmétique et 1 à « garder les livres de compte ». Aux syndics déjà mentionnés, il faut ajouter les noms de Jacques Marcotte et Pierre Morisset<sup>30</sup>.

Les difficultés politiques de l'heure rendirent parfois assez précaire la situation financière des maîtres d'école qui se virent menacés de perdre leur salaire ou du moins de le recevoir avec beaucoup de retard : c'est pour protester contre cette situation qu'Allsopp écrivait, le 19 mai 1822, au Dr Mills, en lui soulignant que Charles Harper « était sur le point de quitter sa place » et que « à cause de ses qualifications, il pourra difficilement être remplacé ensuite ».

La décision du maître du Cap-Santé de quitter les lieux semble avoir été sérieuse car, le 15 novembre 1822, le secrétaire de l'Institution Royale annonçait à G. W. Allsopp la fermeture de l'école royale de Portneuf et la nomination de Charles Desroches pour remplacer Harper; ce changement avait d'ailleurs été ratifié par le Gouverneur trois jours plus tôt<sup>31</sup>.

Qui était Charles Desroches ? Il nous l'apprend lui-même dans son rapport officiel du 31 janvier 1820 :

<sup>29</sup>AMGU, Letters.

<sup>30</sup>*Ibid.*

<sup>31</sup>AMGU, Letter-Book, p. 168; AMGU, Letters, 12 novembre 1822.

Je crois utile de souligner les avantages que j'ai retirés d'une éducation préliminaire à Paris et subséquemment en Angleterre après avoir été chassé de France au début de la Révolution et après avoir servi comme officier dans la marine de Sa Majesté pendant une période de huit années; j'estime humblement avoir acquis un certain nombre de connaissances dans les autres branches de l'éducation [que celles déjà mentionnées dans son rapport et qui sont enseignées à son école] et qu'il serait hautement avantageux d'enseigner dans cette seigneurie. Je fais particulièrement allusion à la Navigation et à la Géographie que je sais de façon pratique et quoique la courte période pendant laquelle j'ai eu l'honneur de diriger cette école publique [Portneuf] ne m'a donné l'opportunité de pousser mes élèves jusque là, cependant je suis confiant que s'ils continuent sous ma direction, ils seront bientôt instruits dans ces branches nécessaires de l'éducation<sup>32</sup>.

Desroches possédait-il toutes les qualifications qu'il s'attribue ? Il est permis d'en douter si l'on en croit le témoignage de G. W. Allsopp qui écrivait au Dr Mills le 30 mars 1823 :

Je vous envoie le rapport des Syndics du Cap-Santé. Comme M. Desroches, quoique étant un maître attentif et assidu n'est pas qualifié pour enseigner les hautes branches de l'éducation et que l'école verra sa population augmenter considérablement après le 1er mai prochain, j'ai une question à vous poser. Comme j'ai pris grand intérêt à cette école et que je veux lui donner le plus de respectabilité possible, j'aimerais à ce que vous accueilliez ma demande favorablement. L'objet est d'obtenir pour notre institution un assistant au maître actuel, assistant qui serait capable d'enseigner la langue latine, les mathématiques et la tenue des livres. Comme M. Harper, notre maître précédent possédait ces qualifications, les écoliers plus âgés sont maintenant arrêtés; il n'est pas nécessaire que cette personne puisse parler le français, car M. Desroches enseigne lui-même et le français et l'anglais. Je suggère un salaire de £30 par an pour l'assistant. Il y a beaucoup d'Européens instruits qui seraient heureux d'une telle situation<sup>33</sup>.

Le rapport officiel des syndics accompagnait cette lettre de G. W. Allsopp; on y signale « que les écoliers avaient fait un progrès satisfaisant et que cela dépend entièrement de la grande attention, assiduité et mérite de M. Charles Desroches, régent de la dite Ecole, persuadé qu'il fait ce qu'il dépendait de lui pour l'instruction ». L'école, conduite selon le système de Lancaster, comprenait alors 34 écoliers dont 8 filles : 4 apprenaient l'anglais et 30 le français<sup>34</sup>.

A la visite de septembre 1823, on note une augmentation du nombre des écoliers, soit 48 (11 filles et 37 garçons) et les progrès remarquables que les plus jeunes ont fait dans l'écriture. La fréquentation scolaire se maintient au printemps 1824, alors qu'on trouve encore 42 écoliers (9 apprenant la langue anglaise, 33 la langue française et 8 la grammaire); le rapport des visiteurs souligne que « dans l'examen des écoliers, ils ont trouvé un améliorement [*sic*] manifeste dans les différentes classes depuis la dernière visite l'automne dernier; et que spécialement les plus jeunes enfants avaient

<sup>32</sup>AMGU, Letters. Ce rapport est rédigé en français et l'écriture en est très soignée.

<sup>33</sup>*Ibid.*

<sup>34</sup>*Ibid.*, rapport des visiteurs, le 26 mars 1823.

fait un progrès satisfaisant et que le Régent avait fait son devoir<sup>35</sup> ». Ce rapport est accompagné d'un tableau intitulé « Rôle de l'Ecole Royal [sic] de Cap-Santé depuis le 15 novembre 1822 jusqu'au 31 mars 1824 » et qui montre la distribution des élèves par classe en indiquant pour chaque élève la date d'entrée à l'école, l'âge, le nom des enfants, le temps perdu et les journées de non-attendance, la continuance de classe. Ces désignations, comme on le voit, nous donnent une assez bonne idée des connaissances linguistiques de Charles Desroches.

A la tête de chaque classe, on trouve un ou deux moniteurs; les élèves sont partagés comme suit :

1ère classe : ABC et mots élémentaires, syllabes; écrivent sur l'ardoise

Xavier Piché	Japhet Allard
Elie Malouin	Mathias Marcotte
Théophilien Desroches	Damas Pagé

2e classe : Epîtres et Evangiles; écrivent sur l'ardoise et le papier

Elizabeth Malouin	Flore Piché
Adélaïde Malouin	Sophie Descareau
Marie Tardie [sic]	Délina Descareau
Desange Piché	Cécile Desroches

2e classe D : garçons; écrivent sur le papier et l'ardoise

Thomas Piché	Damase Godin
Léon Piché	Joseph Allard
Mathurin Morisset	Louis Godin
Jean Allard	Thimothé Delisle
Louis Pagé	Olivier Delisle
Onézime Pagé	Jean Doré
Joseph Germain	Damase Massicotte
James Miller	

3e classe : en anglais

Victor Morisset	Joseph Chatillon
Ferdinand Germain	Baptiste Mottard
François Couture	Joseph Germain
Edouard Nicols	Alphée Thibodeau
François Marcotte	

4e classe : anglais, français, arithmétique (protestants)

Alfred Allsopp	Edwin Jackson
Alfred Jackson	Edward Thurber

Les rapports subséquents de l'école royale du Cap-Santé manifestent une progression décroissante du nombre des élèves : 33 (rapport du 3 octobre 1824); 25 (rapport du 28 mars 1825); 22 (rapport du 26 septembre 1825); 19 (rapport du 29 mars 1826). En adressant ce document officiel au secrétaire de l'Institution Royale, les visiteurs croient utile d'expliquer, si non de justifier cette diminution : « dix-sept encore occupés aux récoltes lesquels sont pour rentrer sitôt qu'ils sont libérés », écrivent-ils

<sup>35</sup>*Ibid.*, le 27 mars 1824.

le 3 octobre 1824; « depuis la visite, deux filles et trois garçons se sont retirés par crainte sans doute d'avoir à fournir le bois de chauffage », fait remarquer Desroches au Dr Mills, le 1er décembre 1825; plusieurs écoliers sont absents « à cause de la saison et des mauvais chemins », signalent les visiteurs, dans leur rapport du 29 mars 1826.

Le texte des rapports était-il dû à la plume de Desroches lui-même ? Il nous est difficile de l'affirmer catégoriquement; il reste cependant qu'ils sont généralement rédigés dans un français pitoyable : « Les Visiteurs, note par exemple le rapport du 28 mars 1825, ont trouvé un améliorationnement [*sic*] manifeste des progrès dans les différentes classes des écoliers et spécialement les plus jeunes enfants ont fait des progrès très satisfaisants; cela dépend entièrement de la plus grande assiduité et des exertions du maître qui a fait son devoir envers ses Pupils [*sic*]; c'est pourquoi nous recommandons monsieur Desroches à la corporation de l'Institution Royale<sup>36</sup>. »

En octobre 1826, Allsopp et Malouin éprouvent le besoin de justifier encore une fois la diminution des écoliers qui ne sont plus que 26 : « les enfants restent peu longtemps à l'école parce que les cultivateurs se pressent de les retirer pour les appliquer aux travaux de la terre. Il est à espérer que l'ardeur pour faire instruire la jeunesse accroîtra lorsqu'ils connaîtront l'importance d'une bonne éducation dans tous les Etats<sup>37</sup>. »

Cette fin d'année 1826 ne fut pas très florissante pour l'école royale du Cap-Santé : en effet, sans donner aucun avertissement, le maître Desroches disparaît, abandonnant sa charge et sa famille. « Nous le croyons absent de la paroisse ou que quelque accident lui soit arrivé », écrit Allsopp au Dr J. L. Mills le 30 avril 1827. Il prie alors le secrétaire de l'Institution Royale d'engager à sa place le « sieur Joseph Marceau, un assistant sortant de l'Ecole Canadienne de Québec et qui nous a été bien recommandé par M. J.-F. Perrault de Québec, pour remplir la situation vacante afin que nous ne perdions pas l'avantage d'une si grande importance pour le bien-être futur des enfants qui sont du nombre de 55 et qui espèrent être admis à l'école<sup>38</sup> ».

Cette requête fut agréée puisque le rapport de la mi-octobre 1827 est préparé par Marceau; il est rédigé avec soin et comporte des remarques intéressantes sur les aptitudes des écoliers : c'est ainsi que l'on voit que plusieurs élèves ont une excellente mémoire, que Sophie Pagé et Elie Malouin sont dociles, que François Germain est adonné au jeu, que Denis et Christine Tardif sont négligents et que Joseph Tardif est paresseux<sup>39</sup>.

<sup>36</sup>*Ibid.*, rapport du 3 octobre 1824, du 28 mars 1825, du 26 septembre 1825, du 29 mars 1826.

<sup>37</sup>*Ibid.*, le 4 octobre 1826.

<sup>38</sup>*Ibid.*, le 30 avril 1827. Cette lettre (d'Allsopp et Rinfret) est écrite en français par Allsopp; une autre lettre en anglais sur le même sujet est datée du 5 avril 1827.

<sup>39</sup>*Ibid.*, rapport du 19 octobre 1827. Allsopp seul signe le document, Rinfret étant absent et M. Garnaud n'ayant pris aucun intérêt à l'école depuis longtemps.



Malheureusement pour Cap-Santé, le nouveau maître n'avait pas la santé requise pour une tâche aussi onéreuse : il dût quitter la paroisse à la fin de 1827 pour regagner Québec et s'y faire soigner<sup>40</sup>. On jeta alors les yeux sur le neveu de Vallières de Saint-Réal, un certain Laurent C.-A. Aurez St-Georges qui avait fait l'école dans les environs et dont l'engagement reçut l'approbation du curé Gatién<sup>41</sup>.

Le candidat, en offrant ses services, décline ses qualifications : « Je puis enseigner, écrit-il, la grammaire, la sphère, la géographie, l'arithmétique, la tenue des livres, la littérature, le latin respectablement et ce qu'on peut faire d'études dans le Séminaire de Québec jusqu'à la Rhétorique inclusivement. Ce que je puis enseigner en français, je puis le faire en anglais et je crois avec autant de succès. Il n'est sans doute pas besoin de dire que je puis enseigner à lire et à écrire : d'après le reste, cela s'entend. » Pour vérifier ce témoignage, G. W. Allsopp lui fait faire un thème latin et une version, ce dont il s'acquitte convenablement. Il sera donc engagé comme maître de l'école royale du Cap-Santé<sup>42</sup>.

Les rapports de St-Georges sont présentés avec soin et donnent plusieurs renseignements utiles sur l'école; c'est ainsi que celui du 16 octobre 1828 nous apprend que « Edward Thurber traduit l'anglais en langue française, que Réal Donagha traduit Virgile et Ovide à l'anglais, que Pierre Morisset lit l'Imitation de Jésus-Christ, qu'Edouard Germain apprend le vocabulaire et que Léa Malouin lit l'alphabet<sup>43</sup>. »

Nous sommes à l'époque où les tractations entre l'Evêque de Québec, Mgr Bernard-Claude Panet, le Gouverneur et les autorités de l'Institution Royale pour établir deux comités distincts, l'un pour les catholiques et l'autre pour les protestants, vinrent tout près d'aboutir. A la dernière minute, le projet de loi fut retiré : à la place, la Chambre d'Assemblée adopta l'importante loi dite Loi des Ecoles de Syndics, en 1829<sup>44</sup>. Le 11 juin 1829, le Dr Mills fait part à Allsopp de ces événements :

Le Bureau de l'Institution Royale est anxieux de se décharger des Ecoles catholiques. Dans ce but, un Bill a été introduit au Conseil à la dernière session pour la formation d'un Comité séparé composé exclusivement de catholiques. Mais le bill a été ajourné par l'Assemblée jusqu'à la prochaine session. Si la question revient, il est probable qu'elle ne passera pas. Les chefs parlementaires de l'Assemblée nous considèrent comme une corporation protestante ou de l'Eglise anglicane et consentent à nous voter £2.000 pour le support de nos écoles. De plus, il y a peu de chances que cela soit continué et comme on nous demande de nouvelles écoles chaque jour pour nos gens et que le Bureau doit se défendre contre les intrigues et l'influence du clergé catholique romain dans les paroisses, le Bureau a décidé de discontinuer ses écoles dans les paroisses selon les circonstances et de recommander de se prévaloir de la nouvelle loi pour l'éducation élémentaire<sup>45</sup>.

<sup>40</sup>*Ibid.*, Allsopp à Mills, le 11 février 1828.

<sup>41</sup>*Ibid.*, Allsopp à Mills, le 15 mars 1828.

<sup>42</sup>*Ibid.*, Allsopp à Mills, le 28 mars 1828.

<sup>43</sup>*Ibid.*, rapport du 16 octobre 1828.

<sup>44</sup>Audet, *Le Système scolaire de la province de Québec*, tome V, pp. 100-10.

<sup>45</sup>AMGU, Letter-Book.



L'école royale du Cap-Santé continua tout de même ses activités : vers 1832, le maître St-Georges est remplacé par William Colgan qui restera au poste vraisemblablement jusqu'en 1836, alors que le nouveau secrétaire du bureau, R. R. Burrage écrira à G. W. Allsopp, le 19 avril : « L'Acte des Ecoles élémentaires n'a pas été renouvelé : les écoles royales sont sur le même pied que les Ecoles des Syndics<sup>46</sup>. » On comprend ce que cela signifie : le Conseil législatif ayant refusé d'adopter une nouvelle loi scolaire, toutes les écoles se voyaient privées de l'aide gouvernementale pour leur soutien. C'était la fin pour l'école royale du Cap-Santé.

#### IV. CONCLUSIONS

Telle fut l'histoire de ces deux écoles royales établies dans des paroisses à majorité canadienne-française. Celle de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce fut en activité durant près de 14 ans, celle du Cap-Santé durant 20 ans. Soutenues par les fonds publics, elles rendirent de réels services à la population de ces deux localités, comme les autres institutions similaires le firent au bénéfice des agglomérations qui acceptèrent d'en profiter.

Plusieurs historiens et quelques manuels d'histoire du Canada leur faisant écho ont représenté l'Institution Royale comme un organisme tyrannique destiné à défranciser et à décatholiciser les Canadiens : cette assertion, nous semble-t-il, manque de nuances. En effet, il importe tout d'abord de distinguer entre les intentions et les visées des promoteurs de cette législation en 1795 ou en 1799 et l'attitude des personnes chargées d'exécuter cette loi.

Deux ans à peine après la constitution du bureau, Lord Dalhousie s'adresse à Londres pour obtenir l'autorisation d'établir une seconde Institution Royale pour les catholiques seulement : avouons que nous sommes loin du prosélytisme de Mountain et de Sewell ! Bien plus, durant sept ans, de 1822 à 1829, les tentatives de réformes structurales de la corporation se poursuivront dans une atmosphère de sérénité et de cordialité entre le gouverneur et le bureau d'une part et l'évêque catholique de Québec, Mgr Plessis ou Mgr Panet d'autre part. Un seul souci anime les deux partis : rendre justice à tous, aux Canadiens français catholiques surtout dont le clergé refusait d'adhérer à l'Institution Royale telle qu'elle fut constituée. Avouons-le sans ambages, nous sommes tout à l'opposé d'une mesure d'anglicisation et de protestantisation. Ces échanges de vues se prolongèrent jusqu'en 1829 : au moment où tout laissait prévoir une entente complète, la Chambre d'Assemblée adopta la Loi des Ecoles des Syndics et se constituait en quelque sorte en véritable département de l'instruction publique, confiant aux députés la charge de visiter les écoles.

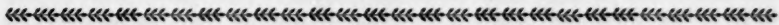
Dans le domaine de l'administration, même souci de respecter la langue et la foi des Canadiens : des instituteurs anglais, on exige une connaissance convenable du français et le secrétaire Mills souligne, à maintes reprises, que cette compétence est une condition *sine qua non* d'engagement. De

<sup>46</sup>*Ibid.*, p. 13.

même sous le rapport de la foi religieuse, le bureau veille-t-il à assigner des maîtres catholiques dans les paroisses canadiennes-françaises : il ne s'écartera de cette règle de conduite qu'en de rares occasions et à la requête pressante des habitants eux-mêmes. Bien plus, le Dr J. L. Mills exprime souvent aux curés des agglomérations ayant des écoles royales, son vif désir de trouver un terrain d'entente et d'en arriver à une plus entière collaboration entre les deux groupes ethniques. Rien encore dans tout cela d'une offensive concertée pour angliciser et protestantiser les Canadiens !

Il me semble, pour ma part, que si les chefs religieux et civils du Bas-Canada avaient accepté cette loi de 1801 et décidé de l'utiliser, comme nos parlementaires le firent pour le gouvernement responsable, ils auraient tôt ou tard amené les choses au même point de contrôle démocratique et auraient réussi à obtenir un système d'écoles gratuites, bien avant l'époque où ils les obtinrent en réalité. Cette opposition vient sans doute du fait que le clergé, ne trouvant aucune mention de son rôle spécifique dans le texte de la loi, s'imagina qu'il devait être exclu, par la force des choses, du champ de l'éducation. Une attitude agressive teintée de courtoisie et de diplomatie aurait donné, à mon avis, de meilleurs résultats.

Concluons. A une époque de grand vide intellectuel, les écoles royales, et parmi elles celles de Sainte-Marie de la Nouvelle-Beauce et du Cap-Santé, s'efforcèrent, avec des moyens de fortune, en des installations souvent fort précaires, de dispenser les éléments du savoir humain et de sauvegarder les droits imprescriptibles de l'esprit sur la matière. Même si elles ne connurent pas toutes un rayonnement spectaculaire, elles resteront comme une première étape sur la voie qui conduira à l'établissement d'un système scolaire plus cohérent, plus juste et plus efficace.



## La Vie scandaleuse d'un faussaire

GUSTAVE LANCTÔT, M.S.R.C.

AU milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans l'histoire canadienne, Pierre Roubaud a commencé par enfreindre impudemment les vœux de son ordre et fini par être le plus effronté des fabricateurs de documents historiques. De front, avec cette double conduite, il a tenté, par ses informations et ses mémoires au gouvernement britannique, d'exercer une influence sur la politique canadienne, afin d'en retirer quelque profit de finance et de situation. A ces points de vue, il existe, sans doute, un intérêt plus que marginal pour l'histoire et la chronique de dresser, moins succinctement que l'ont fait deux plumes ecclésiastiques, une biographie de ce curieux, intelligent et lamentable individu, dont la moralité n'égalait malheureusement pas les remarquables talents.

Né, le 28 mai 1727, dans la ville d'Avignon, d'un père catholique et d'une mère protestante, il reçut au baptême les noms de Pierre Joseph Antoine Roubaud. A la fin de ses études au collège des Jésuites de sa ville natale, il entra, en 1742, à quinze ans, dans la Compagnie de Jésus, et tout en poursuivant son noviciat, se consacrait à l'enseignement. Au dire du Père de Rochemonteix, ce n'est qu'après l'avoir soumis à quelques diverses épreuves que les Jésuites l'admirent dans leur ordre. Car « si le jeune candidat était laborieux, intelligent et d'un caractère décidé, cependant, sa ferveur religieuse exagérée, son imagination ardente et peu réglée, son tempérament âpre, l'inégalité de son caractère et les graves imperfections de son jugement ne laissent pas de causer de sérieuses inquiétudes ».

En 1754, ses supérieurs le firent passer à leur maison de la Nouvelle-France, qui l'affecta bientôt à la mission des Abénaquis de Saint-François-du-Lac. Là, sous la direction du Père Aubery, il se mit avec succès à l'étude de la langue de ces indigènes. En 1757, alors que la colonie, prise dans la Guerre de Sept Ans, menait sous Montcalm, une offensive victorieuse contre les postes anglais de la frontière, Roubaud conduisit, le 12 juillet, une délégation de vingt Abénaquis de sa mission auprès du général de passage à Montréal. De là, il se rendit au fort Saint-Jean rejoindre les guerriers de cette nation et descendit avec eux à Carillon, où s'assemblait l'armée de la colonie. « Je m'empressai, écrit-il, d'aller rendre mes hommages à M. le Marquis de Montcalm, que j'avais eu l'honneur de connaître à Paris... Il me reçut avec cette affabilité qui annonçait la bonté et la générosité de son cœur. » Le missionnaire accompagna ensuite ses Abénaquis au siège du fort William-Henry, où il assista avec d'autres missionnaires à un grand conseil sous Montcalm des Indiens de quarante et une tribus. Il saisit ensuite une

occasion de présenter ses « respects » au Chevalier de Lévis. Dans la marche des troupes contre le fort William-Henry, survint une alerte qui attira Montcalm sur place et ce fut Roubaud qui put le renseigner, grâce au récit d'un de ses Abénaquis. Après la reddition du fort, au cours du pillage et du massacre de prisonniers anglais par les Indiens, malgré l'intervention frénétique de Lévis et des officiers français, tout ce qu'il put faire, fut d'obtenir d'un de ses Indiens qu'il lui cédât un enfant anglais contre un scalp que lui remit un autre Abénaquis. Ce qui ne l'empêchera pas d'affirmer plus tard, dans l'espoir d'une récompense, d'avoir été « assez heureux pour briser les fers » des prisonniers anglais et protéger des officiers français contre les insolences des sauvages. Au retour de cette campagne, il rentra dans sa mission, où il s'employa à la libération de soldats anglais détenus par ses Abénaquis. Tous ces détails se trouvent dans une lettre du missionnaire à son supérieur, en date du 21 octobre 1758, où il déclarait que, dans cette relation, il ne lui avait pas « échappé une seule particularité dont on puisse avec justice infirmer la certitude ». De là son importance documentaire, car elle permettra de constater que le véridique missionnaire de 1758 n'hésitera pas dans la suite à inventer des faits en complète contradiction avec cette lettre.

Peu après son retour à sa mission, il eut une altercation avec M. de Matissart, capitaine du Languedoc, au sujet de certaines grâces que les Jésuites accordaient aux soldats. Ce qui amena Montcalm à lui écrire, en décembre, la lettre usuelle en guise de pacification. On retrouve le missionnaire dans l'été de 1759, avec les guerriers de sa mission, au siège de Québec par l'armée de Wolfe et la flotte de Saunders. Après la bataille des Plaines d'Abraham, le 13 septembre, il suivit l'armée française en retraite à Montréal. Il y prêcha un grand sermon sur le respect dans les églises en un style d'exubérante amplification et de pompeuse nébulosité. Il retourna ensuite à Saint-François et ce fut apparemment à cette heure troublée de l'invasion du pays que, se sentant quelque peu couvert par la confusion des temps, il succomba sous l'aiguillon de la chair et se laissa glisser aux plus graves écarts de morale et de conduite avec la gent féminine de sa mission. Ce fut à ce même moment qu'il conçut sa première idée d'utiliser le nom de Montcalm. De bonne heure, en novembre 1759, apparemment avec l'excellente raison de relater la destruction de sa mission en octobre par le major Rogers, il obtint une audience du vaniteux Vaudreuil, dont il connaissait, comme toute la colonie, la haine aveugle contre le général, coupable d'avoir révélé des talents supérieurs et dénoncé l'apathie du gouverneur devant les concussions de l'intendant Bigot. Roubaud lui raconta que, « 15 or 20 jours avant sa mort, craignant sans doute le sort qu'il a eu, Montcalm déposa, sous le sceau du secret, » entre ses mains, « deux paquets à l'adresse de Me la Mse de Pompadour, » lui disant qu'ils contenaient des mémoires sur tous les postes, « avec de bons certificats des gardes-magazins de ce qui s'y passait ». L'un de ces mémoires aurait mentionné que les équipements envoyés à la mission de Saint-François par Vaudreuil étaient vendus aux

Indiens au lieu de leur être donnés. Roubaud ajouta qu'il avait réfuté cette assertion et fait supprimer ce détail par Montcalm. Il tenait maintenant à révéler ces faits, de crainte que ces papiers ne fussent tombés entre les mains des Anglais lors de la prise du village de Saint-François.

Tablant sur l'antagonisme de Vaudreuil à l'égard de Montcalm, et sachant, d'autre part, les sanctions que son inconduite lui attirerait, il se peut que le missionnaire ait voulu, par cette prétendue révélation, s'assurer la faveur du gouverneur, au cas où ses supérieurs réclameraient contre lui quelque châtement exemplaire. Car c'est du gouverneur que relevait la direction des missions indiennes. Ce fut peut-être à cette protection, autant qu'à la détresse du moment, qu'il dû de n'être pas retiré dès lors de sa mission. De fait, Vaudreuil fut tellement enchanté de trouver ainsi un témoin contre Montcalm qu'il offrira plus tard à Roubaud de repasser en France sur son bateau. L'imposture du missionnaire avait pleinement réussi. Quoiqu'il en soit, là se découvre le début des fausses représentations de Roubaud au sujet des papiers que lui aurait confiés le général, dont la mort lui permettait de mentir sans crainte de contradiction.

La suite de la guerre allait modifier les plans du missionnaire. Au printemps de 1760, une flotte anglaise débarquait des renforts à Québec, épargnant au général Murray la capitulation de la ville après sa défaite à Saint-Foy par les troupes franco-canadiennes de Lévis. Avec la marche convergente des armées d'Amherst, de Murray et de Haviland sur Montréal, dernier boulevard de la résistance, le sort de la colonie était fixé. Complètement encerclée, la ville devait se rendre le 8 septembre, à la suite de la stupide capitulation offerte par Vaudreuil. Pendant tout ce temps, Roubaud ne réformait aucunement, selon le mot d'une plume ecclésiastique, « sa conduite licentieuse » avec les peu farouches beautés indigènes. Prévoyant les prochaines sanctions de ses supérieurs, il se mit en tête de s'assurer la protection des Britanniques, puisque celle de Vaudreuil allait disparaître et qu'il préférerait s'acoquiner agréablement au Canada que de retourner dans un couvent de France, même quand lui viendra l'offre de faire le voyage en compagnie du gouverneur.

Vite conçu, son plan fut aussitôt exécuté. Sous le prétexte de ses fonctions de missionnaire à Saint-François-du-Lac, il se présenta devant Sir William Johnson, surintendant des Indiens, afin de réclamer sa protection pour ses Abénaquis. Prompt à profiter d'une démarche qui pouvait amener les alliés des Français à se rallier aux Britanniques, Johnson le reçut avec force amabilités. Entre spécialistes des relations indiennes, l'accord fut rapide et complet. Frappé par le talent de parole et la variété des connaissances de son visiteur, le surintendant écrivait plus tard : « J'estime que c'est un homme judicieux et je le crois sincère dans ce qu'il dit. » Si bien qu'il le présenta et le recommanda au général en chef, Amherst lui-même. De plus, il lui donna, en secours ou en cadeaux, « des preuves de sa générosité, » selon le mot de Roubaud. De son côté, ce dernier, dans une lettre du 13 novembre, à son retour à Saint-François, entassa les éloges à l'égard de son



protecteur, lui exprimant ses « sentiments de gratitude, de respect et d'attachement, qui ne pourront finir qu'avec sa vie ». Il le remercia de « sa générosité » et surtout de lui avoir procuré « la connaissance et la protection du général Amherst ». Il lui affirma que les Abénaquis le considéraient comme « leur protecteur et père » et lui demandaient des drapeaux anglais.

Ainsi, avant même de connaître le sort que fixera la paix à la Nouvelle-France, Roubaud trahissait nettement sa patrie et passait au service de l'ennemi, afin d'assurer son maintien dans la mission abénaquise et de se protéger contre les décisions de ses supérieurs. Elles ne tardèrent, d'ailleurs, pas à surgir, dès que la capitulation de Montréal rétablit la liberté de circulation dans le pays.

Les Jésuites, mis au courant de l'inconduite du personnage, s'empresèrent de voir à la cessation du scandale. Dès le 15 octobre 1760, leur supérieur, le Père Saint-Pé, lui ordonnait de se transporter, dans les vingt-quatre heures, à Montréal ou à Lorette, ajoutant : « Je vous interdis de toutes les fonctions de votre ministère. » De plus, si le missionnaire n'obéissait pas dans les vingt-quatre heures, le supérieur lui annonce sa décision : « Je vous suspens et déclare suspens *a sacris* immédiatement. »

Déjà en relation avec le gouverneur du district des Trois-Rivières, le colonel Ralph Burton, dont relevait sa mission et à qui il avait offert des copies de certains mémoires de sa plume, le missionnaire lui communiqua l'ordre de son supérieur, qu'il lui représenta comme une punition de ses bons rapports avec les autorités occupantes. Là-dessus, l'ombrageux Burton lui défendit, en novembre, de quitter Saint-François, arguant qu'on ne pouvait déplacer un missionnaire sans sa permission, d'après les termes de la capitulation de Montréal. Sous le coup des sanctions de ses supérieurs, qui n'attendaient qu'une occasion pour le remplacer par le père Labrosse, déjà désigné pour l'emploi, Roubaud conçut un nouveau projet. Maintenant que son grand protecteur, Sir William Johnson, avait quitté la colonie, il se tourna vers le généralissime Amherst, afin d'obtenir sa protection. Tout probablement, dans les premiers mois de 1761, il lui fit parvenir à New York, entre autres pièces, un mémoire, où il n'hésitait pas à blâmer les Français et à louer les Anglais de leur conduite respective de la guerre. Il faut noter qu'il ne réclame, dans aucun de ces mémoires, le mérite d'avoir sauvé du tomahawk tout un contingent de prisonniers anglais à la prise du fort William-Henry. S'il avait obtenu ce résultat, comme il le prétendra plus tard, il n'aurait pas manqué, l'événement étant encore tout frais dans sa mémoire, de le signaler au général anglais; car il avait là sous la main la plus influente des recommandations avec la quasi-certitude d'un traitement de faveur. Son silence sur ce point est le plus fort démenti de ses futures affirmations sur le sujet.

Par contre, voici les débuts de Roubaud dans la carrière de faussaire en écritures historiques. Dans un de ses mémoires à Amherst, il intercala deux



lettres, sans date de rédaction, signées de simples initiales, qu'il attribua à deux officiers, Perthuis et La Corne. Afin d'expliquer leur présence entre ses mains, il affirmait que ces lettres avaient été adressées au Père Aubery, supérieur de sa mission de Saint-François. La première accusait Jumonville de duplicité dans son expédition sur l'Ohio et la seconde laissait entendre que les officiers français de l'Acadie avaient incité les Indiens au meurtre du commissaire How à Beauséjour, en octobre 1750.

A leur face même, ces lettres s'avèrent de pures inventions, de rédaction, d'ailleurs, fort malhabile, premier essai d'un faussaire qui se hasarde dans le métier. Comment expliquer que deux officiers, des deux extrémités de la colonie, écrivent au même missionnaire, humble individu sans caractère officiel, pour lui dénoncer, l'un et l'autre, des actes d'officiers français ? Circonstance non moins étrange, ces lettres sont écrites à propos de rien de tout, puisqu'elles ne mentionnent aucun autre sujet. Leur but devient donc manifeste de condamner la conduite des Français et, par suite, de plaire aux Anglais, puisque les deux incidents en cause ont, dans le temps, provoqué de leur part des protestations dans le même sens. Le motif évident du mémoire est d'attirer au révélateur de ces lettres la bienveillance et la protection des autorités britanniques.

Si la provenance, le caractère et le contenu des lettres ne les marquaient pas immédiatement du sceau de la supercherie, leur fausseté se révélerait à l'examen d'une troisième lettre insérée dans le même mémoire. Celle-ci, prétendument écrite par le gouverneur Duquesne et signée hardiment de son nom, est datée du 22 mai 1752. Or ici, la fabrication se découvre d'elle-même, indiscutable et flagrante, pour l'irréductible raison que ce gouverneur n'est arrivé au Canada qu'au mois d'août, soit deux mois après la date que porte la lettre, détail qu'ignorait Roubaud, qui ne débarqua lui-même à Québec que deux ans plus tard.

Autre fait révélateur à retenir : dans ce même mémoire, Roubaud cite une dépêche de Montcalm, formulante, elle aussi, des considérations défavorables aux Français, qui ne peuvent se concilier avec le caractère et la situation de ce général. La conclusion s'impose que cette dépêche, rapportée dans le même mémoire par l'homme qui vient d'inventer les lettres apocryphes de Perthuis, de La Corne et de Duquesne, constitue également une fabrication de la même plume. Ainsi, au cours de l'hiver 1760-1, Roubaud fabriquait déjà de faux Montcalm, acheminement et suite de l'idée qu'il avait conçue, dès l'automne de 1759, de se représenter comme le dépositaire de certains papiers du général disparu.

Cependant, Johnson n'oubliait pas son correspondant. En réponse à sa lettre de novembre, il lui écrivait, le 1er mars 1761, qu'il aurait voulu lui être plus utile; car sa plus grande satisfaction, c'est de « récompenser le mérite et soulager la détresse ». De fait, le surintendant avait transmis au généralissime la lettre du missionnaire, en recommandant qu'on utilisât ses services auprès des Abénaquis. Mais Amherst ne partageait pas l'engouement de

Johnson pour Roubaud, comme l'indiquent les lignes suivantes de sa brève missive du 10 mars : « On ne peut guère se fier à ce prêtre et sa véracité a été prise en défaut et je crains qu'il ne soit pas très sain d'esprit. »

Dans l'intervalle, le transfuge de Saint-François passait des journées la plume à la main, fabriquant des mémoires, entre autres, une interminable « Dissertation sur les sauvages, extraits sur les mémoires de feu M. le marquis de Montcalm ». On le voit, déjà, sa grande ressource consistait à exploiter le prestige de Montcalm, en se prétendant le dépositaire de ses papiers; ce qui lui permettait de lui attribuer ses prolifiques élucubrations. Ces produits de sa plume, il les adressait, au cours de 1761, au général Amherst, qui ne daigna même pas en accuser réception, ce dont Roubaud se plaignait et se lamentait. Croyant l'intéresser davantage, il offrit bientôt de lui révéler l'existence d'une mine d'argent. Mais le silence du généralissime ne l'empêchera pas d'affirmer dans la suite qu'il l'avait nommé « missionnaire royal » et qu'à ce titre Sir William Johnson lui avait attribué £200 de traitement par an. S'il fallait l'en croire, ce salaire, s'ajoutant à son allocation de Jésuite et aux générosités de ses ouailles abénaquises, lui aurait assuré un revenu de £1.000, « véritable fortune » au Canada. Ce sont là des affirmations plus que suspectes, mensongères, chacune d'elles, dont le but, en les énonçant de nombreuses années plus tard, était de renforcer d'un argument pécuniaire sa demande d'allocations du ministère de Londres.

Ne voyant rien venir par l'intermédiaire du prudent et soupçonneux Amherst, l'intrigant personnage se tourna vers le gouverneur des Trois-Rivières. Il l'importuna de mémoires et de projets, lui offrant, à lui aussi, la découverte de la mine d'argent, si bien que Burton s'en trouva « accablé » et en vint à le considérer comme « une tête quelque peu fêlée ». Inquiet et déçu, Roubaud adressa lettre sur lettre à Johnson. Ainsi, le 30 octobre 1761, il tenta de l'intéresser à deux découvertes : celle de la mine d'argent en Acadie et celle d'un projet des Abénaquis de s'établir les uns en Acadie et les autres en Nouvelle-Angleterre. Le surintendant se contenta de lui faire adresser un message par Daniel Claus, commissaire des Indiens au Canada, et remettre un cadeau par une autre voie sûre.

L'hiver s'étant ainsi passé, dans la rédaction de lettres et de mémoires restés sans résultat, il obtint, probablement par la protection de Burton, de paraître dans l'église des Trois-Rivières, où il prononce, le 25 mars 1762, un grand sermon mi-chair, mi-poisson sur la guerre et la conquête du Canada. Au cours de l'été, désespérés de sa « vie peu édifiante, » les Jésuites cherchèrent vainement à le ramener à leur maison de Québec. En juillet, le successeur de Burton, le colonel Haldimand consentit, afin de s'en débarrasser, de l'envoyer à la découverte de sa fameuse mine d'argent, voyage dont il revint naturellement bredouille, le 24 septembre, par la faute, expliqua-t-il, de son guide indien. Mis au courant des agitations de Roubaud, Amherst conseilla finalement à Haldimand de l'informer que ses relations avaient été favorablement accueillies, mais, ajouta-t-il, il faut

le garder sur place et l'occuper à travailler de la plume. Aussi, quand le grand imaginaire proposa, nouvelle invention abracadabrante, de découvrir une route moins longue conduisant à la mer du Sud, les autorités se contentèrent de sourire. Ce qu'elles firent encore, quand il offrit plus tard, de leur vendre « tous les secrets » de la Compagnie de Jésus. Haldimand, qui ne voulait pas, selon son expression, être la « dupe » de ce « cerveau brûlé », lui suggéra de rédiger plutôt le code que, d'après lui, Montcalm préparait pour la colonie, avec l'espoir que Roubaud « en fasse des volumes in-folio qui puissent l'occuper longtemps ».

Pendant ces deux années de 1761 et 1762, la conduite du personnage ne s'améliore guère. Ses excès lui rapportent même une belle maladie, qui l'obligea de suivre un traitement aux Trois-Rivières, en octobre 1762. Tout malade qu'il est, à la nouvelle de la naissance du Prince de Galles, le futur George IV, il composa, le 28 du mois, sur ce sujet un très long poème, où il déploya beaucoup de verbalisme et peu de talent poétique. Peu après, le 2 novembre, il se plaignit à Amherst, — première tentative d'obtenir des secours financiers, — de ne toucher, à sa mission, que 1.800 francs par an, plus quelques vivres du couvent de Québec. Ce qui contredit ses déclarations, mentionnées plus haut. Surtout, pria-t-il le général de ne pas révéler « les papiers que j'ai faits en faveur de l'Angleterre ». Afin de régler les honoraires de son médecin, Roubaud sollicita l'assistance de Haldimand; mais le secrétaire du gouverneur, Bruyères, se contenta de venir, au début de novembre, lui jeter dédaigneusement trois portugaises, en lui disant : « Je vous ferais rougir, mon Père, en présence de ces messieurs, si je descendois dans le détail des dettes que vous vouliez faire payer. »

Furieux, humilié, se sentant ruiné de réputation, l'impudent sycophante ne chercha plus qu'à s'évader de son milieu. Le 24 octobre, Haldimand avait écrit à Murray, alors gouverneur de Québec, qu'il vaudrait mieux que Roubaud rentrât au couvent de cette ville. Mais, sans attendre aucune permission, ce dernier, qui avait également adressé une lettre à Murray, monta dans un canot et, le 17 novembre, se présentait à la porte de la communauté. Satisfaits de mettre ainsi fin au scandale de sa conduite, les Jésuites n'en restèrent pas moins fort ennuyés de la présence d'un pareil sujet, qui ne songeait guère à se réformer ni à se taire. Entré en relations avec le gouverneur, il introduisit, pour lui faire sa cour, dans son sermon de Pâques (1763), une critique des troupes françaises, qui, trois ans plus tôt, avaient battu son armée à Sainte-Foy. Et comment, d'ailleurs, restreindre ses initiatives ? Ne voilà-t-il pas qu'il s'est acquis le plus puissant des protecteurs, le gouverneur lui-même ? En effet, Murray s'était bientôt laissé séduire par le refuge de Saint-François, grâce à sa remarquable facilité de parole et sa profonde connaissance du pays. Du coup, Roubaud lui devient un précieux informateur, qui pouvait lui servir dans ses projets de protestantisation. Car indéniablement, ce roublard révélait d'exceptionnels talents : il possédait une intelligence alerte, qui saisissait rapidement l'essentiel des questions, assimilait facilement les notions de tout ordre,

observait méthodiquement et mémorisait fidèlement les idées et les faits. A cela, s'ajoutait une imagination brillante et une plume remarquable, peut-être la meilleure de toute la Nouvelle-France. A Murray, il s'empessa de fournir des renseignements sur les directives de l'administration française, la situation économique de la colonie, l'organisation et les biens du clergé. Il rédigea aussi des mémoires sur les tribus indiennes et même sur les limites françaises du pays. Dans l'intervalle, au collège des Jésuites, il s'appropriait quantité de cartes, quarante-deux, mentionnera-t-il plus tard. Enfin, mettant toute restriction de côté, il en vint à prétendre nettement posséder des mémoires et des papiers du marquis de Montcalm, « mon intime ami », comme il avait l'audace de l'écrire.

Cependant, il ne cessait de bombarder le pauvre Amherst des productions de sa plume et de longues missives, qui sont des supplications, demandant protection et surtout rémunération. En mars 1763, il lui rappelait ses sentiments pro-britanniques dès le début de la conquête. « Depuis cette première époque, ajoutait-il, je n'ai rien oublié pour vous les confirmer, écrits, dissertations, ouvrages, découvertes, tous les rapports dont pouvait être capable mon esprit par les relations intimes que j'avais eues avec M. de Montcalm. J'ai tout rédigé, tout composé. Je vous ai tout adressé. Je n'ai rien omis, en un mot, pour faire connoître mon attachement au gouvernement anglois. » En plus de son avachissement devant le vainqueur, cette lettre révélait la fausseté des pièces qu'il présentera plus tard sous le nom de Montcalm. Car il affirme ici, non pas avoir offert ou utilisé des écrits de ce général, mais avoir « tout rédigé, tout composé », c'est-à-dire tout tiré de son « esprit », tout en ajoutant que ces textes représentaient les idées de Montcalm. Ce n'est que plus tard, à Londres, éloigné, dans la distance et dans le temps, du milieu où vivait Montcalm, qu'il poussera l'audace jusqu'à prétendre que les textes qu'il propose sont des rédactions personnelles du grand disparu.

Sans réponse d'Amherst, l'infatigable rédacteur menait « dans la maison de Québec », par suite de l'attitude de ses confrères, une existence qui était, avoue-t-il, « la plus triste des solitudes ». Ce qui ne provoquait d'ailleurs aucune amélioration dans sa conduite. Il se discréditait, au dire même de son supérieur, « par les scandales les moins supportables et les plus publics » avec « un tas de libertines ». Les Jésuites le fuyaient et le méprisaient si bien qu'il écrivait, en juin (1763) : « Je vis bien tristement au milieu de mes confrères, aussi peu considéré que peu bien traité. » Pour éviter cette réprobation de sa communauté, Roubaud obtint de se réfugier, vers la fin de l'été, en juillet peut-être, sous le toit du gouverneur, qui fut son hôte pendant près d'une année. Il n'oubliait pas, cependant, son fidèle appui, Sir William Johnson. Il lui écrivit longuement, le 31 décembre (1763). Sans vergogne, il lui dit que, quoique né en France, il n'était pas sujet français et qu'il n'avait rien vu dans son pays, qui put se comparer « à la noble générosité » des Anglais. Il poussait la flagornerie jusqu'à déclarer que le Canada se réjouissait de la conquête. Aussi, avait-il communiqué à

Amherst toutes ses connaissances du pays obtenues grâce à ses relations avec les généraux français. Il avait fait trois liasses de tous ses papiers. La première contenait un exposé de ce que l'Angleterre pouvait réclamer à la paix, ainsi qu'une dissertation sur les sauvages; la deuxième comprenait des « instructions » de Montcalm aux ministres et aux plénipotentiaires de Versailles, ainsi qu'aux futurs gouverneurs et intendants de la colonie; quant à la troisième, elle se composait d'un projet de code civil partiellement rédigé par Montcalm. Quant à lui-même, il s'occupait à dresser un code civil canadien. Il terminait sa lettre en notant que les Jésuites le persécutaient et en exprimant à Johnson ses sentiments de gratitude et de dévouement. La seule description de ces importants « papiers » suffit à démontrer la fausseté et même l'absurdité de leur attribution à un général français, que ne concernait en rien l'administration de la colonie. Il n'est donc pas surprenant qu'Amherst et Haldimand se soient moqués de ces « papiers », que leur offrait, sous le nom de Montcalm, l'imaginatif et infatigable scribe.

Soudain, voici du nouveau. Sachant que le gouverneur entretenait l'idée d'amener les Canadiens à la religion anglicane et voyant là pour lui, sans doute, un brillant avenir, Roubaud, qui conservait « sa vénération pour le sexe », conçut le projet d'un affranchissement total : il parla de se convertir au protestantisme et de se marier publiquement. Murray, qui ne tenait nullement à un scandale, qui aurait rejailli sur son entourage et compromis son influence, s'entendit alors avec le supérieur des Jésuites pour éloigner de la colonie l'encombrant personnage. Justement le cabinet de Londres venait de lui demander l'envoi d'une personne capable de le renseigner sur les affaires canadiennes. De son côté, le supérieur fut ravi de l'occasion. Afin de se débarrasser du mauvais sujet, il accepta de lui payer ses frais de voyage, de lui fournir une garde-robe laïque et de lui verser mensuellement 10 livres françaises pendant cinq mois. Une fois à Londres, Roubaud pourrait servir à renseigner le ministre, Lord Halifax, sur les questions canadiennes. Après quoi, il devra se rendre, toujours aux dépens de la société, dans un couvent de son ordre, les Jésuites lui promettant, dans ce cas, une annuité de 126 livres de France sa vie durant.

C'est sous les termes de cet arrangement que l'ancien missionnaire quitta le Canada au début de juin 1764 et mit le pied à Londres probablement vers la fin de juillet. Murray l'avait chaudement recommandé à deux ministres, Hillsborough et Halifax. A ce dernier, il avait même dit ceci de Roubaud : « Il a des talents extraordinaires, un grand savoir et est aussi éloquent que Cicéron. » Bien accueilli, Roubaud entra sans retard au service du Bureau du Commerce, sous Halifax, aux appointements de £20 sterling par mois. Même ajoutée à la pension de £10 des Jésuites, cette allocation ne lui suffit pas : dès la fin d'août, il avait déjà fait des dettes et réclamait instamment à Québec « sa part » des biens de la Compagnie. Tout en se livrant avec « impudence » à « un libertinage affré », il s'occupait de fournir des mémoires aux ministères et travaillait, en particulier, au



règlement de la liquidation de la monnaie de carte, que Vaudreuil et Bigot avaient jetée à pleines mains dans la colonie et dont l'Angleterre réclamait le paiement par la France.

Sur ces entrefaites, débarqué à Douvres, le 2 novembre 1764, le chanoine Briand arrive à Londres, afin de faire accepter par le cabinet britannique son choix par le chapitre diocésain comme futur évêque de Québec. Aussitôt, l'ancien Jésuite, se prévalant de sa connaissance des questions religieuses du pays, s'entreprit de contrecarrer le projet. Il chercha à convaincre le ministère que la présence d'un évêque nuirait à la protestantisation de la colonie, ajoutant ce pur mensonge qu'il « y avait déjà grand nombre de protestants Canadiens et que quatre ou cinq curés voulaient se marier ». Il ne fallait pas nommer d'évêque, concluait-il : le meilleur système, afin d'attacher les Canadiens à l'Angleterre, c'était de les convertir au protestantisme, « non pas par violence, mais doucement, en les laissant manquer de prêtres ». Cette opposition, par la parole et par la plume, d'un ancien missionnaire canadien, ayant ses entrées dans les ministères, ne manqua par d'exercer une certaine influence. Jointe à d'autres en haut lieu, elle compta parmi les oppositions qui retardèrent la décision du cabinet britannique. Mais elles échouèrent finalement devant les avis du gouverneur Murray et grâce à l'esprit de justice des ministres. Ces derniers glissèrent discrètement au chanoine Briand le conseil de passer en France et de s'y faire consacrer sans bruit. Sur quoi, le gouvernement fermerait les yeux et le laisserait retourner au Canada sans y mettre le moindre obstacle. Ce programme s'accomplit à la lettre et Mgr Briand revint, en 1766, à Québec au milieu des réjouissances de toutes les classes de la population.

Avec de l'argent en poche et des relations dans les ministères, Roubaud avait pris goût à la vie libertine et dissipée, qui caractérisait Londres à cette époque, où l'on buvait sec, jouait ferme et se débauchait sans vergogne. A cette cadence, ses ressources fondaient rapidement. Afin, évidemment, de soutirer des fonds pour ce prétendu voyage, il feignit à trois reprises d'accepter de passer dans un couvent de France, mais le jour venu du départ, il se déroba chaque fois. En janvier 1765, il tirait sur les Jésuites de Québec une lettre de change de 300 livres françaises. A cette nouvelle, Murray s'exclama : « Roubaud a perdu la tête. » Il demanda, cependant, et finit par obtenir le paiement de sa pension pendant toute une année.

Ce doit être à ce moment que, pressé par ses besoins d'argent, Roubaud reprit, en le perfectionnant, son premier système de fourberie mis en pratique auprès d'Amherst, système consistant à fabriquer des mémoires sur la situation de la colonie, ainsi que sur la politique de la France en Amérique, mémoires dont il attribuait la rédaction à Montcalm. Justement, voici que s'offrit une occasion exceptionnelle. Au début de l'année 1765, Lord Halifax, qui avait remercié Murray de lui avoir envoyé un homme si bien informé et possédant une si excellente plume, présenta Roubaud au roi lui-même, l'impérieux George III, qui s'intéressait à sa conquête du Canada. Portant l'habit de cour, dont le roi lui avait fait



cadeau pour la circonstance, l'expert en écritures en profita pour remettre entre les mains du souverain un mémoire comprenant les noms de 173 prisonniers anglais, qu'il affirmait avoir rachetés des Indiens, après la prise de William-Henry, avec les fonds de sa mission au prix de 66.000 livres de France. Il en présenta des comptes, au dire de sa supplique de 1781, certifiés, prétendait-il, par Montcalm lui-même et, de plus, par le commandant anglais Munro. C'était là des témoins peu compromettants et même de toute sécurité, puisqu'ils étaient, l'un et l'autre, disparus du monde des vivants. Mais l'escroc se trahit et révéla, dans la suite, sa fourberie. Car, dans un deuxième mémoire de 1784, il réduisit le nombre des rescapés à 103, ajoutant, sans doute, par compensation, qu'il avait sauvé, au péril de sa vie, un enfant qui allait être jeté vivant dans un chaudron d'eau bouillante. Finalement, dans un troisième mémoire, le nombre des officiers rachetés remontait à 150, tandis que, dans un quatrième, il s'élèvera jusqu'à 177. Ces contradictions flagrantes révèlent nettement la fausseté de son récit, surtout quand on le compare à sa lettre d'octobre 1757, où, racontant le même événement, il ne mentionne aucun rachat de prisonniers, mais seulement l'échange contre un scalp, d'un petit enfant obtenu d'un Abénaquis de sa mission ! Le faussaire de Londres avait oublié la lettre désintéressée du modeste missionnaire. De plus, quand il prétend avoir racheté ces prisonniers grâce à 66.000 livres de sa mission, il oublie qu'il fixe le revenu de sa mission à 1.800 livres par an ! C'est une autre absurdité de sa réclamation. Evidemment, les prétentions de Roubaud parurent invraisemblables ou imaginaires, car il ne reçut, à son grand désappointement, aucune récompense pour son prétendu sauvetage des prisonniers de William-Henry.

A ce moment, touchant pension des Jésuites et gratification du ministère, mangeant bien et buvant sec, Roubaud finit par céder à l'influence du milieu : il jeta définitivement son rabat par-dessus le moulin et passa au protestantisme. Il fit bientôt le deuxième pas : il ramassa, dans la rue, une jolie fille de mœurs légères, du nom de Mitchell, originaire du Yorkshire, et l'épousa devant le ministre. En cette année, Roubaud, qui logeait dans Tottenham Court Road, à une demi-heure des ministères, mit industrieusement au travail sa plume et son imagination. En moins d'un an, d'août 1764 à juillet 1765, il avait rédigé pour le Bureau du Commerce neuf mémoires : trois concernaient les Indiens, un autre traitait de la religion au Canada, trois autres exposaient les « arrangements » à prendre au sujet du pays, des Indiens et des paroisses ; un autre suggérait l'établissement d'une foire des fourrures et le dernier consistait en une série de lettres sur la marine que le maréchal de Belle-Isle aurait adressées à Montcalm. Dans la plupart de ces écrits, il ne cessait de se réclamer des opinions et de l'autorité de Montcalm.

Au mois de juin de cette année 1765, voyant le ministère chanceler sous les coups de l'opposition, il tenta hardiment par deux lettres d'entrer en relations avec le grand Pitt, en s'autorisant d'une recommandation du général Murray et en se réclamant de ses « liaisons intimes » avec Mont-

calm, qui lui aurait laissé pour prix de son amitié et de ses services quelques-uns de ses papiers. Mais ces démarches restèrent sans résultat, démarches qui avaient, sans doute, pour but de lui créer un appui dans la future administration. De fait, un mois plus tard, son protecteur, lord Halifax, démissionnait et bientôt le Bureau du Commerce cessait de lui verser ses appointements mensuels. Autre infortune, les Jésuites, libérés envers lui de toute obligation à la suite de sa conversion et de son mariage, supprimèrent la pension à ce démissionnaire de leur société, qui leur avait coûté 6.640 livres au cours d'une seule année.

C'est, sans doute, cette année-là, qu'il offrit au premier lord de l'amirauté, Sir Charles Saunders, qu'après sa mort il lui sera facile d'appeler son « ami », une collection de quarante-deux cartes de l'Amérique, qu'il avait dérobées au collège de Québec. Il dût les céder contre finances, quoiqu'il prétendra, plus tard, ce qui semble plus que douteux, qu'il n'en reçut pas un sou et qu'on refusa dans la suite de les lui rendre.

Coupé de ses ressources habituelles, alors que la vie à deux augmentait ses dépenses, Roubaud est réduit à frapper à toutes les portes : il réussit, grâce à deux connaissances du Canada, le lieutenant-gouverneur Cramahé et le receveur général Thomas Mills, à faire prolonger de deux mois sa pension de £10, tirée sur Murray. Mais bientôt, il dut recourir aux emprunts. Pour vivre, il tâta de tous les métiers : il vendit sa plume où il pouvait et dut même accepter, pour quelques shillings, l'infime rôle de figurant à l'opéra de Londres. Bientôt, il glissait au plus bas échelon de l'espionnage. Afin d'en tirer des informations, il s'acquina avec le valet d'un secrétaire de l'ambassade de France et n'hésita pas à fournir des renseignements au sujet de sa propre patrie. Un contemporain écrivait en 1766 : « L'habitude du crime et l'abandon de Dieu l'ont rendu parfaitement maître dans l'art de la fourberie et du mensonge. » Il ajoutait même que « pour avoir de l'argent, les crimes de toute espèce ne l'effraient pas ».

A ce moment, il connaît la misère noire et même la prison pour dettes. Le ministre Shelburne vint à son aide, l'habilla à neuf, — car Roubaud avait vraisemblablement vendu sa garde robe pour se procurer du pain, — et lui solda d'avance un an de loyer. Le 13 octobre 1766, il écrivait à Sutton, le sous-secrétaire d'Etat, suppliant qu'on lui obtienne sa part des biens des Jésuites et sollicitant du ministre quelque gratification. Neuf jours plus tard, il revint à la charge, implorant une place de secrétaire ou de précepteur, qui lui permit de vivre. Il a certainement obtenu quelque secours de Murray, qui rentrait en Angleterre à la fin de l'année. Mais, toujours pressé par la nécessité, l'impudent faussaire enrageait surtout de ne plus recevoir d'argent du Canada. Il réussit à convaincre Shelburne de ses prétendus droits sur les biens des Jésuites, si bien que ce dernier écrivit, en 1767, au gouverneur Carleton, lui enjoignant de réclamer de la Compagnie le paiement de la pension de Roubaud. A la suite des explications que lui fournit le supérieur, le Père Glapion, Carleton répondit au ministre, l'année

suivante, par une réfutation des prétentions du mari de mademoiselle Mitchell.

A bout de ressources, vivant au jour le jour, recourant aux emprunts, se pliant à toutes les besognes, séjournant tantôt dans une prison, tantôt dans une autre, Roubaud s'avisa de tirer profit de sa conversion. Entrant en relation avec l'évêque de York, il se représenta comme une victime des Jésuites pour son adhésion au protestantisme. C'est, sans doute, à la suite de ces relations, qu'il se prétendra, plus tard, ministre de l'église d'Angleterre. En tout cas, l'évêque le recommanda à Shelburne, comme un homme utile, qui avait bien mérité quelque allocation. Devant ses supplications, ce ministre lui accorda la permission et les facilités nécessaires pour repasser au Canada. Mais Shelburne ayant démissionné subitement, en janvier 1768, le projet du voyage s'effondra.

Est-ce l'effet de la lettre de l'évêque ou d'une intervention de Murray, voici que Roubaud, probablement par Shelburne encore, obtint d'apparaître, de nouveau, au cours de cette année 1768, à une audience de la cour. Or, depuis 1765, à la suite de l'application sévère, par le ministère Grenville, des lois contre l'active et lucrative contrebande que pratiquaient leurs marchands et leurs armateurs, les colonies américaines s'agitaient en pleine ébullition économique et politique. L'adoption par la mère patrie de nouveaux impôts qui frappaient à la fois le commerce et le public, soulevait bientôt un profond mécontentement dans toutes les classes de la population. Protestations, manifestations, résistances aux lois, émeutes même se succédaient, prodromes d'une révolte politique en gestation. Déjà, des observateurs perspicaces pronostiquaient une inévitable rébellion, que le ministre Choiseul avait d'ailleurs prévue dès la conquête du Canada. Ces pronostics et ces conjectures frappèrent l'esprit imaginaire de Roubaud et lui suggérèrent de fabriquer sous le nom de Montcalm des lettres, où ce dernier prédirait le soulèvement des colonies à la première tentative de les soumettre à un impôt quelconque. Revêtant, sans doute, son habit officiel, qu'il avait peut-être dégagé du mont-de-piété, il reparût devant George III et lui présenta une copie de dix-sept lettres prétendument rédigées par Montcalm. Dans une de ces lettres, du 1er octobre 1758, à Berryer, ministre de la Marine, le général prédisait, ni plus ni moins, la révolte des colonies américaines, le jour où la mère patrie voudrait les frapper d'impôts, ce qui entraînerait pour elle la perte de ces importants territoires. Voici, par curiosité, les termes de la prédiction que prêtait à Montcalm l'ingénieur faussaire. « Toutes les connoissances que je reçois tous les jours me confirment dans l'opinion que l'Angleterre perdra un jour ces colonies du continent de l'Amérique... Il y a un point essentiel à savoir : c'est qu'elles ne sont jamais taxées... Aujourd'hui si elle [la mère patrie] voulait l'établir [la taxe], j'ai des assurances certaines que toutes les colonies Angloises prendroient feu, et l'incendie croît si loin, surtout si l'on scavoit le souffler sourdement, que l'Angleterre seroit bien embarrassée pour l'éteindre. » Après le

soulèvement des colonies à la suite de l'impôt du timbre, il suffisait d'un simple coup d'imagination, d'audace et de supercherie, — surabondantes chez Roubaud, — pour faire prophétiser la révolte américaine par Montcalm dans une lettre de 1758. Afin de mieux camoufler sa fabrication, l'imposteur glissait la spectaculaire épître parmi une liasse de seize autres lettres.

A un moment où tourbillonnait sur l'Angleterre une tempête de controverses au sujet des mesures ministérielles à prendre, soit conciliatrices ou répressives, devant l'attitude séditeuse des colonies, l'apparente prophétie du général français produisit une commotion dans les cercles de la cour et de la politique. La prédiction s'avérait juste et surtout prévoyait un véritable conflit avec une issue possiblement désastreuse. L'intérêt qu'elle souleva fut tel que Roubaud tira une deuxième copie des lettres pour le bénéfice de George Grenville, l'ancien ministre, auteur de la loi du timbre, qui les aurait communiquées à Pitt lui-même. Apparemment, elles furent alors regardées comme authentiques, si bien que, l'année suivante, la reine en fit demander par son chambellan, le Major Graeme, une copie pour laquelle l'audacieux scribe toucha douze guinées, quoiqu'il affirmera plus tard n'avoir rien reçu.

Est-ce une suite de la présentation des lettres de Montcalm ou des instances de Murray, rappelant les services rendus par son protégé, services appréciés par Lord Halifax, toujours est-il que le chef du ministère, le duc de Grafton, consentit au cours de 1768, à lui attribuer une pension de £50 par an. Même, en 1770, sur la recommandation du ministre Hillsborough, Lord North porta cette pension à £100, pension que Roubaud continuera de toucher, du moins, jusqu'en 1787.

Vers la même époque, 1767 ou 1768, alors qu'il était question d'attribuer en don au général Amherst les biens des Jésuites en récompense de sa conquête du Canada, Roubaud s'empessa d'appuyer le projet par un mémoire. Il l'accompagna de deux autres, l'un concernant les biens du séminaire de Saint-Sulpice et l'autre, ceux du séminaire des Missions étrangères. Il joignait un projet de pétition au roi demandant l'attribution de ces biens aux deux *suppliants*, qui devaient être les généraux Monckton et Murray. Dans le cas du séminaire des Missions étrangères, le mémoire favorisait un transfert pur et simple de leurs propriétés en échange d'une pension, mais, celui sur le séminaire de Saint-Sulpice suggérait au roi « de leur ordonner de vendre leurs biens aux deux suppliants qui leur payeront en entier le prix qu'ils leur ont coûté pour les acheter ». La suggestion se révélait ingénieuse avec de belles chances de réussite. Du coup, quelles magnifiques gratifications seraient tombées dans l'escarcelle de Roubaud, et c'était là, de toute certitude, l'origine de son idée. Malheureusement pour lui, le chancelier d'Angleterre ayant refusé de signer le mandement royal accordant à Amherst les biens des Jésuites, les projets au bénéfice des deux autres généraux restèrent dans les cartons de Monckton.

Deçu dans ses espoirs, et réduit à sa pension de £100 sterling, Roubaud ne savait plus à quel saint ou plutôt à quel diable se vouer. Ses jours se

passaient à faire la navette entre les usuriers et les ministères. Le 31 décembre 1772, il reçut de M. Robinson, sur l'ordre de Lord North, une allocation de £30. Mais il se lamenta; c'était bien peu pour un homme dont la pension devait garantir £600 de dettes. Il sollicitait, en conséquence, le 2 janvier 1773, un emploi aux douanes pour ses créanciers, William Mitchell et Charles Read. Cette lettre à Dartmouth fut suivie, quatre jours plus tard, d'un mémoire à Lord North, où, énumérant ses services, il réclamait une sinécure : un poste d'inspecteur des forêts de la Nouvelle-Ecosse ou un « bénéfice » ecclésiastique, à titre de « prêtre de l'église d'Angleterre ». A bout d'imagination, il revient toujours à sa marotte : obtenir une pension des Jésuites. Le 20 mai, il écrivait à Dartmouth que la Compagnie de Jésus lui devait £1.500, et il portait contre ses anciens confrères de Québec l'impudente accusation d'avoir fait perdre à Murray la bataille de Sainte-Foy. Ne sachant plus quoi inventer, il recourut au chantage, menaçant, au cas de refus d'une pension, de retourner vivre à Québec, où sa femme le rejoindrait après la naissance de son enfant.

Toujours aux abois, il continuait de bombarder les ministres de suppliques et de lamentations. En retour de ses services, mémoires et renseignements fournis aux ministres, il n'aurait, de 1770 à 1775, en plus de sa pension de £100, touché en gratifications ministérielles que £260, ce qui semble assez peu probable. Quoiqu'il en soit, il est souvent forcé de courir d'un usurier à un autre : souvent incapable de rencontrer les échéances, il fut condamné, selon l'habitude du temps, à la prison pour dettes, à maintes reprises, avouant avoir fait quatorze mois de détention depuis 1765. Murray, qui continuait de le protéger, l'entretint quatre mois chez lui, à Beauport House, près de Battle, dans le Sussex. Ensuite, il le cacha chez quelques-uns de ses amis, afin de lui éviter d'être de nouveau mis derrière les barreaux. C'est à ce moment, probablement, qu'il dût se réfugier, dans la plus complète misère, dans un obscur petit village, d'où il n'osait sortir. Il y serait mort de faim, écrit-il, sans un secours de dix louis reçus de John Pownall, sous-secrétaire d'Etat.

Pendant quelque temps, il réussit à se tirer d'affaires en obtenant un poste de précepteur. En septembre 1773, l'ancien gouverneur de Montréal, le général Gage écrit ces lignes à son sujet :

J'ai vu récemment le Père Roubaud dans une redingote bleue aux boutonnères brodées, à une course de chevaux à la campagne. Nous avons renouvelé connaissance, quoiqu'il me parut embarrassé, mais, me trouvant assis à côté du duc de Richmond, il se présenta, en me parlant, à Sa Grâce et eut ensuite une longue conversation avec elle. Il est maintenant précepteur d'un jeune gentilhomme de famille. Considérant les vertueux préceptes que le Père lui inculquera probablement et les exemples de moralité et de religion qu'il lui donnera, il y a de grands espoirs qu'il en fera un homme de vie exemplaire. Les tuteurs du jeune homme ont fait la connaissance du Père chez le général Murray, où il a passé une grande partie de son temps.

Il dût perdre assez vite cette situation, car au mois d'octobre, Murray, à la veille de quitter l'Angleterre pour son poste de gouverneur de l'île



Minorque, le fit passer à Londres, où, ayant à peine de quoi se couvrir, Roubaud se terra dans une misérable maison, de crainte d'être découvert et conduit en prison. Le 11 octobre, il adressait un nouveau mémoire au roi, sollicitant des secours d'argent. Un peu plus tard, saisissant l'occasion de la suppression des Jésuites, en 1773, par le pape Clément XIV, il exposa de nouveau ses prétentions à une portion de leurs biens au Canada. A ce moment, l'influence de Lord Suffolk lui fit obtenir une place de secrétaire à l'ambassade d'Angleterre à La Haye sous Sir Joseph Yorke. A peine rendu sur place, dès janvier 1774, il se plaint de l'insuffisance de son traitement, qui l'obligeait de contracter de nouvelles dettes. Cependant, il fit preuve d'une conduite discrète et prudente. Il prétendra plus tard, — mais que n'a-t-il pas prétendu dans ses nombreux mémoires ? — qu'il tenta vainement, par l'intermédiaire de l'ambassadeur, d'arrêter l'adoption de l'impôt sur le thé en Amérique, impôt qui devait marquer le début de la Révolution américaine.

Malheureusement, la situation du génial secrétaire se gâta rapidement : car il lui faut maintenant pourvoir aux besoins de sa femme qui a eu l'audace de venir le relancer à La Haye, accompagnée de son « Gany-mède ». Aussi demanda-t-il une aide financière qui lui permit de solder ses notes d'auberge. L'ambassadeur lui-même intervint en sa faveur, à la fin de novembre, recommandant une allocation et la permission pour Roubaud de rentrer en Angleterre. Dartmouth se rendit à ces demandes, on ne sait à quelle date. En tout cas, l'ex-secrétaire se trouvait à Londres au début de 1775. Car le 18 février, il se plaignait de difficultés d'argent. Il sollicita des secours des ministres, déclarant n'avoir que deux ou trois guinées en main et que, s'il restait sans aide, il serait forcé de mendier, avec, sur le dos, « l'habit de cour, présent de Sa Majesté ». Il insistait encore pour qu'on lui fit payer sa part des biens des Jésuites. En mars, il rédigeait une nouvelle requête au roi, rappelant qu'il n'avait rien reçu pour avoir, au coût de 63.000 livres, sauvé, lors de la prise de William-Henry, 177 prisonniers anglais, ce qui est un nouveau total, différent de ses chiffres précédents. En octobre, un autre mémoire reprenait son éternel plaidoyer au sujet des propriétés des Jésuites. Il ajoute que sa femme, désespérée de leur pauvreté, « s'est livrée aux derniers excès », les déshonorant l'un et l'autre. Ne sachant plus que faire, dans sa détresse, il se réfugia chez le duc de Richmond, qui lui donna l'hospitalité quelque temps dans sa propriété de Goodwood.

Peu après, il se livrait à une besogne plutôt suspecte, mais qui lui procurait un petit revenu fixe. Il avait lié connaissance avec un Français, nommé de Court, qui se disait le représentant de négociants intéressés à suivre les prix des marchés. Moyennant deux guinées par semaine, grâce à ses « grandes relations avec les ministres et de bons amis dans tous les bureaux », nous révèle-t-il, il communiquait à cet intermédiaire, avant qu'elles fussent rendues publiques, les dernières nouvelles qui arrivaient d'Amérique. De son côté, de Court transmettait ces renseignements à M. de Sandray, secrétaire de l'ambassadeur de France, le comte de Guignes,



contre une allocation annuelle de cinq cents louis. Furieux de cette exploitation, Roubaud alla raconter le fait à Sandray, qui congédia de Court et retint, contre trois guinées par semaines, les services du grand informateur, à qui il demanda bientôt de lui fournir également des nouvelles de toute nature et de tout pays. Enfin, pour trois guinées additionnelles, Roubaud s'engagea à fournir des résumés des débats du Parlement.

Bientôt, encore en 1775, à la suggestion de l'ambassadeur, Sandray lui proposa la préparation d'un mémoire offrant à la Grande-Bretagne un traité de commerce avec la France et même une alliance militaire contre les Américains en pleine révolte. Lord Dartmouth favorisant cette idée, Roubaud rédigea le mémoire qu'avec une lettre de ce dernier, il alla soumettre au ministre des Affaires étrangères, Lord Rochford. Celui-ci accueillit la proposition froidement et la laissa sans réponse. Il aurait même congédié le porteur avec un juron, en lui disant de « se mêler de ses affaires ». Peu après, il démissionnait et son successeur, Lord Weymouth, renvoya Roubaud à Lord Germain, qui, après deux entretiens avec le prolix intermédiaire, laissa tomber complètement la question. Sur ces entrefaites, Guignes et Sandray rentrèrent en France. Le chargé d'affaires, Garnier, ne parla plus du projet, mais retint les services de Roubaud à trois guinées par semaine pour ses comptes rendus des débats du Parlement avec l'autorisation de Dartmouth. Il convient de noter que dans son projet d'une alliance franco-anglaise, l'ancien missionnaire du Canada proposait l'envoi en Amérique de 30.000 soldats, dont 15.000 auraient débarqué à Québec et marché contre New York, après avoir grossi leurs rangs d'un fort contingent de Canadiens, qui, d'après lui, n'auraient pas hésité un moment à prendre les armes contre leurs anciens ennemis ! Voulant tout de même retirer quelque profit de ses démarches auprès des ministres anglais, il en fit une longue relation qu'il adressa, avec copie de son mémoire, au ministre des Affaires étrangères de France, Vergennes, le 4 novembre 1775, relation qui paraît être restée sans rétribution ni réponse.

Les renseignements faisant défaut, on peut conclure qu'au cours de 1776, Roubaud vécut de son allocation annuelle de £100 et continua de fournir des renseignements au ministère. De même, continua-t-il sans doute, de recueillir les débats du Parlement pour l'ambassade de France. En cette année, la Révolution américaine prit une ampleur dont les progrès politiques et les succès militaires bouleversèrent l'Angleterre. Roubaud songea alors à utiliser les fameuses lettres de Montcalm dont il avait remis des copies au roi, à la reine et au ministre George Grenville, disparu de la scène depuis 1770. Il se dit que la publication de ces lettres qui prédisaient, en 1758, le soulèvement des colonies, le jour où la mère patrie tenterait de leur faire supporter quelque impôt, ne pouvait manquer de lui procurer un certain rendement. Elles parurent sous le titre suivant : *Lettres de Monsieur le Marquis de Montcalm, gouverneur général du Canada, à Messieurs de Berryer et de Molé, écrites dans les années 1757, 1758 et 1759, avec une version anglaise en regard* (London : J. Almon, 1777), en tout, 28 pages

de texte. A qui les a-t-il vendues ? A l'opposition ou à l'imprimeur ? Quoiqu'il en soit, leur publication anonyme, en mars 1777, produisit une certaine sensation. Les lecteurs ne purent s'empêcher d'être frappés des conjectures remarquablement justes du général français, prévoyant, dix ans d'avance, la révolte des Américains. En même temps, ces lettres suscitèrent des critiques à l'adresse du roi et des ministres, qui n'avaient pas su diagnostiquer la réaction des colonies, faute d'autant plus considérable que les lettres étaient entre leurs mains depuis 1768. Cette publication et ces critiques ennuyèrent considérablement George III et ses conseillers. Devant leur mécontentement, sentant que la situation se gâtait pour lui, Roubaud s'empessa de décliner toute participation dans cette affaire. Ces lettres qu'il avait présentées lui-même au roi comme des textes véridiques, il n'hésita pas à les déclarer des inventions, véritables « dissertations » écrivit-il, fabriquées par un Anglais, ajoutant qu'elles avaient été publiées par un lord de la maison du roi, à la suite d'une véritable trahison de la parole donnée.

Probablement à la suite de cette publication, qui dut lui rapporter un certain nombre de bonnes guinées, mais qui indisposa contre lui la cour et le ministère, Roubaud projeta de saisir le Parlement de sa réclamation contre les Jésuites. Sir George Saville devait, appuyé par Sir David Harley, présenter aux Communes une motion à ce sujet. Ennuyé de la répercussion possible d'une pareille discussion, Lord North chargea Sir Grey Cooper d'assurer Roubaud qu'il recevrait pleine justice, s'il réussissait à faire retirer la proposition Saville-Harley. En conséquence, on laissa tout tomber, mais Lord North oublia complètement sa promesse. C'est, du moins, ce que raconte tout au long l'imaginatif aventurier.

Pendant ce temps, toujours à l'emploi de l'ambassade de France sous le marquis de Noailles, successeur de Guignes, il apprit par l'indiscrétion d'un secrétaire, la signature du traité d'alliance entre la France et les colonies américaines. Il s'empessa d'en communiquer la nouvelle à Lord North et aux autres ministres, qui n'en voulurent rien croire. Car les ministres, écrit-il, le regardaient comme un agent de la France, pendant que les Français voyaient en lui un renégat, émissaire des Anglais. Sur quoi, Roubaud jura ses grands dieux que, détenteur de secrets d'Etat, il n'avait jamais manqué à la plus parfaite « honnêteté ». Devant la fermeture de l'ambassade de France, quand Louis XVI déclara la guerre à George III, Roubaud réussit à passer, à titre de traducteur anglais, au service de l'ambassade d'Espagne, autre milieu propice à l'espionnage. Il avait probablement obtenu, par l'entremise de « son généreux ami et protecteur », Sir Thomas Mills, et de Sir Grey Cooper, la permission de Lord North, de prendre ce nouvel emploi, avec la recommandation d'agir dans les meilleurs intérêts de l'Angleterre. Va sans dire qu'il communiqua au gouvernement tout ce qu'il put apprendre au cours de son travail à l'ambassade. Il garda ce poste jusqu'au jour où l'Espagne, à son tour, ouvrit les hostilités contre l'Angleterre en 1779.

Tombé, depuis des années, dans les dangereux remous de l'espionnage et du contre-espionnage, voici qu'il s'attira une fort mauvaise affaire. En

quête d'informations, son métier l'amenait à fréquenter les milieux les moins honnêtes, tavernes de bas étage et rendez-vous d'agents interlopes comme l'Orange Coffee House. Déjà suspect à la suite de son emploi à l'ambassade de France, il fut dénoncé pour avoir transmis par écrit des renseignements sur l'Angleterre à un contre-espion, un chirurgien français du nom de Seyer. Roubaud se défendit par des lamentations, déclarant qu'il n'avait eu pour but que d'obtenir en échange des informations des plus précieuses sur la France. Il ajoutait qu'il avait cédé aux sollicitations de Seyer, parce qu'il souffrait de pleurésie et de fièvre avec une femme malade et troublée d'esprit, alors qu'il avait vendu sa dernière chemise et qu'il était poursuivi par une meute de créanciers. Il alléguait encore que les renseignements fournis consistaient en nouvelles confuses, insignifiantes et vagues. Il rappelait, enfin, que, ne recevant aucune attention des ministres, il s'était attaché uniquement à « son constant protecteur et ami », Lord Hillsborough, à qui il avait révélé d'importantes nouvelles, entre autres, la conclusion du traité entre la France et la Hollande, deux mois avant que le cabinet en reçut connaissance.

Evidemment, dans son extrême indigence, il avait dû accepter quelque somme de Seyer en retour de renseignements plus ou moins utiles. Aussi, en dépit de son plaidoyer de 1781, il ne réussit pas à se justifier complètement de l'imputation d'avoir voulu jouer sur plusieurs tableaux et servir plusieurs maîtres. C'est ce qui explique l'obscurité et l'oubli dans lesquels il tombe après cette date malgré les soixante-cinq mémoires qu'il avait présentés aux différents ministères.

Les documents en main ne permettent pas de suivre de près la carrière de Roubaud entre 1781 et 1784. La vie de misère, — excès, pauvreté et prison, — qu'il avait menée, avait ébranlé sa santé dès 1778. Très malade en 1781, il se déclarait alors menacé de cécité. Il réussit tout de même à voter, faisant on ne sait trop quelle besogne en marge de son métier d'espion et de rédacteur de mémoires. Car il ne discontinua pas d'inonder les ministres de ses productions : de 1781 à 1784, il rédigea vingt-huit nouveaux mémoires, et probablement un non moindre nombre de suppliques sollicitant des secours. Un résumé de sa pétition de 1784 au Parlement même affirme qu'il avait soixante ans et qu'il était accablé d'infirmités, « ayant charge de famille et d'une femme invalide ». Il y récapitule ses emplois auprès des ministères, mentionne sa rédaction de quatre-vingt-quinze mémoires et s'indigne que le gouvernement ait manqué si souvent à ses promesses de récompenser de si longs et nombreux services. Il termine encore par l'éternelle demande que les Jésuites soient forcés de lui payer une pension annuelle de 300 livres et des arrérages s'élevant à 3.000 livres. Autrement il devra prendre le chemin de la prison ou de l'hospice.

Cependant, toujours à l'affût autour des ministères, l'inépuisable mémorialiste remonta sur la scène à l'occasion de la réapparition de questions canadiennes sur l'agenda politique. A la suite de la paix de 1783, le fameux huguenot de Montréal, Pierre du Calvet, marchand, juge de paix et sei-

gneur, était sorti de la prison, fort douce, où le gouverneur Haldimand l'avait si justement, mais très bénévolement détenu pendant la guerre, afin de lui éviter d'être passé par les armes pour trahison et intelligence avec l'ennemi. Car, fournissant vivres, munitions et renseignements à l'armée américaine au cours de son invasion du Canada, il en avait secrètement accepté une commission militaire. Quand il arriva à Londres, impudent et truculent, avec l'intention et le but de réclamer des dommages pour son emprisonnement, Roubaud s'empressa de prévenir Haldimand, et d'offrir à Du Calvet sa plume prolifique et son expérience des coulisses ministérielles. Devenu secrétaire et confident de l'irascible Montréalais, il se mit au courant de sa correspondance et de ses projets et prépara ses lettres et ses mémoires. Il affirme, ce qui est fort probablement exact, que c'est lui qui a « rédigé les pièces de la forme de gouvernement que Du Calvet m'a fait esquisser dans son livre », livre qui parut l'année suivante sous le titre : *Appel à la justice de l'Etat*. Voyant là une exceptionnelle occasion de toucher des émoluments de plusieurs mains, le moins scrupuleux des scribes n'hésita pas à utiliser les renseignements obtenus de Du Calvet et de les communiquer à Haldimand, ainsi qu'au secrétaire d'Etat Nepean, qui les transmettait à Lord Sydney lui-même. Cette friponnerie lui permit certainement d'accroître son revenu : Du Calvet lui versait des gages, le ministère récompensait ses services et Haldimand lui accordait des allocations.

Cette même année 1783, afin d'exposer les idées des Canadiens, qui réclamaient des modifications à l'Acte de Québec, arrivaient à Londres les deux délégués du Canada, l'un, le notaire Adhémar, choisi pour ses talents de plume, et l'autre, Delisle, pour son influence franc-maçonnique, délégués dont les frais de voyage furent soldés en partie par le séminaire de Saint-Sulpice. De nouveau, Roubaud se précipita à la rencontre des arrivants et s'insinua bientôt dans les bonnes grâces d'Adhémar, grâce à son savoir-faire et à son expérience du monde parlementaire. Dans ce milieu, il rencontra encore MM. Gamelin et de Montigny. Il s'assura bientôt l'amitié de ce dernier et le chargea d'un mémoire et de lettres pour le Canada. Que se passait-il dans son esprit ? Tout ce qu'on découvre, c'est que, dans une lettre du 9 avril 1784 au comité constitutionnel de Québec, il annonçait son ahurissante intention de rentrer au Canada. « J'aurai l'honneur, déclarait-il, d'écrire à Mons. l'Evêque et à mon ancien supérieur pour les informer de mon prochain retour en Canada et des dispositions religieuses qui m'y accompagneront. » A cette lettre énigmatique, il joignait un projet de « Mémoire de la province de Québec pour obtenir des modifications sur le bill de Québec ». Débutant par un grand éloge de la fidélité des Canadiens durant l'invasion américaine, de cette même plume, qui prêchait auparavant la protestantisation de la colonie, il réclamait pour elle la liberté d'y admettre des prêtres des autres pays. Au nom « du contrat social », par où on voit qu'il connaissait d'une façon ou d'autre, son Rousseau, il demandait l'admission des Canadiens à toutes les fonctions. Il y traitait aussi des lois françaises, de l'émigration, des milices et des Indiens. Malgré sa prolixité verbale, le mémoire contient d'excellents renseignements et considéra-

tions. Le tout est signé avec la plus belle des effronteries : « Pierre Roubaud, ancien missionnaire des Abénaquis de St-François ».

Dans une lettre à M. Crevier, seigneur de la seigneurie de Saint-François, dont il avait autrefois fréquenté la maison, Roubaud précisait qu'il arriverait à Québec au printemps de 1785. Il avouait ceci : « Je suis bien éloigné de justifier ma conduite en tout point. Je me condamne moi-même dans ce qui est condamnable et j'aurai toujours moins de peine à avouer mes fautes que je n'en ai eu à les commettre. Car Dieu punit les crimes et au moment qu'on les commet, la conscience venge par les remords les droits de la providence offensée. » Avec l'intention de se consacrer à la mission des Abénaquis, il ajoutait ces lignes étonnantes : « Je dois une réparation au Canada : Dieu l'attend de moi. J'espère de commencer à la payer en arrivant à Québec, où je me propose de me montrer sur le champ en chaire pour rendre un compte public de mes actions et de mes sentiments. » Que faut-il voir dans ce projet ? Un sursaut d'imagination malade et sadique ? Ou plutôt une forme de chantage à l'adresse de l'évêque et des Jésuites ? Au moment où le ministre Sydney se proposait d'appuyer sa réclamation auprès de la Compagnie de Jésus, la menace de son retour ne pourrait-elle pas amener les autorités religieuses à lui payer quelque somme, afin d'éviter le scandale de sa présence au pays ?

Quoiqu'il en soit de ses intentions, Roubaud fit connaître son projet au conseiller législatif, Hugh Finlay, qui en saisit les autorités religieuses. En réponse le grand vicaire Gragé vint lui dire de la part de l'évêque « qu'il serait convenable » pour Roubaud « de faire votre pénitence ailleurs qu'au Canada » et qu'il espérait ne jamais le revoir au pays. Avant que la nouvelle en parvint à Londres, l'irrépressible aventurier faisait parvenir à son correspondant, sous couvert d'une lettre du 10 août 1784, le certificat de Murray du 1er juillet 1771, attestant les remerciements de Lord Halifax à Roubaud au nom du roi, ainsi que l'engagement des Jésuites de lui payer une rente annuelle de 126 livres. Finlay communiqua l'information à M. Gragé, mais le message resta sans réponse. Dans l'intervalle, copies des pièces étaient envoyées à Londres, probablement avec fortes protestations des autorités religieuses et politiques. En tout cas, Roubaud ne reparla jamais plus de son fantastique projet de rentrer au Canada.

Entre-temps, le fécond rédacteur mit en style clair les idées plutôt troubles de Du Calvet et continua ses conciliabules avec Adhémar. De ses nouvelles relations et des services qu'il rendait au ministère, il retirait ainsi double salaire et bénéfice. Au cours de ses conversations avec le nouveau ministre des Colonies, Lord Sydney, il semble bien qu'il avait fait sur lui une excellente impression grâce à ses connaissances et surtout grâce à son talent d'exposer les questions. Est-ce le désir d'utiliser ce renouveau d'importance, toujours est-il qu'il offrit au gouvernement, en 1784, trois nouveaux mémoires sur les inattendus sujets suivants : La Compagnie des Indes Orientales, l'union du royaume avec l'Ecosse, et les relations entre l'Angleterre et l'Irlande !

Pour le moment, il était occupé par son travail avec Du Calvet et Adhé-



mar, par qui il obtenait toutes sortes de renseignements qu'il s'empressait de transmettre à Haldimand et au sous-ministre Nepean. Il mouchardait ainsi à droite et à gauche et s'en vantait ouvertement. Dans une lettre du 15 mars, il relate comment il est devenu le confident du trop confiant Adhémar au bénéfice du ministère. « Je lui ai fait entendre, écrit-il, que tout le succès de sa députation dépendant du gouvernement, ce n'était qu'en servant le gouvernement qu'il pourrait se faire honneur et réussir. Je suis allé même jusqu'à lui dire qu'autant que je pouvais voir, milord Sydney et M. Nepean avoient grande confiance en lui. Il y a un peu de jésuite dans ce dernier trait, mais en politique, il faut un peu de ces restrictions mentales. »

Espionnant davantage Du Calvet, ce sacripant de Roubaud décrivait, dans une lettre du 10 mars 1785 à Haldimand, un exemple typique de ses roueries, en lui envoyant copie d'une communication du comité constitutionnel de Québec au pamphlétaire montréalais :

J'ai eu drôlement cette copie, écrivait-il. Du Calvet me chargea hier de répondre à l'original, parce qu'une occasion se présenta aujourd'hui pour le Canada par la Nouvelle-York. Dans le moment que je prenais la plume pour écrire, le domestique de son procureur, M. Platel, entra pour le prier de se rendre sur le champ chez son maître. Ce message l'inquiéta, car il ne laisse jamais ses papiers entre les mains de qui que ce soit, quant [*sic*] il est obligé de les perdre un moment de vue; mais il fallait répondre à la lettre dans un stile proportionné à celui de la lettre même et Du Calvet sent bien qu'il n'est pas écrivain. Il me quitta, mais non sans faire la mine et sans me recommander la lettre. Heureusement Adhémar était là. Je le priai de m'en tirer une copie que je lui avouai franchement avoir intention de dépêcher à Milord Sydney : Adhémar se prêta de bonne grâce à ma demande. Il se mit à copier à la hâte, tandis que je composais la minute de la réponse. Nous avions à peine fini que Du Calvet arriva; il faut qu'il eut couru la poste, car il ne fut pas plus d'une demi-heure à faire près de deux milles.

En relations suivies avec le ministère, Roubaud profita de l'occasion pour exercer une nouvelle pression, véritable chantage, afin d'obtenir quelque secours financier. En mars 1785, il menaça, de nouveau, de porter par pétition devant les Communes, ses réclamations pour services rendus au gouvernement et ses prétentions à une portion des biens des Jésuites. Il obtint, du moins, que Lord Sydney écrivit à Québec, le 23 août 1785, au lieutenant-gouverneur Hope, de réclamer du supérieur de la Compagnie le paiement à son ancien confrère, de sa pension et de ses arrérages. Avec une femme malade et souffrant lui-même d'asthme et de points de côté, le malheureux se déclarait, en mars 1786, accablé de dettes et réduit à vivre d'eau, de thé et de pain, quand soudain la fortune lui sourit momentanément. Sur la foi des instructions données par Lord Sydney pour le versement de sa pension par les Jésuites, Nepean obtint pour lui de M. Davidson, de Québec, en mai 1786, un prêt de cinquante guinées : car Roubaud comptait tirer sur la Compagnie une traite de 500 livres. Pour lui, c'était presque la richesse ! Les cinquante guinées lui permirent, pour sa santé et celle de sa femme, de déménager du numéro 12 New Market Street, au numéro 33 Duck Head Street, dans la banlieue de Southwark.



Hélas ! l'éternel quémendeur allait être déçu une suprême fois. Sur les explications du supérieur de la Compagnie, le gouvernement laissa tomber ses revendications. En janvier 1787, il exhalait son amer désappointement à Haldimand, qui intervenait pour lui depuis deux ans. Il ajouta que sa détresse s'augmentait du fait que le gouvernement, par économie, venait de renvoyer au terme suivant les quartiers de toutes les pensions. Sa maladie et celle de sa femme doubleraient ses dépenses. Il était résolu, par l'intermédiaire du député Powis, de porter sa cause devant le Parlement, à la prochaine session. Enfin, il écrivit une lettre d'amères protestations à Lord Sydney lui-même. Devant l'insuccès constant de toutes ses démarches, il tenta vainement d'en venir à un accommodement avec ses anciens confrères du Canada. C'est probablement vers cette date qu'il mande à Nepean que sa « guinée » l'a sauvé de la disette. Déjà, en 1784, il avait songé à se retirer dans un couvent des Pays-Bas, à condition de recevoir son annuité des Jésuites. C'était là, sans aucun doute, un simple truc, afin d'amener la Compagnie à lui faire un envoi quelconque d'argent pour son voyage. Maintenant, il suggérerait qu'on le laissât passer en France, où ses frères, dont l'un était prêtre, paieraient ses frais de voyage. Ne pouvant emprunter de l'argent à 15 pour cent, il sollicita des avances auprès de Davison.

Sa situation s'aggrave en 1787 : il est dans la dernière misère, et seul un petit secours de Haldimand l'empêche « de mourir de faim ». Il se traîne encore dans les ministères, où comble d'indignité, les messagers refusent de mentionner sa présence aux ministres. Il a dû faire des démarches afin de passer à Paris, car le ministre de France, Barthélémy, lui rend visite dans son taudis dans la banlieue de Londres, et lui remet un petit montant. Il réussit à intéresser à sa situation un M. Tyler et un député de ses amis, qui font des démarches auprès de Sydney. Une note du journal de Haldimand mentionne qu'il est encore à Londres en décembre de cette année. Il dut probablement passer en France peu de temps après. D'après une affirmation probablement exacte, il aurait été recueilli par les sulpiciens de Paris, chez qui il serait mort, en 1791, après s'être pleinement réconcilié avec l'Eglise.

Ainsi se termina la carrière extraordinaire de Pierre Roubaud, prêtre, jésuite, professeur et missionnaire, transformé en libertin, faussaire, renégat, et espion. Dans les débuts de la politique canadienne, il a exercé, par sa parole et ses mémoires aux ministères, une influence indéniable, qu'il conviendrait un jour de rechercher et de fixer. Au Canada, il acquit la confiance de Sir William Johnson, fut le correspondant du général Amherst, le protégé du colonel Burton, et le commensal du gouverneur Murray. En Angleterre, il entretint des relations avec plusieurs ministres, s'attirant les bonnes grâces d'Halifax, de Hillsborough, de Grafton, de Shelburne et de Sydney; il obtint des entrevues avec Rochford, Weymouth et Germain. Par deux fois, il fut reçu aux audiences de St. James et remit des pièces et des mémoires entre les mains de George III. L'occasion s'offrit à lui, à plusieurs reprises, de se tailler une carrière lucrative, intéressante et sérieuse, grâce à une intelligence vive, des connaissances étendues, une imagination fertile et

une plume convaincante. Mais il ne sut pas s'élever au niveau de son talent ni profiter de l'avantage de ses relations. La faute en revient, sans doute, à une inextinguible dépravation des sens et à une absence de toute moralité. De plus, la nécessité urgente de battre monnaie le conduisit sans retard à employer toutes les manigances que lui suggérerait son ingéniosité, de même qu'à se contenter des plus maigres pitances, manigances et pitances qui avilissaient sa personne et ses services et firent bientôt de lui le plus persistant des quémandeurs. Connu de tous, cet avilissement, dont il avait conscience, non seulement lui ferma la porte de toute promotion, mais le poussa fatalement vers des besognes de plus en plus dégradantes. Ce que l'incontinence avait commencé et que la supercherie avait continué, les difficultés de la vie et même la complète indigence l'accentuèrent au point de l'amener à commettre, sans vergogne, les pires roueries et les plus méprisables trahisons. Ainsi ses faiblesses morales firent successivement de l'homme un transfuge de ses vœux et de sa religion, un partisan du vainqueur, un libertin de bas étage, un faussaire de métier et un espion de tous les partis.

Sur cet homme, qui malheureusement a tenu une place dans l'histoire, le jugement définitif reste, sans doute, celui que Carleton portait déjà dans sa lettre du 14 avril 1768 : « Ici, il est généralement détesté et méprisé par toutes sortes de gens, anciens comme nouveaux sujets. Quelques-uns, qui le connaissent particulièrement bien, en parlent comme d'un homme de génie, d'une belle imagination et d'un maître écrivain, mais dépourvu de véracité, sans une ombre d'honneur ou d'honnêteté. »

A ce jugement, d'une stricte exactitude, il suffit d'ajouter que, talent exceptionnel et libertin crapuleux, Pierre Roubaud reste, à la fois, le prince des faussaires et le grand-maître des espions dans le champ de l'histoire canadienne.

#### BIBLIOGRAPHIE ESSENTIELLE DU SUJET

##### *Sources manuscrites aux Archives du Canada*

Amherst Papers, vol. LIX, 1757-78.

Claus Papers, I, 1716-77.

Collection Haldimand, Série A et B, 1757-91.

Dartmouth Papers, 1756-75.

Série Québec (Correspondance des gouverneurs), 1760-91.

##### *Sources imprimées*

*Documentary History of the State of New York*, IV (Albany, 1851).

*The Papers of Sir William Johnson*, III (Albany, 1921).

##### *Ouvrages imprimés*

Charland, R.P. Thomas, *Histoire de Saint-François-du-Lac* (Ottawa, 1942).

Lanctôt, Gustave, *Fausaires et faussetés en histoire canadienne* (Montréal, 1948).

Lévis, François Gaston, duc de, *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis* (Québec, 1885-95).

Maheux, Abbé Arthur, « Notes sur Roubaud » dans *La Société Canadienne d'Histoire de l'Eglise Catholique*, *Rapport*, 1838-9.

*Rapport sur les Archives Canadiennes, 1884* (Ottawa, 1885).

Rochemonteix, R.P. de, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVIIIe siècle*, II (Paris: Picard, 1906).

Thwaites, Reuben Gold, ed., *Jesuit Relations and Allied Documents: Travels and Explorations of the Jesuit Missionaries in New France, 1610-1791* (Cleveland, 1896-1901).

# MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DU CANADA

TOME L : TROISIÈME SÉRIE : JUIN 1956

PREMIÈRE SECTION



## A la recherche du visage romantique canadien

ARSÈNE LAUZIÈRE

Présenté par PIERRE DAVIAULT, M.S.R.C.

LE romantisme du XIX<sup>e</sup> siècle manifeste d'abord sans contredit un épanouissement lyrique par l'exaltation de l'émotion personnelle « qui a renouvelé les lieux communs les plus universels<sup>1</sup> ». Au Canada français, on retrouverait l'expression de cet état d'âme, de ce nouvel humanisme conçu sur la pierre angulaire de l'individualité — s'il faut en croire nos historiens et nos critiques littéraires. Leurs études, ainsi que les œuvres de nos écrivains, devraient pouvoir nous permettre de reconstituer le visage romantique canadien, son origine et sa nature. C'est à cette tâche que nous allons consacrer cet entretien. Disons tout de suite que cette recherche, entreprise surtout au sein du mouvement dit « romantique » de 1860, parmi les poètes les plus représentatifs de l'Ecole de Québec, s'avère décevante si l'on tient à tout prix à calquer le romantisme canadien sur le romantisme français. Si les influences en sont bien établies, l'origine en est incertaine et les traits en sont obscurs ou peu nombreux. Bref, l'état présent des études sur le romantisme littéraire canadien accuse des déficiences. Examinons d'abord ce visage romantique canadien en en développant les influences, l'origine et les thèmes. Après quoi, fort de notre inquiétude, nous parlerons brièvement d'un problème à résoudre : Y a-t-il eu un véritable romantisme au Canada ?

### VISAGE RÉVÉLÉ : LES INFLUENCES

Il y a bien quelques œuvres poétiques de l'Ecole de Québec et quelques travaux de critique et d'histoire qui nous engagent à croire à un courant lyrique au Canada, un tant soit peu analogue à celui qui circula tout au long du romantisme français du XIX<sup>e</sup> siècle. Outre la langue qui est la même, on trouve une culture et un héritage communs aux deux France. Ces études peu nombreuses et peu variées — dont les meilleures sont signées par MM. Casgrain, Roy, Bisson, Dugas, Marion et Mme Crouzet<sup>2</sup> — établissent les influences d'outre-Atlantique, traitent la question de l'origine de notre romantisme et font l'inventaire des thèmes, des procédés et des imitations. En somme, si l'on place la grille du romantisme français sur ce bilan assez substantiel, il apparaît que le modeste bagage poétique de l'Ecole

<sup>1</sup>H. Clouard, *La Composition française préparée* (Paris, 1935), p. 19.

<sup>2</sup>La liste n'est pas épuisée quand on a nommé outre ceux-là : Lareau, Charbonneau, Sulte, Taché, Chapman, Fréchette, d'Arles, Chapais, C. ab der Halden, Rinfret, Dandurand et Skinner.

de Québec nous livre ce visage aux traits pauvres et obscurs dont nous avons fait mention plus tôt.

Grâce à nos vieux journaux et à nos vieilles revues, de patients ouvriers ont pu dresser la liste, aussi complète que possible, de l'importation et de la vente des livres français au Canada, après 1760. Il serait impossible de se rendre compte de la circulation des œuvres romantiques dans notre pays. De plus, qui peut conclure sans présomption que livre acheté est livre lu ? La poussière qui recouvre maints rayons de bibliothèques publiques ou personnelles nous renseignent trop éloquentement là-dessus. Mais, si l'on ignore la diffusion de ces ouvrages, si l'on constate difficilement leur efficacité, il est certain que nous connaissons les grandes figures françaises qui ont, sinon toujours inspiré nos poètes, du moins retenu leur faveur. Viennent en premier lieu les Chateaubriand, les Lamartine et les Hugo; en second lieu, Musset et Gautier; enfin Staël, Vigny, Byron francisé, Cooper, Ossian, Young, Soulay, Leconte de Lisle, Sully Prudhomme, Coppée et Verlaine. Avec ces derniers, nous voilà déjà au lendemain et au surlendemain du romantisme. Ce qui est plutôt caractéristique et révélateur, c'est que nos poètes, Lenoir, Casgrain, Alfred Garneau, Chapman et LeMay — à deux exceptions près, Crémazie et Fréchette — s'attachèrent surtout à la lecture des premières œuvres des romantiques français. Dans bien des cas, on croirait presque à une ignorance systématique de ces œuvres qui, dans la chronologie littéraire, se situent au delà du temps de crise, lot commun à la plupart des écrivains. Quant aux influences anglaises et germaniques — sauf encore une fois Crémazie — l'Ecole de 1860 ne les a pas ou presque pas subies. Néanmoins, l'impulsion qui est venue de la France aurait pu permettre l'éclosion d'une littérature essentiellement romantique sur les rives du Saint-Laurent. Empressons-nous d'ajouter cependant que ces influences sont plutôt scolaires, c'est-à-dire que nos poètes leur empruntent beaucoup plus de procédés sur la façon d'écrire qu'une inspiration artistique. On oublie trop volontiers que notre sensibilité avait été éveillée — comme en France d'ailleurs — par des préromantiques, tels que Jean-Jacques Rousseau et Bernardin de Saint-Pierre. Comment et où cela ? Par la vente, d'une part, de nombreux exemplaires des œuvres de ces écrivains; d'autre part, sur les bancs de nos collèges où l'on enseignait les auteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle considérés comme des classiques.

Nous disions que nos poètes s'attachèrent d'abord et avant tout aux procédés de versification. Comment aurait-il pu en être autrement ? Pour eux il s'agissait d'apprendre, non seulement à écrire, mais aussi à composer avec une langue et un esprit qui avaient évolué depuis 1760. Or, le lyrique, l'élégiaque et l'épique s'accoutumaient de mots et de rythmes, de vers et de strophes qui collaient étroitement à cet esprit nouveau, farci de sensibilité, de fantaisie et de pittoresque. En conséquence, il y a eu, chez nous, des réussites de prosodie et de versification qui ne dépasseraient pas une anthologie de l'époque romantique française; mais la pensée et le souffle sont plus courts, moins riches et variés, comme nous le verrons bientôt.

## VISAGE RÉVÉLÉ : L'ORIGINE

Ordinairement, il est facile de s'en tenir au principe que la création humaine trouve son origine dans la conjugaison d'éléments caractéristiques qui, s'ils n'expliquent pas tout le mystère initial, le cerne cependant au sein de fièvres ou d'actes politiques, sociaux, religieux ou artistiques. Vient le jour où l'on peut gloser pertinemment sur son origine, ses causes et sa nature. En Europe, sur le plan littéraire, la Révolution française, la geste napoléonienne, les littératures étrangères avaient exalté les imaginations et les cœurs français. Tout cela, dressant les énergies volontairement laissées inactives par la Restauration, s'intégra dans le courant aux poussées de sensibilité rousseau-iste pour créer un nouvel état d'âme : le romantisme français.

Rien de tel au Canada. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de la difficulté que pose l'origine d'un romantisme canadien. D'ailleurs, en France, où l'on croyait ce problème définitivement résolu et classé, M. Levaillant et de savants collaborateurs ont rouvert le débat<sup>3</sup>. Puisqu'il n'est pas facile de se rallier autour de faits significatifs, nos critiques ont émis quelques hypothèses dont le mérite ne satisfait pas complètement le chercheur. En général, on s'accorde pour dire que notre romantisme serait né avant, durant ou après 1860. C'est justement cette absence de faits caractéristiques qui complique la situation. Marion s'en rend compte. « Encore plus que la française, écrit-il, la littérature canadienne procéda par transitions extrêmement lentes et douces. Chez elle, peu de heurts ou de soubresauts, peu de manifestes, peu d'appels aux armes<sup>4</sup>... »

Le premier contre-coup des transformations se serait fait sentir chez nous en janvier 1826. Nous en trouverions le texte capital dans cette lettre fameuse qu'un abbé Painchaud a écrite à Chateaubriand pour lui clamer son admiration dans un style dithyrambique. Il le loue principalement d'avoir rompu en visière « avec la mythologie désuète et le rationalisme outré de l'âge précédent<sup>5</sup> ». Cette lettre et la publication dans nos journaux de poèmes des maîtres romantiques français auraient désagrégé « le corps solide du classicisme québécois et laiss[é] passer par ses interstices des substances romantiques<sup>6</sup> ». Monsieur Marion croirait donc à l'histoire d'un mouvement romantique qui s'ignore avant 1860<sup>7</sup>.

Un autre critique affirme que le romantisme « débarquait sur la terre canadienne vers 1840, à la suite d'un remarquable essor intellectuel après 1830... Il envahissait la terre laurentienne avec une armée nombreuse, apte à la conquérir<sup>8</sup> ». Devant cet adulte et ce conquérant, on n'ose plus parler de naissance naturelle. Oui et non, car M. P. Aubert de Gaspé le jeune —

<sup>3</sup>Voir M. Levaillant et collaborateurs, « Problèmes du romantisme », *Revue des sciences humaines*, Lille-Paris, numéro spécial, avril-septembre 1951, pp. 89-92.

<sup>4</sup>S. Marion, *La Bataille romantique au Canada français* (Ottawa, 1952), p. 72.

<sup>5</sup>*Ibid.*, p. 46.

<sup>6</sup>*Ibid.*, pp. 37 et 46.

<sup>7</sup>*Ibid.*, p. 37.

<sup>8</sup>A. Dandurand, *Le Roman canadien-français* (Montréal, 1937), pp. 18, 19. Voir aussi son *La Poésie canadienne-française* (Montréal, 1933).



selon le même critique — aurait lancé un véritable manifeste littéraire en 1837, dans les préliminaires de son roman.

Mais l'honneur d'avoir été le précurseur romantique reviendrait plutôt à notre historien national, F.-X. Garneau. Ce lamartinien aurait déclenché le renouveau littéraire grâce à son *Histoire du Canada*, publiée entre 1845 et 1848<sup>9</sup>. Notre origine romantique tremperait dans l'histoire qu'ont inspirée et le patriotisme et Thierry et Michelet. Reste à savoir si Garneau n'a pas puisé chez ces derniers plus de méthodes scientifiques que de thèmes littéraires.

Quant à Benjamin Sulte, il juge que nous avons cru plus sage d'attendre la fin du combat entre classiques et romantiques français avant de nous prononcer et que c'est le rétablissement de la *tranquillité politique* vers 1850 qui changea les choses<sup>10</sup>. La tranquillité politique ! Si on se souvient du *sine qua non* de la création poétique chez Diderot, imagine-t-on ce qu'il eût répondu à M. Sulte !

On a cru encore qu'il avait suffi de la visite d'une corvette française, *La Capricieuse*, pour allumer le feu sacré de la poésie romantique, en 1855. Certes, le nom du vaisseau en lui-même avait une note romantique. Deux poèmes pleins de nostalgie, d'amour patriotique et d'espoir jaillirent spontanément comme des geysers : *Vieux soldat canadien* et *Chant du vieux soldat canadien*.

Autre hypothèse, le romantisme serait né dans l'arrière boutique de la Librairie Crémazie frères, en 1860. Octave Crémazie « parut [et]... coupa court aux incertitudes<sup>11</sup> ».

Enfin, madame Crouzet se contente d'écrire que le romantisme est arrivé chez nous avec un bon tiers de siècle en retard<sup>12</sup>. Si nous comptons bien à partir du triomphe d'*Hernani* sur la scène, nous en arrivons aux belles années d'effervescence de l'Ecole de Québec, entre 1860 et 1866.

Toutes ces opinions, — on s'en rend compte — révèlent combien il semble difficile de fixer l'année ou le temps qui auraient vu naître et se propager notre romantisme. Il reste que celui-ci n'est certainement pas contemporain de l'Ecole française de 1830. Le mot « romantisme » qu'on trouverait par hasard vers 1820 ne peut suffire pour conclure à un romantisme de la Restauration. Bisson affirme dans sa thèse que l'œuvre de Chateaubriand, de Staël et de Lamartine fut peu connue au Canada avant 1830<sup>13</sup>. D'ailleurs, Delavigne et Béranger auraient été les favoris des nôtres de 1820 à 1850<sup>14</sup>. Garneau, par exemple, ne se douterait même pas de l'existence d'un mouvement français de réaction littéraire<sup>15</sup>.

<sup>9</sup>L. Bisson, *Le Romantisme littéraire au Canada français* (Paris, 1932), chap. III.

<sup>10</sup>L. H. Taché et B. Sulte, *La Poésie française au Canada* (St. Hyacinthe, 1881), p. 14.

<sup>11</sup>*Ibid.*, p. 14.

<sup>12</sup>J. P. Crouzet, *Poésie au Canada* (Paris, 1946), p. 20.

<sup>13</sup>*Le Romantisme littéraire au Canada français*, p. 32.

<sup>14</sup>*Ibid.*, p. 51.

<sup>15</sup>*Ibid.*, p. 68.



Des faits significatifs, répétons-le, ont suscité la pléiade romantique en France. C'est une erreur, chez nous, de vouloir en fixer l'origine dans la vente et la lecture de quelques œuvres, dans la trouvaille d'un mot ou d'un enthousiasme personnel comme celui de l'abbé Painchaud, dans le mouillage à Québec d'une corvette française. Il y aurait là un impossible miracle quand on songe qu'il a fallu un Roncevaux aux chansons de geste, des guerres civiles et religieuses au grand siècle classique, une Révolution à *Ruy Blas* et à Julien Sorel.

De savants travaux sur le vaste courant romantique<sup>16</sup> attestent qu'il ne suffit pas de vouloir à tout prix trouver dans de vieux textes poussiéreux le mot « romantique » pour s'écrier triomphalement que la chose existe ou, ne le trouvant pas, qu'elle n'existe pas, comme si le mot était la condition essentielle de l'existence de la chose. Ne vous souvient-il pas, qu'en pleine gloire classique ce « je ne sais quoi » qu'on rencontre si souvent sous la plume des auteurs de l'époque pouvait bien exprimer le romantisme avant la lettre<sup>17</sup> ?

L'esprit, par conséquent, ou si vous le voulez, l'état d'âme peut exister avant que le mot ne prenne son sens définitif. La chose aurait pu se trouver au Canada, mais non sans un courant étranger ou indigène. Expliquerions-nous cette difficulté de fixer une date à l'origine de notre romantisme, parce qu'il se cristallise en France, à ce moment là, dans sa forme parnassienne ? Ou, serait-ce qu'il lui suffisait de se continuer dans une nouvelle France grâce au momentum acquis ailleurs ? Nous ne le croyons pas, à moins d'y retrouver un état d'âme typiquement romantique. Sans chercher à apporter une solution aujourd'hui à ce problème, soulignons pour la dernière fois que des faits très significatifs avaient suscité le romantisme français avec sincérité et exaltation. Sur le sol canadien, au départ, l'enthousiasme d'une tardive découverte, sans un besoin aigu d'utilisation, se mua en une volonté d'imitation, et non en cet affranchissement que précède nécessairement l'inquiétude. La revue que nous allons faire des thèmes ou de la nature de notre romantisme nous en convaincra. Après tout, qu'importe l'origine, pourrait-on répliquer ? Ce problème n'enlève rien à la gloire de Rabelais !

#### VISAGE RÉVÉLÉ : LES THÈMES

On peut compter sur les doigts d'une main les thèmes romantiques qui ont inspiré nos poètes de 1860. D'un commun accord, Lamartine, Chateaubriand et Hugo leur apparaissent surtout comme les chantes de la nature, de la famille et de la religion. Nature, famille, religion, voilà bien les éléments de tout patriotisme, et du patriotisme canadien en particulier. Qu'un souffle lyrique vienne animer cette trinité concrète, n'aurons-nous pas quelque chose de romantique ? Si le souffle n'atteint d'abord l'instinct

<sup>16</sup>Levaillant, « Problèmes du romantisme »; P. Moreau, *Le classicisme des romantiques* (Paris, 1932).

<sup>17</sup>Moreau, *Le Classicisme des romantiques*, pp. 3-4.

pour ensuite se transformer en sentiment, en esprit et en état d'âme, qu'aurons-nous de plus qu'une imitation des modèles français ?

Le sentiment de la nature est la note dominante de la pensée poétique canadienne. Crémazie et son groupe en découvrirent les secrets et la grandeur dans l'*Atala* et les *Natchez* de Chateaubriand. La peinture de l'homme primitif du Nouveau-Monde, le peau-rouge, les émerveilla. Ils retrouveront cette image chez l'indien septentrional aussi bien que chez les paysans-pionniers. En outre, l'auteur du *Génie du christianisme* leur découvrit le côté épique des vastes savanes et des forêts de cette terre d'Amérique et du merveilleux « indien<sup>18</sup> ». Quelle riche matière à poésie, quelle manne lyrico-épique ! Et comme nos poètes, tels Lenoir et LeMay, sauront les exploiter. Quelques-uns même tenteront d'écrire l'épopée de ces hommes primitifs.

Aux conceptions grandioses de la « vastitude » américaine vient s'ajouter l'apport lamartinien avec plus de force : le cadre plein d'imprécis, le paysage mesuré à l'état d'âme du moment, l'espace qu'il faut pour esquisser un sentiment élégiaque. Selon Lamartine, le sol n'a pas sa raison d'être en soi, comme en maintes descriptions de Chateaubriand. C'est l'harmonique qui exprime l'amour passionné du pays natal. C'est la corde qui fait vibrer et chanter le terroir. Voilà nos *Méditations* et nos *Harmonies canadiennes*.

La nature, contemplée à une plus ou moins grande échelle, devrait être révélatrice des couleurs locales avec leurs nuances et leurs degrés. Est-ce timidité, myopie ou peur de l'exactitude des mots, mais où et quand parle-t-on de ce firmament unique qu'est le nôtre ? Cette nature canadienne que Crémazie affectionne tant, il lui garde pourtant toute l'imprécision du modèle<sup>19</sup>. Fréchette même, dans son poème *Le Mississipi*, ne se hasarde pas au delà des généralisations; il préfère les mots abstraits aux mots de couleur<sup>20</sup>. *Le Vieil Arbre*, de Pamphile LeMay, sert de témoin à des sentiments intimes. Chez Garneau, la nature devient un spectacle propice à une vision apocalyptique<sup>21</sup>. Quant à Lenoir<sup>22</sup>, il imite l'exotique livresque de Victor Hugo, sans enrichir pour autant sa poésie de la contemplation du sol canadien.

Au manque de précision à décrire le pittoresque de son pays, le poète canadien supplée par l'amour qu'il lui porte. Tout l'incline vers cet amour : préoccupations historiques, politiques, sociales et économiques. Sans même s'en rendre compte, mais toujours avec sincérité, il magnifie une forme imparfaite et chante les regrets de la patrie perdue, la fierté des victoires d'antan, l'amertume de la défaite de 1760, de l'échec plus récent de 1837, le souci de sa survivance, la possession et l'exploitation de son lopin de terre. Tout au long de ses vers il exalte son patriotisme né de l'amour du sol.

<sup>18</sup>Bisson, *Le Romantisme littéraire au Canada français*, p. 257.

<sup>19</sup>Voir *Le Drapeau de Carillon*, *Le Vieux Soldat canadien*.

<sup>20</sup>Crouzet, *Poésie au Canada*, p. 76.

<sup>21</sup>Bisson, *Le Romantisme littéraire au Canada français*, p. 173.

<sup>22</sup>Voir *Dayelle, orientale*.

Sur cet amour patriotique se greffe celui de la famille. Le sol et ses défricheurs sont intimement liés. Ici encore l'influence de Lamartine est prépondérante; celle de Victor Hugo *paterfamilias* est moins profonde, mais elle est réelle.

Ainsi, après le chant de la nature, c'est celui de la famille et du pays natal qu'entonneront nos poètes : toutes leurs strophes en sont empreintes. Cependant, si Fréchette, imitateur du grand Hugo, s'émeut devant les petits et crée notre poésie enfantine, l'élément « amour » embrasse beaucoup plus la famille que l'individu ou la femme. Point de cet amour qui immortalisa *Le Lac* ou *Graziella*. Ni LeMay qui aurait pu être notre paysagiste du cœur, ni Garneau dans ses rares confidences, ni Chapman, ni Crémazie sous le coup de la tristesse ne se sont élevés aux considérations du cœur. En somme le sentiment qui engendre les sociétés n'a semblé digne, chez eux, d'aucun élan artistique, en dépit de l'influence de la poésie de Lamartine et de Musset. On chante le fruit, non la création de l'amour. Quant à l'humanitarisme, thème cher au romantisme français, c'est à peine si on en trouve quelques modestes accents sous la plume de Chapman.

Enfin, le troisième et dernier thème capital qui constitue l'un des principaux éléments de la pensée poétique de l'École de Québec, c'est la religion. C'est en toute connaissance de cause qu'elle pouvait en parler, puisqu'elle en vivait profondément. La religiosité de Chateaubriand et de Lamartine ainsi que le déisme hugolien inspireront nos hommes de lettres. L'un et l'autre répondaient aux aspirations secrètes de nos poètes. Ce n'est certes pas l'apologétique de ces trois écrivains qui les influenceront, mais le « beau religieux » si l'on peut dire, qui donnera à l'austère petit catéchisme un cachet « poétique ». Casgrain rêvera plus grand : exaltant le thème religieux, il voudra fonder un romantisme catholique, romantisme d'ailleurs militant, puisqu'il servirait à combattre le paganisme abusif de la littérature classique<sup>23</sup>; point de vue du reste partagé par Crémazie si l'on se réfère aux lettres qu'il lui écrivait.

Quelle expérience nos poètes avaient-ils de la vie qui leur permit d'énoncer des inspirations purement personnelles et de présenter des thèmes essentiellement canadiens ? Non que nous voulions dire que leurs œuvres soient du plagiat, mais ils usent tous des mêmes procédés nettement influencés par Lamartine, Chateaubriand et Hugo. Ceci explique le nombre restreint d'œuvres canadiennes; selon Dandurand, et je cite, « le pays allait s'enchanter plus encore de la lecture des étrangers qu'il ne devait produire lui-même<sup>24</sup> ».

Nous avons rappelé quelles ont été les influences, l'indécise origine et les thèmes majeurs de ce qu'on a accoutumé d'appeler le romantisme canadien. Le lyrisme patriotique en est presque exclusivement le courant générateur. Il est trinitaire : pays, famille, religion. Ainsi donc, on peut appliquer à nos poètes de 1860, d'une façon générale, ce que Crouzet disait

<sup>23</sup>Marion, *La Bataille romantique au Canada français*, p. 81.

<sup>24</sup>Dandurand, *Le Roman canadien-français*, p. 81.

que Fréchette avait apporté à la poésie canadienne : « Il[s] lui [ont] apporté une richesse d'inspiration romantique, sa souplesse et sa variété de formes et quelques-uns de ses procédés littéraires. Ce romantisme se greffe sur un fond essentiellement patriotique et religieux qui le fait être de son pays et le sauve de l'imitation pure et simple<sup>25</sup>. »

Mais cette expression est-elle vraiment romantique ? Puisque nous semblons contester le bien-fondé de la chose, qu'il nous soit permis avant de terminer de donner un mot d'explication.

Qu'est-ce au juste que le romantisme ? Avant d'être ceci ou cela, il est d'abord esprit et état d'âme ; il faut pouvoir saisir l'un et l'autre au milieu des diverses manifestations qui les ont suscités en France si nous tenons à y apparenter le romantisme canadien. Dans ce pays, comme en Angleterre et en Allemagne, le romantisme exprime une réaction d'abord contre certains aspects du classicisme. Au Canada, il n'y a pas cette réaction car il n'existait pas une littérature classique canadienne non plus qu'une école d'auteurs classiques<sup>26</sup>. Cette réaction est pourtant essentielle : elle manifeste, redisons-le, *l'inquiétude*, ce sentiment duquel est né ce vaste courant romantique « dont les multiples forces, depuis 200 ans, se sont accommodées à la diversité des temps [et] des forces politiques et sociales<sup>27</sup> ». Or, cette nécessaire inquiétude nous semble absente, au départ d'un courant romantique commencé ou continué en Amérique française. Retrouvons-nous dans notre poésie dite romantique cet état d'esprit né de l'inquiétude et fait de réaction, de rupture, de refus, de révolte, de revendication, de retour, de refoulement et de retraite ; du « moi » exalté ; du mélange de sublime et de grotesque, de haine de l'autorité et du bourgeois, de libéralisme et d'éclectisme, de religiosité et de satanisme, de contradiction et de pessimisme ? Où se manifeste cet état d'âme fait de vague, de mélancolie, de mysticisme, de solitude, de sensibilité, de rêveries morbides, de paradis artificiels et de frénésie du subconscient ?

Cet apparemment au romantisme français, dont nous parlions tantôt, est-il vraiment nécessaire ? Non. Le lyrisme canadien aurait pu s'exprimer sans celui-là. S'il a utilisé des procédés et des rythmes romantiques de forme et de style, il lui aurait suffi du préromantisme de Rousseau et de Bernardin de Saint-Pierre pour s'élever au point où nous le trouvons dans nos œuvres poétiques. Ne faudrait-il donc pas parler alors de pararomantisme plutôt que de romantisme, puisque le nôtre se situe à la périphérie de celui-ci ?

<sup>25</sup>Crouzet, *Poésie au Canada*, p. 63.

<sup>26</sup>Bisson, *Le Romantisme littéraire au Canada français*, p. 91.

<sup>27</sup>Levaillant, « Problèmes du romantisme », p. 91.

## Alfred de Vigny et l'antiquité grecque\*

MAURICE LEBEL, M.S.R.C.

L'ŒUVRE d'Alfred de Vigny (1797-1863) est encore aujourd'hui incomplètement éditée. La publication de son *Journal* et celle de sa *Correspondance* restent inachevées. Un érudit de grande classe, Henri Guillemin, a eu la bonne fortune de trouver dernièrement, en fouillant les archives, tout un stock de manuscrits, encore inconnus, d'Alfred de Vigny. Dans le volume récent<sup>1</sup> qu'il vient de lui consacrer — c'est plutôt un recueil de textes de Vigny qu'une étude sur ce grand poète romantique — près de 200 pages sont remplies par des textes inédits de l'auteur des *Destinées* et de *Stello*. Les notes et les commentaires d'Henri Guillemin révèlent beaucoup d'animosité et de partialité à l'égard d'un écrivain dont la grandeur fait aujourd'hui au contraire l'objet d'un reclassement à la fois juste et mérité. Le livre de Guillemin est nettement dirigé contre Vigny. Il se montre tout à fait réfractaire au courant d'opinion actuel des historiens et des critiques littéraires qui tend à faire de Vigny un des plus grands poètes du XIX<sup>e</sup> siècle; même Benedetto Croce est allé jusqu'à l'appeler le plus grand de son siècle. Guillemin partage la critique malveillante et incomplète de Sainte-Beuve<sup>2</sup> envers Vigny, qui traîne encore malheureusement dans tous les manuels d'histoire littéraire. Par bonheur, celle-ci a été relayée de nos jours par quelques grands livres révélateurs, comme ceux de Georges Bonnefoy sur *La Pensée religieuse et morale d'Alfred de Vigny* et de Marc Citoileux sur *Les Persistances classiques et affinités étrangères d'Alfred de Vigny*<sup>3</sup>. C'est sans doute dans cette direction qu'il y aurait intérêt à pousser les travaux plus avant.

Or, il est un aspect qu'on a relativement peu étudié jusqu'ici : c'est celui de l'antiquité grecque dans l'œuvre de Vigny. Pour en mesurer la portée, il importe d'abord de se demander quelle idée les hommes de la Révolution et de l'Empire (1789-1815) se faisaient de la Grèce. Car c'est durant cette période, qui est l'époque préromantique, que Vigny a reçu sa formation. Né en 1797, Vigny entre, dès 1814, dans le corps des « gendarmes rouges » avec le grade de sous-lieutenant, est interné à Amiens durant les Cent-Jours en 1815, fait partie en 1816 du 5<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la garde royale,

\*Extrait d'une communication lue le 9 juin 1956 à l'Université de Montréal au congrès annuel de la Société Royale du Canada.

<sup>1</sup>Henri Guillemin, *M. de Vigny : homme d'ordre et poète* (Paris, 1956).

<sup>2</sup>Sainte-Beuve a été souvent très injuste à l'égard de ses contemporains. Il est surtout un grand historien des lettres, un biographe, un portraitiste incomparable.

<sup>3</sup>Paris, 1946; Paris, 1924.

en garnison à Versailles ou à Vincennes; puis, on le voit en garnison à Rouen en 1821 et l'année suivante, il est promu lieutenant à l'ancienneté; il faisait paraître la même année, en 1822, son premier recueil de vers sous le titre de *Poèmes* (y compris *Hélène*, composé en 1816, soit bien avant les *Orientales* de Victor Hugo, et c'est un poème d'inspiration grecque). C'est donc principalement sous l'Empire et au début de la Restauration que Vigny reçut sa formation.

On aurait tort de s'imaginer que les gens de la Révolution et de l'Empire détestaient les classiques. Loin de négliger les Grecs et les Latins, la littérature révolutionnaire et impériale les aime, les comprend et les utilise à ses fins propres. On les lit dans un autre esprit, on les traduit, on les interprète de nouveau. On vit alors dans un temps de révolte générale : sociale, politique, religieuse, littéraire, esthétique et morale. Et les changements en littérature font partie de changements spirituels plus larges. Les écrivains du temps sont en révolte contre les conventions, les images toutes faites, les préjugés, les abus de pouvoir. Les exemples qu'ils empruntent à la Grèce ou à Rome servent de levain et de force. Plutarque devient le patron des révolutionnaires et le livre de chevet de Charlotte Corday. Mirabeau est nourri de Démosthène. On fait jouer et on publie à cette époque toutes sortes de tragédies déguisées à la grecque ou empruntées à l'histoire antique; Marie-Joseph Chénier, Raynouard, Lemercier, Legouvé, Luce de Lancival et Casimir Delavigne composent des tragédies où figurent des héros tels que : Agamemnon, Hector, Etéocle, Cyrus, Caius Gracchus, Caton (qui commença à apprendre le grec à 80 ans). Et pour le couronnement de l'Empereur, c'est le *Cyrus* de Marie-Joseph Chénier que l'on représenta.

Du reste, l'Empereur lui-même prêchait d'exemple. « L'antiquité et le siècle de Louis XIV » : tel est le mot d'ordre qu'il donnait à Fontanes, le grand réformateur de l'enseignement des lycées et de l'Université. Napoléon est le type par excellence des révolutionnaires. Il se conduit en véritable *Imperator* romain avec ses lauriers et ses aigles. Partout sur son passage il fait dresser des arcs de triomphe dans le style de celui de Titus. Il fait défiler sur des chars les grandes œuvres d'art enlevées à l'Italie comme dépouilles. Il se considère comme un empereur antique, et, c'est nu, comme un héros grec, que Canova, le peintre typique de l'époque, se plaît à le représenter, ainsi que le voulait l'Empereur. Les autres artistes du temps, David et Gros, Girodet et Proudhon, sont nourris de l'antiquité grecque, comme en témoignent les personnages et les scènes de leurs toiles. Bien plus, on vit alors et on s'habille à la grecque ou à la romaine. Le costume et le mobilier sont grecs ou romains. On s'habille, on se coiffe à la Titus; c'est l'époque du célèbre Talma, le grand acteur en toge. On s'appelle Brutus, Casca, Horace ou Aristide, Philippe, Alexandre. On emploie les noms des institutions et des magistratures de Grèce ou de Rome. On crée le Conseil des Cinq Cents et on construit le champ de Mars où les vainqueurs sont couronnés. L'arc de triomphe du Carrousel rappelle l'arc de Titus, comme la colonne



Vendôme la colonne Trajane, la Madeleine le Parthénon ou Paestum, la rue de Rivoli Paestum. Et Corinne, l'héroïne du roman de Madame de Staël, paraît sur un char antique en costume de Sibylle.

Ce goût de l'antique profita aux études grecques et latines. On se met à réapprendre le grec et le latin. C'est l'époque de Burnouf et de ses manuels, qui ont eu tant d'influence sur notre enseignement secondaire au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Les études grecques et latines connaissent un regain de ferveur et se relèvent dans l'esprit même de Rollin. La pédagogie des langues anciennes fait alors beaucoup de progrès. Madame de Staël, dans son livre *De l'Allemagne*, parle longuement de la philologie allemande relative à la Grèce, et, dans son fameux ouvrage *De la littérature*, elle consacre quatre chapitres sur sept à la Grèce. Bref, la restauration des études classiques fut si poussée de 1795 à 1820 qu'elle retarda, en partie du moins, le plein épanouissement du romantisme français; c'est même en partie pourquoi ce dernier est en retard sur le romantisme allemand et anglais, italien et polonais.

Mais, me direz-vous, qu'est-ce que la Grèce signifiait au juste pour ces hommes de la Révolution et de l'Empire ? Elle signifiait la liberté des règles artificielles ou tyranniques et la disparition du culte d'Aristote. Le philosophe de Stagire n'était plus regardé comme le dictateur du goût correct en littérature. Cette attitude était d'autant plus raisonnable qu'Aristote n'avait jamais créé de règles absolues; on s'était seulement avec les siècles réfugié derrière son autorité parce qu'on préférait l'autorité à la liberté. La Grèce signifiait aussi à l'époque préromantique une nouvelle interprétation de l'antiquité et de la beauté grecques. Si l'on se plaît alors à porter des robes à la grecque, comme les Grâces des marbres Elgin, si le peintre Canova représente Pauline Bonaparte à demi-nue dans une attitude grecque, c'est que l'on tient à exprimer ainsi sa fraîche et jeune admiration de la beauté des statues grecques et des draperies du nu. On voit paraître en plusieurs pays des amoureux passionnés de la beauté grecque. Ce sont, par exemple, en Angleterre, Byron, Keats et Shelley; en Allemagne, Goethe et Hölderlin; en France, Chateaubriand (l'auteur des *Martyrs* et de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*), Alfred de Vigny, Victor Hugo (le poète des *Orientales*) et Gérard de Nerval, le plus grec<sup>5</sup> des poètes romantiques français après Vigny.

L'art grec classique devient un symbole de liberté politique. La Grèce, occupée par des Turcs depuis 1453, secoue le joug de l'occupant et reconquiert son indépendance de 1821 à 1829. On rêve à la Grèce héroïque d'Homère, à la Grèce du Parthénon et à celle de Démosthène. En politique, la Grèce signifiait la liberté de l'oppression. En religion, elle signifiait le

<sup>4</sup>La bibliothèque centrale de l'Université Laval possède un bon nombre d'exemplaires des manuels de Burnouf. Ce sont, pour la plus grande part, des dons de prêtres-éducateurs.

<sup>5</sup>Il n'y a rien de plus athénien que *Sylvie*.

paganisme et la lutte au christianisme. C'est dans l'élite intellectuelle que se répand le culte du paganisme grec. Ainsi on dédie *Notre-Dame de Paris* à une déesse classique, la Raison, incarnée dans le corps d'une actrice contemporaine. Ce néo-paganisme ou ce culte de la Grèce anti-chrétienne, qui va atteindre son point culminant dans des écrivains tels que Ménard, Swinburne, Nietzsche, Pierre Louys, Anatole France, est loin d'être mort aujourd'hui, car pour plusieurs écrivains anglais et américains, allemands et français, grecs et italiens du XXe siècle, les dieux grecs de l'Olympe sont loin d'être morts.

Ce que la Grèce signifiait aussi pour les hommes de la Révolution et de l'Empire, c'était le culte de la nature. Non pas de la nature extérieure, car les Grecs l'ont relativement peu décrite : cela est plutôt une création ou un culte des romantiques. Mais de la nature au sens profond de l'âme humaine. Homère, les tragédies, les poèmes lyriques ou les chansons : voilà ce qu'on admire et aime le plus dans la littérature grecque, parce que tout cela est naturel et satisfait les aspirations fondamentales de l'âme. Ainsi la mort, qu'elle soit représentée sur les flancs unis d'une urne ou en saillie sur un bas-relief, paraît toujours sous les traits sereins de personnages qu'on dirait vivants; on y voit le mort et le vivant se donner la main comme à la veille d'un long voyage. Sans doute est-ce triste et inévitable. Mais tout cela déborde de naturel et de vie.

En dernier lieu la Grèce signifiait à l'époque romantique l'évasion vers le soleil, la mer bleue, le ciel bleu, les montagnes, les arbres fruitiers, le sourire aux milles paillettes d'or de la mer qui recommence toujours. La Grèce, c'était l'évasion, l'exotisme, la fuite du monde environnant, l'exode, la sortie ou le dépouillement de soi; peut-être aussi un certain mépris du pays natal pour cette terre privilégiée des dieux, des mythes, du soleil et de l'azur, qui a beau être vieux, mais qui est toujours jeune comme Homère ou le lever de l'aurore aux doigts de roses.

C'est dans cette atmosphère de renaissance que baigna la jeunesse studieuse du futur poète romantique. Le jeune Vigny, durant ses années d'étude à Paris, au collège et surtout le soir, à la maison, dans la bibliothèque paternelle, aborda la Grèce par la voie indirecte et par la voie directe. Par la voie indirecte, en lisant et en étudiant Racine et Chénier, ses poètes favoris, qui restent aussi les deux poètes français les mieux pénétrés de l'esprit grec. Par la voie directe, en traduisant Homère, en lisant Platon, Eschyle, Théocrite, Julien et saint Jean Chrysostome. Laissant ici de côté l'influence directe de Racine et de Chénier, qui est nettement visible dans les *Poèmes*, bornons-nous à souligner celle des écrivains grecs que nous venons de mentionner.

Commençons par le commencement, c'est-à-dire par Homère qui est le père de la poésie et toute poésie même. Fait singulier, voire unique dans la poésie romantique française, Vigny traduisit Homère du grec en anglais directement, prenant plaisir à comparer ensuite sa traduction à celle de Pope, ce qui présupposait déjà, à seize ans, une solide connaissance et du

grec et de l'anglais<sup>6</sup>. A dire vrai, Vigny fut, avec Sainte-Beuve, le seul poète romantique français à bien savoir l'anglais<sup>7</sup>. Vigny avait un véritable culte pour Homère. Dans le chapitre xxxviii de *Stello*<sup>8</sup>, intitulé « Le Ciel d'Homère », il prend ouvertement la défense du poète grec, que Platon avait jadis chassé, bien à regret, de sa *République* idéale. Vigny avoue lui-même être de la lignée d'Homère; il a osé appeler ses poèmes « homériques ». Et, comme lui, il se considère un moraliste épique. De plus, *Hélène* et *Eloa* ont pour titres des chants homériques; même *Hélène* renferme plus d'un vers traduit d'Homère. Mais ce n'est pas seulement par la traduction d'Homère que Vigny a appris à connaître l'art homérique; c'est aussi par l'étude d'André Chénier, qu'il a imité de très près, surtout au début de sa carrière poétique. Il suffit de comparer, par exemple, le *Moïse* de Vigny à *L'Aveugle* de Chénier pour mesurer tout ce que le poète des *Destinées* doit à l'art de Chénier.

Vigny a beau traduire Homère magistralement et l'imiter même d'assez près en certains poèmes, il ne faudrait pas croire, cependant, pour cela que le poète français est de la même stature que le poète grec. Il manque à Vigny, par exemple, la progression dans le récit, qui est l'une des plus grandes qualités de la poésie homérique; les récits de Vigny sont en général peu animés, ils sont composés plutôt de tableaux ou de bas-reliefs, comme *Le Cor* ou *La Mort du loup*. En revanche, il possède à un rare degré le sentiment de la proportion et de la composition; de tous les poètes romantiques, il est sans doute celui qui compose le mieux; ses œuvres ont l'unité, la clarté et l'harmonie de théorèmes ou de hautes démonstrations mathématiques. Il a aussi en partage le don merveilleux de sculpter des bas-reliefs. *Moïse*, *La Colère de Samson* et *Le Mont des Oliviers* développent, il est vrai, des sujets bibliques, mais sont des poèmes grecs, homériques, de facture et d'idées. Ces poèmes, qu'il appelle homériques, renferment des idées chères à Homère : la hantise du destin, la disproportion des biens et des maux dans le monde, la perfidie de la femme ou la méfiance de l'homme à l'égard de la femme, la haine de l'éternité. Ces quatre thèmes fondamentaux ont trouvé comme une formule ou un symbole dans l'*Iliade* et l'*Odyssée*.

Vigny a longuement pratiqué Eschyle, surtout l'*Orestie*. Le poète grec y développe des idées qui sont aussi chères au poète français du XIX<sup>e</sup> siècle. S'il pouvait revenir parmi nous, il ne manquerait certes pas de se reconnaître dans le poème des *Destinées*. Il y a un je ne sais quoi d'eschyléen de ton et de facture dans ce poème lyrique de Vigny, qui se déroule comme un chœur de tragédie. Il fait naturellement penser aux *Euménides*, dont il imite

<sup>6</sup>Gérard de Nerval, lui, à vingt ans, traduisit *Faust*, et sa traduction, un véritable chef-d'œuvre, contribua énormément à faire connaître Goethe en France et même révéla le grand poète allemand à lui-même.

<sup>7</sup>Il devait à 28 ans, en 1825, épouser une jeune Anglaise, Miss Lydia Bunbury, et faire ensuite plusieurs séjours en Angleterre. Mais il n'arriva jamais à parler l'anglais convenablement.

<sup>8</sup>Ed. Baldensperger, pp. 243-52.

le plan; le parallélisme de la composition est frappant dans les deux œuvres, où l'on voit la même image des Erynnies acharnées contre les hommes. C'est tout le problème du stoïcisme ancien à la manière d'Eschyle qui y est posé, sur lequel d'ailleurs il y aurait lieu de s'arrêter, car presque toute l'œuvre de Vigny est imprégnée de stoïcisme. En tout cas, le poème des *Destinées*, que Vigny écrivit au Maine-Giraud (Charente) en 1849 et qui parut en 1864, soit un an après sa mort, résume l'attitude foncière du poète à l'égard du fatalisme et du destin. De plus, le poème *La Dryade*, que Vigny composa à l'âge de vingt-cinq ans, en 1822, a pour épigraphe une citation d'Eschyle en grec, suivie de la traduction personnelle de Vigny : « Honorons d'abord la Terre, qui, la première entre les Dieux, rendit ici les oracles... J'adore aussi les Nymphes. » Un autre poème, *Le Somnambule*, qui a été écrit dans le goût forcené de l'époque et qui présente un tableau romain fort médiocre, possède aussi en épigraphe quelques vers d'Eschyle, dont voici la traduction : « Voyez, en esprit, ces blessures : l'esprit, quand on dort, a des yeux, et quand on veille, il est aveugle. » Ajoutons que ce poème est dédié à Monsieur Soumet, l'auteur de *Clytemnestre* et de *Saul*. C'était la mode, dans les premières années du romantisme français, entre 1820 et 1830, d'emprunter des épigraphes aux auteurs classiques. Mais Vigny est le seul à s'inspirer d'Eschyle, comme il est aussi le seul à aimer profondément la Grèce<sup>9</sup>. D'Eschyle, ce sont surtout les *Euménides* qui ont le plus nourri son esprit.

Vigny a imité aussi Théocrite. Poète grec de l'école alexandrine, dont Virgile lui-même s'était inspiré pour les *Bucoliques*, Théocrite jouissait d'une grande réputation en France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>. Or, il est intéressant de noter ici que c'est surtout par l'intermédiaire d'André Chénier et de Millevoye que Vigny a été initié à l'art de Théocrite. Le poème *La Dryade*, par exemple, est une idylle écrite dans le goût de Théocrite; deux bergers, Ménalque et Bathylle, y racontent leurs joies et leurs tendresses, alors que la déesse du chêne, la dryade protectrice des amours, prête l'oreille à leurs déclarations. Un autre poème, *Symétha*, dont le titre a été sans doute emprunté par Vigny à Millevoye, qui avait traduit *La Magicienne* de Théocrite sous le titre de *Symétha*, ou, *Le Sacrifice magique*, est une adaptation de la deuxième idylle de Théocrite et est écrit à la manière grecque et païenne de *La Jeune Tarentine* de Chénier; *Symétha* est un écho, pour ne pas dire une réplique ironique à *La Jeune Tarentine*, car c'est à ce poème de Chénier que *Symétha* fait le plus penser. Vigny, qui avait un goût prononcé pour l'ordre et la composition, a groupé les trois poèmes que nous venons de mentionner : *Symétha*, *La Dryade* et *Le Somnambule*, sous le titre particulier de l'antiquité homérique dans le livre antique de ses *Poèmes antiques et modernes*, dont la première publication remonte à 1822.

Outre Homère, Eschyle et Théocrite, Vigny connaissait bien aussi Platon.

<sup>9</sup>C'est principalement la lecture de Racine et de Chénier qui lui a fait connaître et aimer la Grèce. Mais à l'instar de Racine, Vigny n'a jamais été en Grèce.

Plusieurs dialogues du philosophe grec idéaliste lui étaient même très familiers. Des idées chères à Platon telles que : le rôle du petit démon intérieur, la métempsycose, la réminiscence, le mythe de la beauté céleste et de la beauté terrestre, l'ascension de l'homme vers les idées, le gouvernement des philosophes et des penseurs; tous ces thèmes se retrouvent dans Vigny. La théorie de l'esprit et des idées, que Platon a si souvent exprimée, est largement développée par Vigny dans *La Maison du berger*, *La Bouteille à la mer* et *Les Oracles*. Vigny appelle, lui aussi, les idées à la vie céleste. Et son poème *La Flûte* est un dialogue platonicien sur l'immortalité de l'âme; l'instrument y gêne la lèvres, comme le corps gêne l'âme; seule l'âme la délivrera. C'est aussi le poème qui fait le mieux revivre l'art de Platon.

Le platonisme connaissait alors un regain de ferveur. Victor Cousin, qui faisait des cours sur Platon à la Sorbonne depuis 1815, jouissait d'un grand prestige auprès des intellectuels et des écrivains. Il avait publié en 1882, l'année même des *Poèmes* de Vigny, un ouvrage resté célèbre intitulé : *Le Vrai, le beau, le bien de Platon*. L'éclectisme de Cousin a beaucoup influé sur Vigny et, incidemment, sur Lamartine et Victor Hugo. Car c'est surtout par les traductions et les ouvrages de Cousin que les poètes romantiques français ont été initiés à Platon. On voit Vigny s'intéresser aux rapports entre le platonisme et le christianisme, et cela, dès 1816, alors qu'il écrivait *Hélène*, son grand poème grec en trois chants, qui devait paraître six ans plus tard en 1822. *Hélène* s'écrit au chant second :

O terre de Pallas ! contrée au doux langage !  
Ton front ouvert sept fois, sept fois fit naître un sage.  
Leur génie en grands mots dans les temps s'est inscrit,  
Et Socrate mourant devina Jésus-Christ<sup>10</sup>.

Vigny avoue lui-même dans son *Journal*<sup>11</sup> qu'il pleurait d'admiration en lisant le poème de Lamartine sur *La Mort de Socrate*. Dans *Cinq-Mars* le sage de Thou déclare au héros avec un enthousiasme juvénile :

Ah ! Cinq-Mars, je ne vous reconnais plus ! que vous étiez différent autrefois ! Je ne vous le cache pas, vous me semblez bien déchu : dans ces promenades de notre enfance, où la vie et surtout la mort de Socrate faisaient couler de nos yeux des larmes d'admiration et d'envie; lorsque, nous élevant jusqu'à l'idéal de la plus haute vertu, nous désirions pour nous dans l'avenir ces malheurs illustres, ces infortunes sublimes qui font les grands hommes; quand nous composions pour nous des occasions imaginaires de sacrifices et de dévouement; si la voix d'un homme eût prononcé entre nous deux, tout à coup, le mot seul d'ambition, nous aurions cru toucher un serpent<sup>12</sup>...

<sup>10</sup>Ce vers n'aurait pas déplu à Jean-Jacques Rousseau, qui en a d'ailleurs fourni l'idée à Vigny.

<sup>11</sup>« Je n'ai jamais lu deux *Harmonies* ou *Méditations* de Lamartine sans sentir des larmes dans mes yeux. Quand je les lis tout haut les larmes coulent sur ma joue. » Ed. Baldensperger, p. 224.

<sup>12</sup>Ed. Baldensperger, chap. XI, « Les Méprises », pp. 178-9.



Vigny a été comme obsédé par le personnage de Socrate. Aussi a-t-il jugé bon de créer le Socrate XIX<sup>e</sup> siècle en la personne du docteur Noir, le héros du roman *Stello*. *Stello* est un dialogue platonicien. La dialectique, le discours suivi, le mythe, l'ironie, la maieutique, la définition, le symbole y sont tour à tour employés comme dans Platon. Comme Socrate, le docteur Noir compare ses soins à ceux des sages-femmes. A l'instar de Platon, il fait le procès de la famille, qu'il poursuit, d'ailleurs, dans *La Colère de Samson*; puis, il rejette, lui aussi, le régime démocratique, le gouvernement de la multitude. Vigny ose même prendre à partie l'auteur de la *République* sur les trois points suivants : l'éducation en commun de l'homme et de la femme, la communauté des femmes et des enfants, le gouvernement de la société par les philosophes. Aristophane avait jadis ridiculisé dans ses comédies ces idées utopiques chères à Platon; c'étaient même peut-être même seulement des paradoxes dans l'esprit du philosophe de l'Académie, qui ne manquait certes pas d'humour pour tourner hommes et idées en ridicule. En tout cas, l'auteur de *Stello* ne se gêne pas pour dire ce qu'il pense des paradoxes de Platon. Il prend même la défense d'Homère contre Platon, qui chasse bien à regret, les larmes aux yeux, le poète épique de sa *République* idéale, à la fin du Xe livre. Il faut lire dans le chapitre xxxviii de *Stello*, intitulé : « Le Ciel d'Homère », non seulement un fervent plaidoyer en faveur d'Homère, mais aussi une critique sévère du philosophe moraliste, qui s'était montré injuste pour le grand poète grec.

C'est dans le roman *Daphné*, qui parut seulement en 1912<sup>13</sup>, que l'on peut voir l'influence conjuguée de Platon, de Julien l'Apostat et de saint Jean Chrysostome. Il faut considérer *Daphné* comme un roman théosophique, une espèce de consultation, à la manière de *Stello*. La méditation solitaire y est prescrite comme une ordonnance. C'est à Daphné que Julien, l'élève du philosophe et rhéteur Libanius, se livre à l'étude de Platon et reconnaît la suprématie de la philosophie. *Daphné* décrit et représente le règne de la philosophie sur le monde rêvé par Platon. Aussi *Daphné* est-il le sanctuaire par excellence de la philosophie, voire le centre du monde. La méthode, le cadre, la doctrine, l'ironie, la maieutique, la définition : Vigny emprunte tout cela à Platon pour son roman, qui ressemble beaucoup à un dialogue platonicien. On y assiste souvent, par exemple, aux longs acheminements d'une discussion socratique. C'est l'essence même de la maieutique dont les trois principaux éléments sont la dialectique, le mythe, le discours suivi (pp. 135-42, 157-9).

Tout le roman *Daphné* présente une couleur platonicienne. La description du pays est empruntée au *Premier Alcibiade*. On dirait que Vigny a voulu refaire le *Banquet*; le banquet lui-même est décrit, avec ses traits essentiels, qui sont la sobriété et la discussion philosophique. Et l'irruption de Julien dans la salle, comme celle d'Alcibiade dans Platon, fait rebondir la discussion. D'ailleurs, Vigny a emprunté plus d'un trait à différents

<sup>13</sup>*Daphné* a été publié en 1912, dans la *Revue de Paris*, par M. Fernand Gregh.



dialogues de Platon; le silence socratique est tout particulièrement bien rendu (pp. 90, 113, 117, 126, 159); Libanius et Julien se couvrent la tête de leur manteau (pp. 126, 159), comme les personnages du *Phédon*; le *Phédon*, incidemment, est le dialogue de Platon le mieux connu des romantiques. Que de réminiscences du *Phédon* dans *Daphné* (pp. 78, 114, 122-3) ! Plus d'une scène fait aussi penser à l'arrivée chez Callias dans *Protagoras* (p. 89) ou à Socrate allant se baigner dans *Criton* (p. 162). Vigny s'est sans doute inspiré de Platon pour décrire le démon intérieur (pp. 146-7). Quant à la doctrine de l'ascension des âmes vers Dieu (p. 120), le poète romantique l'a empruntée au *Phèdre* et au *Banquet*; il a même repris à son compte la métaphore des ailes de la pensée, si chère au philosophe grec, et si l'homme aspire à contempler l'essence divine, c'est qu'il se souvient de l'avoir déjà contemplée (p. 146).

Vigny connaît bien aussi Julien<sup>14</sup>, son époque et ses ouvrages. A vrai dire, il eût aimé vivre au temps de Julien, qui est à la fois l'âge d'or des sophistes et le siècle des Pères de l'Eglise grecque chrétienne, de Basile, de Jean Chrysostome, de Grégoire de Nazianze et de Grégoire de Nysse. Pour Vigny, Julien, dont la mort fait penser à celle de Socrate (p. 174), incarne le poète philosophe devenu empereur; c'est Chatterton, couronné empereur. Car Vigny développe dans son roman *Daphné* une idée qui lui est bien chère : un grand esprit est toujours en butte à son milieu; le philosophe ou le penseur est pourtant le meilleur chef d'Etat qui soit. Il entre beaucoup de préjugés, voire de sectarisme, dans le portrait qu'il trace de Julien. Il ne laisse aucun défaut à son héros, et pourtant il le rapproche de Luther et de Voltaire (p. 191). Il nous montre Julien marchant un livre de Platon sous le bras et ne se livrant qu'à des discussions philosophiques (p. 117); c'est lui qui aurait le mieux réalisé la pensée de Marc-Aurèle, il le place même après sa mort à la droite de l'empereur philosophe (p. 117). Aucune ombre au portrait physique, intellectuel et moral. Vigny insiste surtout sur l'intelligence, la pensée et l'âme de Julien. Ce dernier, avant d'être philosophe, fut poète, mais, à l'instar de Platon, il brûla ses vers. Julien fut d'abord un mystique chrétien (p. 96), puis un mystique platonicien (pp. 146-8), à la fin un incroyant. En effet il ne croit plus ni au christianisme ni au paganisme, dont il se moque également dans sa *Satire des Césars*. Au fond, Julien, c'est Vigny. Ce sont deux âmes sœurs, rationalistes, qui raillent les dogmes chrétiens, mais qui ont soif du divin et affichent une certaine forme de stoïcisme. Trois des dix personnages de *Daphné* sont des stoïciens : Basile, Julien et Paul de Larisse. Tous les trois acceptent leur condition. Mais c'est Paul de Larisse qui pose au champion du stoïcisme. Esclave de Libanius et de Julien, il est rude, volontaire, laconique de langage, fier d'esprit et tout

<sup>14</sup>Il écrit dans son *Journal* le 18 mai 1833 : « Je ne puis vaincre la sympathie que j'ai toujours eue pour Julien l'Apostat. » Et le 5 novembre 1832 il écrivait aussi dans son *Journal* : « J'étais lieutenant de la Garde Royale, en garnison à Versailles, en 1816, je crois, lorsque je fis une assez mauvaise tragédie de *Julien l'Apostat*, que j'ai brûlée dernièrement. »

à fait hautain, voire méprisant en face de la douleur (pp. 25, 98, 109, 139, 160, 168). Sa mort est décrite comme un suicide stoïcien.

Autant Vigny n'a vu que des qualités dans Julien, autant il n'a vu que des défauts dans saint Jean Chrysostome. Ce dernier a beau être nourri de Platon et avoir été formé à la meilleure école d'Athènes, il ne possède que des défauts, au dire de Vigny. Il prend plaisir à le défigurer et à le considérer comme un homme inspiré du diable (p. 207). Sans doute Vigny a-t-il lu *Le Traité du Sacerdoce* pour décrire la jeunesse de Jean Chrysostome; mais ce n'est certes pas dans *Daphné* que l'on peut trouver une solide et exacte biographie de Jean. Vigny, cependant, nous parle avec sympathie de Basile, qui était aussi avocat, comme Jean; et l'on assiste à Athènes à une représentation du *Prométhée* d'Eschyle (p. 116). Mais Vigny, au fond, trahit saint Jean Chrysostome. Loin de nous représenter une image exacte ou fidèle de la foi au IV<sup>e</sup> siècle et de dépeindre les mœurs chrétiennes objectivement, il prend plaisir à démontrer l'infériorité morale du chrétien sur le païen et à donner des mœurs chrétiennes une peinture nettement défavorable. Il y représente les religieuses comme des courtisanes, il exagère à dessein la corruption du temps. Il soutient des idées chères à Voltaire et à Gibbon. Pour lui, le christianisme marque un recul sur l'hellénisme; les peuples de Grèce et de Rome sont des peuples de sophistes; seuls les barbares ont l'âme assez grossière pour sauver la religion chrétienne et la morale. Les *Homélies* de Jean ne révèlent rien de semblable. Evidemment, Vigny travestit la pensée de Jean Chrysostome, dont il connaît pourtant fort bien l'œuvre. Il révèle dans ce roman posthume un esprit sectaire, voltairien; on dirait un sophiste du Bas-Empire, un protestant du paganisme.

Il montre aussi sa préférence marquée pour le stoïcisme<sup>15</sup>. L'affranchissement de la servitude militaire, puis le mépris des conditions humaines et le prix de la volonté : voilà ce que Vigny a emprunté au stoïcisme d'Epictète et de Marc-Aurèle, dont il a longuement pratiqué les œuvres. Le stoïcisme, on le trouve fort bien exprimé dans *Chatterton*, *Servitude et grandeur militaires*, puis dans des poèmes tels que : *Wanda*, *La Mort du loup*, *La Bouteille à la mer* et *Les Destinées*. D'ailleurs, une image favorite de Vigny, qui est empruntée à Platon et à Pascal, est la comparaison de la vie avec une prison. Nous y sommes enfermés sans trop connaître notre procès. Le *Journal* de 1832 résume ainsi le problème religieux sous une forme à la fois ironique et douloureuse :

<sup>15</sup>Il écrit en 1834 dans son *Journal* : « Le stoïcien est optimiste... L'esprit oriental et la religion dominant l'esprit grec et la philosophie. Je lis Epictète pour la première fois en grec et en latin et je suis convaincu que Pascal voulait faire un ouvrage de pensées détachées du manuel euchiridion. Je rencontre à chaque pas des tournures de phrase pareilles à celles de Pascal et de La Bruyère. Ils furent tous deux imitateurs de la forme d'Epictète... Les Stoïciens bons, désespérés et doux. Forts et miséricordieux... Platon est stoïcien dans sa *République* et dans le *Livre des lois*. Tous les philosophes anciens furent plus ou moins stoïciens ou épicuriens avec des différences fort peu sensibles... Les stoïciens étaient les *trappistes* de l'antiquité. Ils couchaient sur un bois de lit avec une paillasse. »

Voici la vie humaine.

Je me figure une foule d'hommes, de femmes et d'enfants, saisis dans un sommeil profond. Ils se réveillent emprisonnés, ils s'accoutument à leur prison et s'y font de petits jardins. Peu à peu, ils s'aperçoivent qu'on les enlève les uns après les autres pour toujours. Ils ne savent ni pourquoi ils sont en prison ni où on les conduit après, et ils savent qu'ils ne le sauront jamais.

Cependant, il y en a parmi eux qui ne cessent de se quereller pour savoir l'histoire de leur procès, et il y en a qui en inventent les pièces; d'autres, qui racontent ce qu'ils deviennent après la prison, sans le savoir.

Ne sont-ils pas fous ?

Il est certain que le maître de la prison, le gouverneur, nous eût fait savoir, s'il l'eût voulu, et notre procès et notre arrêt.

Puisqu'il ne l'a pas voulu et ne le voudra jamais, contentons-nous de le remercier des logements plus ou moins bons qu'il nous donne, et puisque nous ne pouvons nous soustraire à la misère commune, ne la rendons pas double par des querelles sans fin. Nous ne sommes pas sûrs de tout savoir au sortir du cachot, mais sûrs de ne rien savoir dedans...

Je sens sur ma tête le poids d'une condamnation que je subis toujours, ô Seigneur ! mais, ignorant la faute et le procès, je subis ma prison. J'y tresse de la paille pour l'oublier quelquefois : là se réduisent tous les travaux humains. Je suis résigné à tous les maux et je vous bénis à la fin de chaque jour, lorsqu'il s'est passé sans malheur. Je n'espère rien de ce monde et je vous rends grâce de m'avoir donné la puissance du travail, qui fait que je puis oublier entièrement en lui mon ignorance éternelle<sup>16</sup>.

On comprend alors pourquoi certains écrivains contemporains, qui se plaisent à écrire des essais, des romans, des drames, des poèmes de série noire, trouvent dans Vigny comme un frère spirituel, une âme sœur, dont ils partagent en grande partie la philosophie pessimiste et sombre. La réhabilitation de Vigny, à laquelle on assiste depuis une vingtaine d'années, s'accorde parfaitement à l'atmosphère et aux tendances d'un important secteur de la littérature française d'aujourd'hui. Le retour à Vigny coïncide aussi avec le retour à l'antiquité grecque, qui est l'un des traits caractéristiques de la pensée et de la littérature françaises contemporaines.

<sup>16</sup>*Journal*, pp. 172, 214.

The first of these is the fact that the  
the second is the fact that the  
the third is the fact that the

the fourth is the fact that the  
the fifth is the fact that the

the sixth is the fact that the  
the seventh is the fact that the

the eighth is the fact that the  
the ninth is the fact that the

the tenth is the fact that the  
the eleventh is the fact that the

the twelfth is the fact that the  
the thirteenth is the fact that the

the fourteenth is the fact that the  
the fifteenth is the fact that the

## Le Retour de Jean-Baptiste Meilleur au Canada

LÉON LORTIE, M.S.R.C.

**J**EAN-BAPTISTE MEILLEUR revint au Canada, tout au début de 1826, après un séjour de près de cinq années dans les états de la Nouvelle-Angleterre. Sur le conseil de son ami John Holmes, ancien élève du collège de Dartmouth, il avait quitté Montréal en 1821 pour aller étudier la médecine à Castleton, dans le Vermont. Il venait alors de terminer sa rhétorique au Petit Séminaire de Montréal. N'ayant pas suivi les cours de philosophie et de sciences, il lui fallut acquérir ces connaissances au collège de Middlebury auquel était affiliée la Vermont Academy of Medicine de Castleton.

Meilleur était bien en état de profiter de tout ce que pouvait lui procurer son séjour aux Etats-Unis. Il était plus âgé que la moyenne des étudiants car il avait commencé très tard ses études classiques. Né en 1796, il n'était entré au collège qu'en 1815. Il avait donc vingt-cinq ans lorsqu'il arriva à Middlebury. La maturité de son esprit, son ardeur au travail et le désir qu'il avait d'arriver suppléaient à la facilité et à la mémoire plus fraîche de ses cadets.

Il avait commencé de bonne heure à connaître le poids des responsabilités. Fils unique, orphelin à deux ans, il dut travailler de ses mains pour subvenir à ses besoins car les ressources de sa mère étaient modestes. L'adolescent fut témoin de l'invasion américaine de 1812 et du désordre qu'elle causa dans la vie de ses compatriotes. On croit même qu'il fit le coup de feu parmi les miliciens.

Mais ce qui le caractérise le mieux, c'est le grand désir qu'il a de s'instruire et le cas qu'il fait des bienfaits de l'instruction. C'est avec ces dispositions qu'il commence ses études scientifiques et médicales. Il ne néglige aucune occasion d'apprendre. En dehors des cours, il cherche à rencontrer des gens qui pourront augmenter ses connaissances, il se renseigne sur les institutions qu'il fréquente, il veut en connaître le fonctionnement. Surtout, il compare l'état florissant où se trouvent les maisons d'enseignement de ces petites villes à la pénurie de celles du Canada. Ce qui le frappe le plus c'est l'orgueil des citoyens de posséder chez eux une institution de ce genre, les sacrifices qu'ils s'imposent pour son établissement et son soutien, leur joie de profiter des bienfaits que répand l'instruction.

En causant avec ses maîtres et avec les notables de Middlebury, bien des fois la conversation doit revenir sur ce sujet. Les marbriers de cette petite ville connaissent Montréal et Québec car ils sont en relation d'affaires avec les villes canadiennes auxquelles ils fournissent le marbre nécessaire à l'érection des monuments. De plus, quelques années auparavant, en 1815,

le *Literary and Philosophical Repertory*, revue qui paraissait à Middlebury, avait publié une lettre d'une trentaine de pages que son auteur écrivait de Montréal, le 9 septembre 1815. Cette lettre s'intitule : « A Concise Description of a Journey from Middlebury to Montreal with Some Account of That City in a Letter to a Distant Friend ». Mgr Maurault en a déjà cité quelques passages dans son histoire du Petit Séminaire de Montréal. L'auteur de la lettre se fait une bien piètre idée de l'enseignement que donnent les Messieurs du Séminaire. Selon lui, il est en retard de deux cents ans sur les programmes français et d'un bon demi-siècle sur les cours correspondants aux Etats-Unis. Il s'étonne aussi de constater qu'il n'y ait pas de bibliothèque scientifique et que les élèves n'aient pas à leur disposition les œuvres des savants contemporains. En somme, il n'a pas une grande confiance dans les méthodes pédagogiques des éducateurs mont-réalais.

Meilleur, pour le bénéfice de ses amis américains, traduit en 1822 l'histoire du collège de Montréal qu'avait écrite M. Roux, le supérieur de cette institution. Il ne faisait pas que renseigner les autres. Cette tâche qu'il s'était assignée de faire connaître son Alma Mater lui en faisait mieux connaître les insuffisances, lui révélait la pauvreté des siens et le peu d'encouragement qu'ils donnaient à l'instruction. Dans le même temps, il remplissait ses yeux et ses oreilles de tout ce qu'il pouvait voir et entendre, en gardant le souvenir pour le jour où, revenu chez lui, il se proposait d'en faire profiter ses compatriotes.

Deux faits ont dû le frapper singulièrement. L'un se rapporte à la construction du collège même de Middlebury. La première maison où le collège fondé en 1800 par Jeremiah Atwater s'était installé devint rapidement trop petite. Vers 1810, il fallut songer à construire un établissement plus considérable et qui pût répondre aux besoins de l'avenir. La générosité des habitants se donna libre cours. Chacun souscrivait, qui de l'argent, qui des matériaux, qui des journées d'ouvrage ou une partie de sa récolte. Une petite rivière partageait la ville en deux parties dont chacune revendiquait l'honneur de voir le collège s'ériger chez elle. On mit à profit cette rivalité : le collège serait construit dans la partie de la ville qui aurait offert d'avantage. Lorsque l'ouest eut remporté la victoire, on invita les gens de l'est à se montrer bon perdants et à verser quand même leur offrande, ce qu'ils firent de bonne grâce. Le récit de ces événements, pas très anciens, embellit encore par les souvenirs de ceux qui en avaient été les acteurs et les protagonistes, édifia l'étudiant en médecine qui l'écoutait. Son admiration était grande pour ces hommes qui appréciaient à un tel point les bienfaits de l'enseignement. Elle ne fera que grandir.

Le second de ces faits touche de près la personne de son maître et ami Frederick Hall, professeur d'histoire naturelle. Lorsqu'en 1807 il fut nommé à ce poste, aux émoluments de quatre cents dollars par année, les principaux citoyens de Middlebury se cotisèrent pour payer ce montant. Aussitôt après, il partit pour l'Europe où il demeura deux ans. Il fréquenta les savants



renommés de l'époque. A son retour son enseignement fit merveille, si bien que les syndics du collège décidèrent de porter son traitement à six cents dollars, soit cent dollars de plus que ce que touchait le président Atwater lui-même. On savait reconnaître le mérite d'un tel éducateur dont la renommée attirait à l'institution de nombreux élèves et la sympathie du public. Meilleur croyait rêver. Quel contraste avec ce qu'il avait vu dans son pays !

A mesure que se prolonge son séjour à Castleton, à Middlebury puis à Hanover, le but de sa vie devient plus clair. Il sera médecin, bien sûr, mais il fera tout en son pouvoir pour que ses compatriotes profitent des avantages qu'il a reçus lui-même. Dépositaire d'un trésor qu'il estime sans prix, Meilleur veut que les siens en aient une large part.

C'est dans cet état d'esprit que nous le trouvons à son retour. Il s'établit immédiatement à l'Assomption comme en témoigne son mémoire sur l'acide prussique, paru dans le *Journal médical de Québec*. Au début de cet article, daté du 20 mai 1826, à l'Assomption, Meilleur écrit que depuis son arrivée en ce lieu il a surtout soigné les maladies suivantes : en février et mars, la rougeole et des maladies inflammatoires; en mars et avril, l'influenza, la pleurésie, la pneumonie, et ainsi de suite. C'est donc vers février de cette année qu'il se fixa à l'Assomption. Déjà, il déplore certains défauts de ses compatriotes comme l'habitude de tout soigner avec un bon coup de rhum. Evidemment, les canadiens ont grand besoin d'être instruits. Des gens cultivés ne se soigneraient pas de cette façon. Il s'emploiera donc à les éduquer par ses écrits avant que vienne le temps de fonder la grande maison d'enseignement dont il rêve.

Doué d'une activité prodigieuse, il soigne ses malades, il parcourt les campagnes pour herboriser, il s'occupe des eaux minérales de la région et écrit des articles sur la chimie et l'économie domestique où il révèle à ses lecteurs l'importance de cette science qu'il a étudiée avec un soin particulier. Sa vie est organisée méthodiquement, l'ordre et la régularité de ses habitudes lui permettent de mener de front toutes ces besognes, de se mêler à la vie de son village où il prend une part active aux élections de 1827.

Peu à peu, l'idée lui vient que l'Assomption serait l'endroit idéal pour y établir un collège. Il parle de son projet au curé et à quelques notables qui ne sont pas intéressés outre mesure. Qu'à cela ne tienne, Meilleur est têtue et cette froide réception ne le rebute pas. Il reviendra à la charge d'une façon plutôt inattendue.

L'occasion devait se présenter pendant l'hiver de 1828-9. Il alla passer les fêtes de Noël à Saint-Eustache. Il fut alors témoin d'un spectacle qui le remplit d'aise et lui donna à réfléchir. Laissons-le nous raconter ce qu'il advint alors. Dans la première édition de son *Mémorial de l'Instruction publique*, parue en 1860, il écrit ce qui suit :

C'est à St. Eustache que j'ai commencé par des écrits anonymes tour à tour attaqués et appuyés à donner publiquement l'idée de la fondation du florissant collège de l'Assomption, à l'existence, à l'embellissement et à la prospérité duquel tant de mains généreuses ont courageusement contribué.

Le premier de mes écrits sur ce sujet, mais dont le but apparent était de signaler la corvée faite en faveur du couvent de St. Eustache, était daté du 25 décembre 1828 et signé : « Un passant » .

Cet article parut dans *La Minerve* du 8 janvier 1829 et il commence ainsi :

En passant, hier la seconde fête de Noël, devant la place publique de l'église de St-Eustache, mon attention fut attirée par la vue d'un grand concours de traînes dont les conducteurs paraissaient fort occupés à tirer de la pierre... C'était pour la construction d'une allonge à l'église... et le tout devait être avoisiné d'une maison d'éducation, devant faire face à la place publique... cette maison devait être aux frais et dépens exclusifs de leur digne curé, le moteur et directeur de l'ouvrage déjà en chantier... leur bon curé avait obtenu, du Seigneur Dumont, un terrain pour faire bâtir un collège et qu'il détient par bons titres depuis déjà quelque temps.

Meilleur qui prend part à cette corvée, comme il nous le dit lui-même dans son *Mémorial*, croit revivre les souvenirs des jours de Middlebury et les espoirs qu'il entretenait. Il tire ainsi les conclusions que lui suggère l'événement auquel il vient de participer :

On peut sans doutes imaginer que de telles informations et la vue d'un spectacle pareil, encore assez rare parmi nous, devaient être, pour moi, aussi intéressants qu'édifiants, et ce, d'autant plus que cela me fournissait un exemple bien palpable que nos Canadiens, au moins en quelques endroits, commencent à reconnaître l'état humiliant et déplorable où les place leur peu d'éducation, et à posséder un peu d'entreprise pour s'en retirer et pour marcher sur les traces fréquentées de nos voisins heureux, les américains, des corvées générales et généreuses desquels j'ai eu le plaisir pendant ma résidence de plusieurs années dans les Etats, d'être très souvent témoin oculaire, à l'effet de bâtir ces nombreuses Académies où ils sèment et répandent à loisir les germes précieux de l'éducation dont les fruits excellents devenus à maturité nourrissent et fortifient l'esprit du peuple libre et industrieux qui les partage universellement, et le met en état d'étonner, en rivalisant, et quelquefois même surpassant, dans la culture et la pratique des arts et des sciences, les peuples fiers de l'Europe qui l'a vu naître.

En effet, malgré toutes les prédications futiles du fameux chevalier d'Estimauville, sur le prétendu danger de l'éducation, le peuple canadien mais surtout notre vénérable clergé catholique, montre bien qu'il sent plus que jamais l'importance de répandre une éducation, au moins élémentaire, et la nécessité, la pressante nécessité, d'établir et de mettre en pratique tous moyens en notre pouvoir pour la rendre commune et universelle parmi nous. Outre les écoles plus élémentaires, l'établissement récent des collèges de Nicolet, de St-Roch, de Maska, de St-Jacques, de Chambly et de Ste-Anne, déjà en opération, et ceux de Kamouraska et de St-Eustache en contemplation, en sont des preuves convaincantes...

Meilleur souhaite enfin que le bon exemple soit bientôt suivi par un grand nombre d'autres paroisses qui devraient, parce qu'elles le peuvent, procéder à l'érection et au maintien d'une maison d'éducation et, enfin, que la Chambre obtienne à cette fin la jouissance des biens des Jésuites. La lettre est signée : « Un Passant — Ami de l'éducation » .

Nous noterons quelques particularités du style de Meilleur. D'abord, de nombreux anglicismes qui s'expliquent bien par son assez long séjour aux

Etats-Unis; des phrases longues et ampoulées; une ponctuation abondante; des constructions assez bizarres comme l'inversion qui commence aux mots « des corvées »; quelques rapprochements de mots qu'il trouve sans doute très forts : générales et généreuses; l'accouplement des substantifs, des adjectifs et des verbes. Ces particularités nous guideront dans l'étude de l'importante correspondance qui s'étale dans *La Minerve* de janvier au milieu d'août 1829 et pour l'attribution de quelques unes d'entre elles à Meilleur.

Nous ne retrouvons pas ces caractéristiques dans la lettre signée « Un Observateur », de l'Assomption, et qui parut dans *La Minerve* du 9 février. L'auteur abonde généralement dans le même sens que Meilleur mais il insiste pour que chaque individu soit instruit dans sa propre langue et il déplore l'ignorance de ses concitoyens qui ne savent signer leur nom et ne manifestent que peu de respect pour les gens lettrés. Un passage de cette lettre vaut d'être cité car il provoquera plus tard une réponse qui nous révélera l'état des esprits à cette époque :

Il est vrai que quelques curés respectables font de généreux efforts pour encourager l'éducation dans leur paroisse; mais qu'ils sont peu secondés ! Les habitants cultivateurs pour la plupart bornent leur générosité à donner un trente sols ou quarante sols à un instituteur qui s'épuisera à donner à leurs enfants une solide éducation. Ainsi le prix de l'éducation est dégradé, ou elle se donne gratis. En déplorant le malheur où gémit ma patrie par l'ignorance d'un grand nombre de ses habitants, à qui m'adresserai-je ? Au clergé ? Je l'ai déjà dit : il fait des efforts, mais c'est en vain, s'il n'est pas secondé; à qui encore ? aux habitants cultivateurs ? Ils sont en général trop ignorants pour apprécier le mérite de l'éducation. A qui donc m'adresser ? A nos honorables membres assemblés en chambre; je leur crierai : « O vous qui pourvoyez au bien de la patrie, que l'éducation soit un des principaux objets de votre attention... »

On croit comprendre que cet Observateur, qui habite l'Assomption tout comme Meilleur, a les mêmes vues que son concitoyen. Il est même de la partie et nous sommes bien tenté d'attribuer cette lettre à un autre médecin, le docteur Cazeneuve, un des co-fondateurs du Collège de l'Assomption. Son style est nerveux, délié, sans anglicisme et volontiers éloquent. Mais nous ne connaissons pas d'autres exemples du style du docteur Cazeneuve et nous ne pouvons que supposer qu'il a prêté main-forte à son collègue et futur associé.

Tout le monde ne l'entend pas de cette oreille, toutefois. Dans *La Minerve* du 23 février, « Un Ami de l'Education » répond au Passant. La réplique n'est pas tendre. Pourquoi vanter tellement les habitants de Saint-Eustache ? D'autres paroisses n'ont-elles pas fait autant sans que l'on sentit le besoin d'en informer toute la population ? Les canadiens reconnaissent depuis longtemps les bienfaits de l'éducation et les écoles de Sainte-Rose, de Saint-Vincent, de Saint-Martin, de Terrebonne, et surtout de Sainte-Thérèse où on enseigne le latin, en sont la preuve. Pourquoi vanter les collèges projetés si on ignore même la plupart de ceux qui existent ?

L'Ami de l'Education avait fait enquête et avait reçu de ses correspondants les renseignements qu'il nous donne à propos des écoles de ces paroisses voisines de Montréal. Ceux qu'il fournit au sujet de l'école latine de Sainte-Thérèse sont extraits d'une lettre dont on lui a permis de faire usage. Voici ce passage :

Depuis quatre ans on enseigne le latin à Ste. Thérèse. Parmi les jeunes gens qui l'étudient, les uns sont en troisième et les autres en cinquième. Les talents que montrent quelques-uns d'entre eux, donnent lieu d'espérer que, dans peu, il y en a qui pourront être employés à l'enseignement, vu qu'on se propose pour la suite, de n'enseigner que les trois premières années de latin, conformément à l'intention des supérieurs ecclésiastiques. Le but de cette école latine n'est point d'éloigner les jeunes gens du Collège de Montréal, mais seulement de favoriser ceux dont les parents manqueraient de moyens ou de volonté pour leur faire commencer leur cours d'étude. C'est pour cela qu'à Ste. Thérèse, on n'exige rien des parents, ni en argent ni en effet, et que l'on fournit même les livres à quelques enfants. Les étrangers, riches ou pauvres, y sont admis comme les enfants de la paroisse. Tel est le plan de l'école latine de Ste. Thérèse.

Meilleur savait sans doute d'où venait la riposte. Les habitants de Sainte-Thérèse voyaient assez mal la naissance d'une rivale de leur école latine. Dans son *Mémorial*, en effet, Meilleur nous renseigne à ce sujet.

Mais un correspondant qu'on n'attendait pas se jette dans la mêlée sous un tout autre prétexte. Les habitants de Kamouraska songeaient, eux aussi, à ériger un collège, malgré la fondation récente, et près de chez eux, du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Ils avaient demandé, par la voix de leur député, M. Borgia, une subvention de £200. On la leur refusa, le 14 janvier 1829, par un vote de 20 à 2, ce qui les rendit furieux. Le compte-rendu des débats paru dans *La Minerve* du 29 janvier nous donne une des raisons de ce refus. Kamouraska, Rivière-Ouelle et Sainte-Anne sont trois paroisses voisines et la dernière possède déjà un collège. Pourquoi en fonder un autre à Kamouraska qui n'a même pas d'école élémentaire ?

Le projet du député Borgia ne plaisait pas non plus à celui qui signe « L'Ami du Pays », de Cacouna, dont la lettre parut dans *La Minerve* du 26 février. L'Ami du Pays s'estime heureux que l'on n'ait pas accordé aux pétitionnaires la subvention qu'ils réclamaient, prétendant que l'on comptait de trop nombreux soi-disants collèges. Sa lettre vaut la peine qu'on en cite un long extrait :

Nous avons déjà trop de ces soi-disant collèges; sans compter que nous sommes menacés d'en avoir encore d'autres. De semblables établissements devraient toujours supposer de grands moyens, et être suffisamment dotés. Ce sont des monuments publics qui devraient passer à la postérité. Il faut donc que leurs valeurs fixes et assurées soient assez considérables pour les consolider et les faire parvenir à leur destination. Bâtir une belle et grande maison de trois ou quatre étages n'est pas ce que j'appelle dénouer le nœud gordien. Une année fertile dans un endroit où se trouvent des personnes d'influence amies des nouveautés encore plus que de science et parfois avides de se faire un nom, en voilà assez pour la bâtisse. Mais qui soutiendra la fondation ? Qui paiera les maîtres ? Les Ecoliers. Fort bien. Le nombre venant à diminuer, quelle

ressource ? Le collège tombera; comme sont déjà tombés plusieurs autres qui n'ont fait que paraître sur l'horizon. Ce n'était pas la peine de faire tant de bruit. M. l'Éditeur, trois bons collèges pour les trois Districts du Bas-Canada, voilà qui est suffisant. Québec et Montréal ont chacun une institution solide et bien fondée. Tout y est grand. Ceux qui les dirigent ne désirent que propager les sciences dans le pays. Les Trois-Rivières en possèdent un légalement reconnu et qui ne peut parvenir à son but, étant corroboré du poids de l'influence nationale. Quant aux collèges d'Yamaska, de Chambly, de Ste-Anne et autres encore *in petto*, j'aimerais à y voir la jeunesse commencer un cours d'études, y prendre les premiers principes pour aller ensuite terminer avantageusement les cours dans nos vrais collèges. Les parents y gagneraient, vu qu'un enfant, qui ne réussirait pas dans les basses classes, cesserait de leur occasionner des dépenses, puisque, de fait, il serait déclaré inhabile à continuer une carrière dont il ne saurait saisir les avenues. Nos grands établissements y gagneraient également, puisqu'ils seraient toujours assurés de recevoir, pour les hautes classes, un nombre de jeunes gens choisis et de talents reconnus. Alors nos petits collèges entreraient dans leur sphère naturelle, vu qu'ils alimenteraient les grands, en leur fournissant des sujets. Semblables aux rivières qui reconnaissent la domination légitime d'un fleuve majestueux en lui portant le tribut de leur eaux. Assurés de parvenir à leur but, les trois grands collèges ne négligeraient rien pour se procurer d'habiles professeurs et, par conséquent, les hautes sciences, au lieu d'aller en décroissant, ne feraient que se propager; tandis qu'en s'obstinant à vouloir subdiviser ces sortes d'établissements, à vouloir en élever de toute part, et à vouloir à corps et à cris y faire des cours entiers, on ne fait bien souvent que des cours manqués et insignifiants, quand bien même on y singerait le grec et l'hébreux.

Les idées de l'Ami du Pays étaient excellentes. On eût sûrement gagné à écouter la voix de cet homme de bon conseil dont on aimerait connaître le nom. Il est évident que l'on fondait un peu au hasard, et sans chance de succès, un grand nombre d'écoles latines dont la plupart disparurent peu après. Les curés qui s'en faisaient les patrons étaient peut-être animés des meilleures intentions et ils avaient sans doute à cœur de diffuser l'instruction mais est-on toujours certain qu'ils n'obéissaient pas quelquefois à des intentions moins désintéressées ? C'est ce que nous découvrirons au fur et à mesure que nous dépouillerons cette correspondance qui s'étale dans *La Minerve*. Même si on ne leur prête aucun dessein qui ne soit absolument pur, le plus clair de toute cette épidémie de fondations c'est que ces prêtres ne surent ou ne voulurent pas s'entendre sur le meilleur moyen à prendre pour fonder des écoles capables de survivre à l'enthousiasme du moment. Au milieu de cette querelle de clochers il nous paraît que le correspondant de Cacouna parlait d'or. On ne l'écouta pas. Son intervention provoqua plutôt une belle levée de boucliers.

Car Meilleur est aux aguets. Il voit du même œil la riposte qui lui était venue de Sainte-Thérèse et l'attaque imprévue qui arrive de Cacouna. Il répondra, sans les ménager, aux deux épistoliers. Aiguillonné par la contradiction, il se sent batailleur et c'est en termes non équivoques qu'il dit son fait à l'Ami de l'Éducation dans une lettre qui parut dans *La Minerve* du 5 mars. Il connaît sans aucun doute l'identité de son adversaire auquel il



donne du « savant » alors qu'il fait mine de s'humilier devant lui. Les passages qui suivent, soit le début, la fin et quelques brefs passages tirés des paragraphes intermédiaires, nous montreront comment Meilleur s'y prend pour passer presque insensiblement d'une feinte courtoisie à une attaque en règle :

Après avoir témoigné à notre savant ami ma vive reconnaissance pour tous les renseignements intéressants, mais un peu tardifs, qu'il lui a plu de nous donner touchant les écoles élémentaires de certaines paroisses, je lui dirai en passant, que si ma communication peut-être trop exclusive a touché la susceptibilité et offensé l'amour-propre de quelqu'un, j'en suis extrêmement fâché; car je n'ai eu nullement intention de le faire, n'étant pas de ces gens de dispositions jalouses, et dont l'esprit de contradiction les porte à toujours chicaner et opposer tout ce qui vient d'autrui.

Je n'entreprendrai pas de pénétrer, ni de divulguer au public les motifs qui ont pu engager notre ami à parcourir, pendant près de deux mois, au moins des yeux de l'esprit, certaines paroisses par lui privilégiées, pour connaître et ensuite publier l'existence et le mérite bien connus de leurs écoles respectives, auxquelles, en ce faisant, il ne fait que rendre justice; mais je crois devoir observer ici que le but ostensible de ma communication n'est pas de parler des écoles purement élémentaires déjà établies, et encore bien moins de déprécier leur mérite, mais seulement de faire mention qu'à St. Eustache on se propose d'établir deux écoles, plus qu'élémentaires, sur un pied permanent; que les autres paroisses qui n'en ont pas encore, devraient suivre cet exemple, si elles le peuvent; qu'il est désirable et très important pour le peuple Canadien de cette province que les établissements d'éducation y deviennent communs et universels;... Or, mon généreux ami, quelle insulte, quelle offense, quelle injure la seule mention paisible de ces choses intéressantes peut-elle donc faire aux personnes libérales de ces paroisses qui, pour avoir réussi plutôt dans leur noble et louable entreprise, ont déjà le bonheur que je souhaite à toutes les autres de posséder dans sa réalité et la plénitude de son opération, ce que les citoyens moins avancés de St. Eustache n'ont encore qu'en projet et en contemplation?... Quoi ! respectable ami, *je vous parle poliment et puis tu te fâches* ?... C'est donc vous, mon cher ami, que l'on peut avec droit et raison, taxer ou d'ignorance ou d'injustice... Au reste, mon savant ami, vous savez que je suis qu'un *passant*, que je n'ai pris mes informations qu'en *passant*; que je n'ai écrit qu'en *passant*; que les passants ne passent, ordinairement, ni pour les plus intelligents, ni pour les plus correctement instruits, surtout des faits qui regardent les lieux nouveaux par où ils passent. Ainsi, j'espère que, m'en passant un peu, vous voudrez bien me pardonner libéralement, si j'ai eu le grand, le triste malheur d'errer dans la mention naïve que j'ai faite du peu de chose que j'ai apprise touchant St. Eustache, en y passant. Mais vous qui avez passé près de deux mois à faire des recherches sur l'existence et le mérite de quelques écoles que tout le monde connaît et sait bien apprécier; mais vous, toujours savant ami, si dans votre communication, qui ne respire que trop l'esprit de contradiction, pour ne pas dire d'envie et de jalousie, si, dis-je, vous y avez péché ou par ignorance ou par malice, ou par l'omission volontaire de ce qui aurait dû en faire partie, vous avez tout lieu de craindre que le peuple éclairé, n'en étant nullement la dupe, ne vous trouve peu excusable.

Cependant, avant de prendre congé de vous, je dois souhaiter que vous puissiez rétablir votre caractère dans toute la grandeur et la plénitude de ses ressorts;... mais après avoir témoigné encore un peu de reconnaissance pour vos réticences et pour vos différentes allusions, je dois encore vous avouer que,



craignant qu'une plus longue discussion, entre nous deux, ne devienne fatigante, je me propose de ne plus revenir à la charge, quel que soit l'avantage que m'offre le terrain...

Un Passant, Ami de l'Education

Il nous semble que Meilleur dépasse les bornes et qu'il sert mal la cause qu'il défend. Il supporte mal la contradiction et s'emporte facilement dès qu'il sent une résistance. Tout absorbé par l'idée qu'il a en tête, il ne se rend pas compte sans doute qu'il a heurté la susceptibilité de ses compatriotes en insistant sur le peu de cas qu'ils paraissent faire de l'instruction et en leur citant l'exemple des Etats-Unis où il a vécu. Mais notre homme est tenace et il ne se laisse pas arrêter dans la lutte qu'il a entreprise et qu'il saura malgré tout mener à bien. En attendant, la querelle de clochers risque de s'envenimer. Meilleur décide donc brusquement d'en rester là... mais pour mieux reprendre le combat sur un autre terrain où nous le suivrons bientôt.

On trouve ensuite, les 9 et 12 mars, dans *La Minerve*, deux lettres qui répondent à l'Ami du Pays, le correspondant de Cacouna. Celle du 12 mars est indubitablement de Meilleur puisque, dans le passage déjà cité de l'édition de 1860 du *Mémorial* il nous renseigne à ce sujet : « Un autre écrit, daté de Saint-Hyacinthe, afin de détourner l'attention à l'égard de l'auteur, était signé « Optimiste » et pendant une discussion qui a duré plus de six mois, j'envoyai nombre d'autres écrits à la presse en faveur de la proposition d'augmenter, dans nos campagnes, nos établissements d'éducation supérieure qui étaient en petit nombre. » Nous retrouvons en effet cette lettre, à la date indiquée, dans *La Minerve*, sous la signature de l'Optimiste et nous en citons ci-après quelques extraits. Meilleur a changé quelque peu son style, toujours pour détourner les soupçons, mais nous pouvons, une fois prévenus, retrouver la griffe du polémiste. Il sera curieux de comparer cette lettre à celle du 9 mars, signée par le « Médiateur », afin de voir si Meilleur, qui ne la mentionne pas dans le *Mémorial*, n'en serait pas aussi l'auteur. Voici quelques passages caractéristiques de la lettre de l'Optimiste, datée du 12 mars :

Loin donc de vous laisser aller, avec votre frère jumeau, l'Ami de l'éducation, à ces sentiments ignobles de l'envie et de la jalousie qui vous portent à déprécier les généreux efforts de vos compatriotes, en faveur de l'éducation, et de lancer sur eux les traits odoriférants de l'enfant du diable (*mustela americana fetida*<sup>1</sup>) réunissez-vous pour encourager ces nobles élans de l'amour de la patrie, ou du moins, taisez-vous sur les plans qu'ils adoptent, s'ils ne vous demandent rien !!!... Vous voulez être singe à votre manière; hé bien ! que chacun le soit donc à sa guise; et un singe grec vaudra probablement toujours un singe de... ou de Kakouna ! Enfin, si ces généreux compatriotes veulent avoir des grandes maisons, s'ils ne vous demandent ni ne vous disent rien, laissez-les donc les remplir comme bon leur semblera. Pour vous autres, *singes jumeaux*, qui voulez avoir des petites maisons, vous en aurez des petites maisons; et si vous le voulez, elles seront sises dans Kakouna même ces petites maisons !!!

<sup>1</sup>C'est le nom latin de la bête puante.

Notons que, dans cette lettre, Meilleur prend la défense du collège de Saint-Hyacinthe dont la fondation avait causé tout un mouvement d'opinion dont nous entendrons l'écho dans une lettre subséquente qui éclaire la situation. Il croit ainsi mieux dépister ses adversaires sans qu'on puisse pour cela penser qu'il épouse la cause des mascoutains contre les prêtres du Séminaire de Montréal. S'il l'épousait il ne pourrait qu'être d'accord avec les gens de Sainte-Thérèse qui, ainsi qu'on le verra, font le même jeu que les gens de Saint-Hyacinthe. Comme on le voit, la situation est compliquée et on peut se demander si Meilleur soupçonnait, en écrivant sa première lettre, qu'il se jetait dans un pareil guépier.

Comme l'auteur du *Mémorial* parle de « nombre d'autres écrits » nous avons cherché à les trouver dans *La Minerve* et dans la Bibliothèque canadienne où il avait l'habitude de donner sa prose. Or, après la lettre de l'Optimiste, nous n'en avons trouvé aucune qu'on puisse lui attribuer jusqu'au 10 août 1829 alors qu'un « Compatriote » de l'Assomption analyse l'Acte d'Education, fondant les écoles de syndics, que la Chambre avait voté au printemps. Meilleur a peut-être exagéré, trente ans après la bagarre, le nombre de ses lettres polémiques mais il est permis de se demander s'il n'est pas vraiment l'auteur de celle que le Médiateur fit paraître dans *La Minerve* du 9 mars. Bien des indices nous portent à le croire sinon à l'affirmer. Mais qu'on en juge plutôt par la lecture des extraits qui suivent :

M. l'Editeur,

À la vue d'une partie de l'écrit *Kakounica*, de celui qui *singe* être l'« ami du pays » ; à la vue de ses observations erronées touchant les collèges de notre province, mon esprit patriotique s'est trouvé mu et agité, et m'a animé d'une juste indignation contre le *singeant* et ces inepties. C'est pourquoi, j'espère que vous ne trouverez pas mauvais que je rende à César ce qui appartient à César, et que je le traite ici en partie comme il le mérite.

D'abord pour rendre une entière justice à notre ami, je commence par lui avouer que je crois bien fondées les opinions que contiennent les deux premières sections de son écrit ; mais pour ce qui est de son dernier et long, irrégulièrement long paragraphe, je ne puis m'empêcher de lui en témoigner mon déplaisir et mon improbation. En effet, vu le besoin, le grand, le pressant besoin de répandre l'éducation dans notre province, il est ridicule et absurde d'entendre un écrivain public nous dire, avec prétention et emphase, que « nous avons trop de soi-disant collèges ; sans compter que nous sommes menacés d'en avoir encore ». Ce morceau est reconnaissable pour être un lambeau ramassé ; l'écrit absurde qui s'est déjà échappé, et est tombé lourdement du cerveau embrouillé du vieux d'Estimauville...

Suit une argumentation fort sensée où le Médiateur plaide la cause des maisons d'enseignement et demande qu'on n'hésite pas à en construire même en plus grand nombre. Un des arguments qu'il apporte à cette fin est un de ceux dont Meilleur s'est déjà servi dans sa première lettre, celui de l'afflux des étrangers : « Or la population actuelle de cette province est maintenant très considérable et toujours croissante, outre qu'elle est encore beaucoup augmentée tous les ans par l'arrivée d'un grand nombre d'émigrés qui viennent s'établir parmi nous ; à l'aide de notre respectable clergé

catholique, les écoles élémentaires se multiplient et se répandent heureusement tous les jours ! » Et voici un rappel de l'Ami de l'Éducation, qui suit immédiatement, et qui, tout en voulant paraître objectif, semble cacher quelque désir de le railler, même si l'auteur s'appuie sur son témoignage :

On peut faire cette assertion avec d'autant plus de confiance que l'ami de l'éducation nous a annoncé dernièrement que seulement dans le cercle rétréci qu'il lui a plu de parcourir exclusivement, il y a partout des écoles élémentaires qui sont enseignées avec succès. On peut donc conclure, contraire à l'opinion de notre ami, que nous n'avons pas déjà trop de collèges; et que, respectant les généreux efforts de quelques bons compatriotes loin de regarder comme une « menace », on doit recevoir avec plaisir l'heureuse nouvelle qui nous annonce qu'ils se proposent d'en bâtir encore d'autres dans des lieux convenables.

Le Médiateur, contrairement à l'Ami du Pays, croit que des collèges nombreux sont plus efficaces que peu de grands collèges parce qu'ils servent une population locale. Cela est vrai non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes car :

... Nos collèges des villes méritent bien, sans doute, notre confiance entière; mais ceux de campagne doivent avoir la préférence sous beaucoup de rapports. Sans parler du système d'éducation ni du plan domestique qu'ils peuvent suivre, nos collèges de campagne, par leur situation isolée, en plein air, sont infiniment plus propres à conserver bonne et vigoureuse la santé des élèves qui y respirent un air pur et sain; qui sont, pour cette raison, bien moins sujets à la maladie; qui ont les esprits animaux excités en une action plus vive, plus prompte, plus forte et plus durable, qui ont une mémoire aisée, plus fidèle et plus tenace; qui ont un jugement plus clair, plus juste et plus pénétrant; et qui sont infiniment plus capables d'endurer la fatigue et de porter l'application qu'exigent d'eux les études qu'ils poursuivent. Car, au moyen du système nerveux diffus par toutes les parties sensibles de l'homme, l'esprit est si intimement lié avec le corps, que lorsque celui-ci souffre par maladie ou faute d'une quantité suffisante ou suffisamment pure de l'air vital (l'oxygène qui anime tous les êtres organisés et fait partie de l'atmosphère dans lequel nous vivons) les facultés de l'esprit sont toujours lentes et défectives, et quelquefois même tout à fait inhabiles dans l'opération des œuvres mentales.

Enfin, après avoir rédigé un plaidoyer d'une sobriété remarquable, il fallait bien que le Médiateur se permit de rompre une lance avec l'Ami du Pays. C'est toujours le fameux singe qui en fait les frais :

Ainsi, pour conclure en somme totale, on voit bien clairement que, sous tous les rapports, c'est avec autant de tort que d'injustice que notre *singeant* ami du pays attaque si violemment le nombre encore beaucoup trop petit de nos collèges; qu'il veut déprécier le mérite déjà bien connu de ceux de campagne; et qu'il s'efforce de faire abandonner le noble dessein, qu'ont quelques bons compatriotes d'en faire ériger encore d'autres dans des lieux convenables. Et qu'on y singe le grec, l'hébreux ou le latin, peu importe à notre ami, si on ne lui dit ni ne lui demande rien. Selon toute apparence, il aime bien à être singe à sa manière, qu'il laisse donc à chacun la liberté franche de l'être à son goût; et un singe d'ici ou de là vaudra toujours bien un singe de *Kakouna* !! *Parturient montes, et nascetur ridicula simia* ! Mais si, aimant la mimologie, notre ami se plaît à imiter l'astucieux d'Estimauville et à être babouin, je lui déclare

que, respectant le moindre effort en faveur de l'éducation, j'approuve fort le rôle que montrent nos bons compatriotes dans l'entreprise et la poursuite d'une cause aussi importante.

#### Le Médiateur

Il serait très intéressant de faire la critique interne de cette lettre afin de savoir si elle est vraiment de Meilleur. Les tournures un peu bizarres, la ponctuation, les anglicismes, l'habitude de faire aller par paires les qualificatifs, les répétitions, les jeux de mots, tout cela, en première approximation, semble confirmer ce que les idées contenues dans le texte nous portent à conclure. En effet, Meilleur, depuis un an déjà, avait formé le projet d'établir un collège en pleine campagne, à l'Assomption; il est médecin et la lettre ne peut venir que d'un homme de l'art; il a une prédilection toute spéciale pour la chimie et la lettre ne manque pas d'invoquer le rôle de l'air vital ou oxygène. Il est utile de mentionner ici que Meilleur, à ce moment, commençait la rédaction du *Cours abrégé de leçons de chimie* qu'il publiera en 1833 à Montréal. La lecture de cet ouvrage fait cependant naître un doute quant à l'attribution de la lettre du Médiateur à l'auteur du *Cours de chimie* car, nulle part dans le long chapitre qu'il consacre à l'oxygène, Meilleur ne lui donne le nom d'air vital par lequel il est d'abord désigné par le Médiateur. Il n'est pas question non plus, dans cet ouvrage, des esprits animaux qui sont un héritage du XVIII<sup>e</sup> siècle. Notons cependant que, dans la Préface de son *Cours*, Meilleur reprend, en la développant, l'idée de la dépendance de l'esprit et du système nerveux. On pourrait toutefois penser que, dans une lettre destinée au public, l'auteur emploie un langage que pourront facilement comprendre ses lecteurs tandis que, dans un ouvrage didactique, il omet tout ce qui n'est pas strictement la science de son temps.

Pour revenir au style de Meilleur, nous le retrouvons beaucoup plus dans la lettre du Médiateur que dans celle de l'Optimiste. Sauf les invectives de la fin, que nous avons appris à connaître, il faut vraiment qu'il affirme l'avoir écrite pour qu'on l'attribue dès l'abord à Meilleur. Il est intéressant à ce propos, de comparer la fin des deux lettres où nous voyons s'exprimer la même pensée avec, en plus, le rappel du Chevalier d'Estimauville que Meilleur avait déjà évoqué dans sa première lettre. Si donc Meilleur n'est pas l'auteur de la lettre du Médiateur, nous pouvons croire qu'il l'a inspirée et qu'il a même collaboré à sa rédaction. Il reste que cela fait deux lettres à quelques jours d'intervalle. Il y en a même trois en comptant la réponse du Passant. Meilleur n'en était pas à une lettre près et il a montré à diverses reprises qu'il pouvait être prolix. Mais ces deux lettres répondaient au même Ami du Pays. Il faudrait voir alors que Meilleur, écrivant de Saint-Hyacinthe, afin de disperser les soupçons, voulut aussi répondre, dans une lettre qu'on pourrait facilement lui attribuer, en n'utilisant alors que de solides et irréfutables arguments tandis qu'il se contentait, dans l'autre, de traiter son adversaire de singe, de babouin et d'enfant du diable.

La polémique se poursuit mais Meilleur cesse d'y participer. Le 16 mars,

*La Minerve* publie une lettre d'un « Habitant de Kamouraska » en réponse à un éditorial qui avait paru dans *Le Spectateur canadien* du 31 janvier. L'Habitant dit qu'il y a trois écoles élémentaires à Kamouraska et que, à deux reprises, on a voulu profiter des avantages qu'accordaient les lois. La première fois, on avait tenté d'établir une école de l'Institution Royale mais la composition de la corporation avait alarmé la conscience des catholiques. Une seconde tentative, en vertu de la loi des écoles de fabrique de 1824, n'avait pas réussi parce que cinq des curés des paroisses concernées s'y étaient opposés. Cette lettre, qui semblait attaquer le clergé, reçut une réponse de « Vindex Cleri » dans *La Minerve* du 16 avril, lettre à laquelle répondit l'habitant de Kamouraska dans le même journal, le 8 juin. Mais cela nous éloigne de notre propos.

Dans l'intervalle avaient paru quatre lettres très importantes, les 23 et 30 mars et les 6 et 16 avril, sous la brève mais significative signature de M.P.P., c'est-à-dire d'un membre du Parlement provincial. Une de ces lettres est datée de Sainte-Thérèse et deux autres le sont de Montréal. Ce député connaît fort bien la question et on soupçonne qu'il connaît aussi l'identité des correspondants. Mieux que le Médiateur, il analyse la situation; il marque les points comptés par le Passant, l'Observateur, l'Ami de l'Education et l'Ami du Pays. Chacun a ses torts et chacun a ses mérites que cherche à départager ce nouveau juge ou plutôt ce législateur. Il termine ses lettres en citant l'avis d'un de ses amis qui compare tous les polémistes à la mouche du coche... Mais avant d'en arriver à cette conclusion, il nous donne des avis sensés et des précisions qui jettent sur tout le sujet une lumière grâce à laquelle on comprend mieux l'ardeur des combattants et les sous-entendus dont leur lettres ne manquent pas.

Dans sa première lettre, M.P.P. nous donne l'impression qu'il est médecin si on en juge par sa façon d'aborder le sujet et de juger de l'état d'esprit des correspondants :

... La cause de leur maladie est un peu obscure, mais le remède que je me propose d'employer la développera et alors il me sera facile de juger par les cris des malades, du siège de la maladie. Je me regarde comme d'autant plus obligé de travailler à la guérison de nos malades qu'on m'assure que ce sont des personnes respectables dont la maladie est à un tel degré qu'ils se traitent de singes et qu'il menacent de s'envoyer aux loges. Soyez ce que vous voudrez, Messieurs, Singes ou fous, possédez des têtes plus grosses que vos cervelles ou des cervelles plus grosses que vos têtes; je vous prie par grâce, laissez-moi opérer. Je crois avoir trouvé le remède qui vous convient.

Cela suffirait-il à nous faire croire que l'auteur de ces lettres serait le docteur Jacques Labrie, le député de Kent (Chambly) ? Nous savons que le docteur Labrie avait quitté Saint-Eustache, où il habitait, vers le milieu d'octobre 1828, à cause de sa santé. Cela expliquerait que ses lettres soient datées de Montréal où il avait établi son domicile depuis lors. Sa connaissance de tout ce qui touche à Sainte-Thérèse, où il est d'ailleurs allé se renseigner, serait un autre indice. Mais peu importe qu'il soit ou non l'auteur



de ces lettres; il nous suffit de connaître l'avis d'une personne renseignée et apparemment désintéressée. Voici par exemple ce qu'il dit à propos des accusations portées par l'Observateur contre les habitants :

Quant aux expressions outrageantes et exagérées dont se sert l'*Observateur* en parlant de l'ignorance des canadiens, je doute fort qu'elles produisent un bon résultat. On n'attire pas les mouches avec du fiel. Si les cultivateurs canadiens sont ignorants uniquement par leur faute, ils sont certainement dignes de blâme; mais, si la faute ne vient pas d'eux seuls, pourquoi les outrager ?...

Le peu de respect que les cultivateurs canadiens ont pour les personnes lettrées vient moins, selon moi, de leur ignorance, que de la manière dont se conduisent, dans les campagnes, quantité de personnes qui passent pour avoir de l'éducation. Si les bonnes mœurs et une vie réglée accompagnaient toujours les hommes instruits, ils seraient respectés. Mais des mœurs dépravées, une conduite irreligieuse et souvent impie, des manières dédaigneuses ne sont nullement propres à concilier le respect. Demandez à certains pères de famille de la campagne, pourquoi ils n'envoient pas leurs enfants étudier, ils vous répondront : « Si j'étais sûr que mon fils devint prêtre, je sacrifierais, avec plaisir, une partie de mon bien; mais on en voit tant qui, après avoir fait leurs études, font le scandale de nos paroisses que je craindrais d'en augmenter le nombre. Nous avons autant de prêtres qu'il en faut; le barreau est plein d'avocats; les notaires se nuisent, et plusieurs médecins n'ayant plus de quoi vivre parmi les vivants, s'occupent à dévorer les morts dans nos cimetières. A quoi pourrais-je donc occuper mon fils ? A un métier ? Il en aurait honte. A labourer ? L'étude en rend un bon nombre paresseux comme des ânes. Si encore la paresse et l'orgueil étaient leurs seuls défauts ! Et s'il arrive quelque mauvais coup dans une paroisse, ces jeunes gens y ont la plus forte part. » Telle est la réponse que me donna, ces jours derniers, un honnête cultivateur de la paroisse St. Laurent. Si cette réponse n'est pas sans réplique, elle est du moins très spécieuse, et n'est pas tout-à-fait dénuée de toute vraisemblance.

Un remède à cette déplorable ignorance, dit l'*Observateur*, ce serait des écoles publiques, des instituteurs sages et instruits. Les habitants de la campagne ont souvent encouragé des instituteurs qui étaient assez peu instruits; mais ils n'ont pu souffrir à la tête de leurs enfants des hommes vicieux; et c'est ce qui a fait dire à plusieurs d'entre eux, j'aime mieux que mes enfants restent ignorants que d'apprendre le mal par principes. Il n'est pas aussi facile qu'on le pense de trouver des maîtres d'école tels qu'il en faudrait. Nos Séminaires mêmes, où l'on prend tant de soin à former la jeunesse, savent combien ils sont exposés à ne pas toujours rencontrer des sujets comme ils pourraient le souhaiter.

Cette lettre appellerait de nombreux commentaires qui nous amèneraient à traiter de toute la question de l'éducation à cette époque. Mais cela dépasserait le propos que nous avons choisi de traiter. Il en est de même des explications que nous devons à M.P.P. au sujet de l'école latine de Sainte-Thérèse dont il parle dans sa troisième lettre parue le 6 avril :

La notice sur l'école latine de Ste. Thérèse mentionnant des choses un peu extraordinaires, je serais porté à la révoquer en doute, si elle ne me paraissait venir de quelqu'un bien informé, mais le temps expliquera tout. En attendant, je crois ne pas déplaire à ceux qui me feront l'honneur de me lire, en leur offrant quelques éclaircissements sur cette diversité d'opinions qu'on aperçoit dans certaines personnes qui paraissent également voir fleurir l'éducation. Quelque désagréable que puissent être les causes que l'on prétend avoir donné lieu à ces altercations, je les exposerai telles qu'elles m'ont été communiquées.



Il y a quelques années, il fut décidé (entre certaines têtes à cerveaux creux) que le système d'éducation suivi au petit Séminaire de Montréal était vicieux. Qu'en conséquence il fallait multiplier, dans les environs de la ville, des collèges et des écoles latines où la jeunesse des campagnes recevrait une éducation plus ecclésiastique et serait élevée dans de meilleurs principes. Qu'en agissant ainsi on se conformerait aux vues des Evêques qui avaient hâte de voir la jeunesse éloignée d'une maison, où ceux qui se destinaient à l'état ecclésiastique étaient exposés à recevoir des notions anti-épiscopales. Que pour mieux réussir dans cette importante entreprise, il faudrait donner toute la célébrité possible à ces nouveaux établissements afin d'y attirer les jeunes gens de la ville, qui ne pourraient manquer d'y gagner pour les mœurs et même pour la science. Que l'évêque de Telmesse [Mgr Jean-Jacques Lartigue] avait tellement ce plan à cœur, que c'était dans cette vue qu'il s'était donné comme patron de certaines écoles latines, et qu'il avait pris sous sa protection le collège de St. Hyacinthe, aux exercices duquel il assistait par préférence à ceux du petit séminaire de Montréal, dont on désirait la destruction.

Ces allégués, tout odieux et tout difficiles à croire qu'ils soient, ont malheureusement quelques apparences de vérité, si on se rappelle les détestables calomnies que l'on a inventées ces années dernières, et que l'on a répétées<sup>2</sup> avec tant de grossièreté, et il n'y a que quelques mois, pour inspirer du mépris contre une maison que tout homme respectable ne saurait s'empêcher de respecter, et surtout en voyant élever la voix contre le vénérable supérieur de cette maison [M. Jacques Roque, p.s.s.], cet homme que ses grandes vertus, sa profonde érudition, sa grande douceur, sa tendre affection pour les Canadiens ont dû nous rendre si cher; cet homme que ses éminentes qualités ont fait admirer de tout ce qu'il y a de capable d'admirer le vrai mérite.

Ces lettres nous font revivre toute une époque. Elles furent écrites alors que la Chambre se préparait à adopter l'Acte d'Education de 1829 qui autorisait l'existence des écoles de syndics. C'était un commencement d'organisation de l'instruction publique sous la direction de syndics élus par la population. Meilleur publia, le 10 août, toujours dans *La Minerve*, sous la signature « Un Compatriote », une analyse de cette loi. Avec le docteur Cazeneuve et le curé Labelle, il fut élu syndic des écoles de l'Assomption où, à partir de ce temps, il se chargea de donner chaque semaine des explications et des exercices de grammaire, d'arithmétique et de géographie. Quatre ans plus tard, avec les deux mêmes personnes, il fondera enfin le collège de l'Assomption pour lequel il s'était dépensé dans les lettres dont nous avons fait la recension. Son but avait moins été d'attaquer ses adversaires que d'alerter la population afin de lui faire comprendre la nécessité de l'enseignement supérieur.

Meilleur est ainsi définitivement entré dans le domaine de l'instruction publique. Ses états de service et son mérite seront indiscutables lorsqu'on lui confiera, en 1841, la surintendance de l'éducation dans le Bas-Canada. Il quittera alors la pratique de la médecine pour se donner entièrement, avec toutes ses qualités et ses défauts, à une tâche qui, pour avoir été ingrate, n'en aura pas moins été remplie de la satisfaction d'ouvrir enfin des écoles où ses jeunes compatriotes pourront s'instruire et se préparer pour les tâches qui les attendent.

<sup>2</sup>A l'automne de 1828, à propos des biens des Sulpiciens.



# MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DU CANADA

TOME L : TROISIÈME SÉRIE : JUIN 1956

## PREMIÈRE SECTION

### Pierre Stanislas Bédard, 1763-1829 : philosophe et savant

ARTHUR MAHEUX, M.S.R.C.

**N**ARCISSE EUTROPE DIONNE a écrit un mémoire sur ce personnage; on le lira dans les *Mémoires de la Société Royale du Canada* pour l'année 1898, Section I, pages 73 à 117. Il retrace la vie de Bédard, dont les principales dates sont celles-ci :

	<i>Chronologie de sa vie</i>	<i>âge</i>
1763	né le 13 novembre, à Charlesbourg	
1777-84	études au Séminaire de Québec	13-20
1784-90	probablement clerc chez un avocat	20-26
1790	avocat	27
1790	prend la défense de la tenure seigneuriale	27
1792	député; réclame l'usage de la langue française	29
1796	mariage	
1800	première année trouvée dans le manuscrit	37
1806		
13 nov.	prospectus du journal <i>Le Canadien</i>	43
22 nov.	le premier numéro paraît	
1807	nommé capitaine pour Québec et banlieue	44
1808	cette nomination est retirée	45
1810		
mars	saisie du journal <i>Le Canadien</i>	47
mars	en prison	
avril	Craig lui refuse l' <i>Habeas Corpus</i>	
août	Bédard réclame un procès	
?	il sort de prison	
1812		
févr.	reprend son siège à l'Assemblée	49
oct.	est réintégré capitaine	
déc.	nommé juge aux Trois-Rivières	
1813	prend possession de cette charge	
1823	ne peut aller en Angleterre, comme agent (faute d'être élu)	60
1827	à Saratoga pour sa santé	64
1829	demande mise à la retraite	65
26 avril	décès	
	aurait eu en novembre	66

Dionne présente Bédard comme patriote, homme public, député, juge. Il laisse entrevoir un autre aspect de ce curieux personnage, celui d'amateur des mathématiques; Bédard, élevé au Séminaire, accorde sa préférence à cette science; « on le verra plus tard, dit Dionne, dans sa prison, consacrer presque tout son temps à débrouiller les problèmes les plus ardues de cette

science aride... Bibaud, dit encore Dionne, a écrit que Bédard avait une sorte de passion pour les mathématiques. »

De Gaspé, de son côté, écrit dans ses *Mémoires*, au sujet de Bédard : « Ce disciple de Zénon toujours occupé d'études profondes, pouvait se livrer à ses goûts favoris, sans être exposé aux distractions, dans la chambre solitaire qu'il habitait... M. Bédard continua ses calculs algébriques; comme plusieurs membres de sa famille, M. Bédard était un profond mathématicien. » De Gaspé raconte aussi comment Bédard fut forcé de quitter la prison; menacé d'en être expulsé par contrainte physique, il s'écria : Au moins, laissez-moi terminer mon problème ! Cette faveur lui fut accordée. Au bout d'une heure il sortit et retourna chez lui<sup>1</sup>. Dionne ajoute : « Les années et le mal qui minaient sa constitution physique ne semblèrent pas diminuer son goût pour les sciences mathématiques; il étudiait sans relâche. »

Voilà donc des témoignages qui montrent Bédard sous un jour assez nouveau; mais qui reste assez obscur. Tout cela est-il bien vrai ? J'en étais dans ce doute, lorsque j'entrepris de classer, dans les Archives du Séminaire de Québec, une grande armoire remplie de manuscrits, manuscrits de cours laissés par les professeurs du Séminaire et de l'Université. Il fut facile de les identifier presque tous, et il y en a plus de mille. Parmi les autres, non signés, il en était un assez intrigant; j'en fis une étude très attentive. La seule pièce d'identification, c'étaient les initiales P. B. mises en encre noire sur le cuir de la première page de la couverture. La liste des prêtres du Séminaire pour l'époque ne contenait aucun nom correspondant à ces initiales. Un examen attentif du manuscrit permit d'établir que l'auteur n'était pas un ecclésiastique, qu'il était un homme du droit, un avocat, peut-être un juge, en même temps qu'un amateur de philosophie et de sciences, combinaison assez étrange pour le temps. Enfin quelques lignes sur feuilles volantes ajoutées ci et là firent voir que l'auteur était bien Pierre Bédard, avocat. Le manuscrit prenait, alors, une importance capitale. Il devenait nécessaire d'en faire une étude très attentive. C'est un cahier de format peu ordinaire et qui semble bien avoir été fait sur commande. La page est de 15¼ pouces en hauteur et 6¼ pouces en largeur. Le nombre de pages tel que numéroté par l'auteur est de cinq cent quatre-vingt-dix. Cependant il y a réellement trente-neuf pages de moins par suite d'une erreur de l'auteur dans la pagination : en effet après la page cent quarante-neuf il pagine cent quatre-vingt-dix, ayant je suppose lu cent quatre-vingt-neuf au lieu de cent quarante-neuf; ainsi le nombre réel de pages est de cinq cent cinquante. Très peu de pages sont restées blanches; par ailleurs un bon nombre de feuilles supplémentaires ajoutent au contenu du volume. Le cahier est relié en cuir et il est bien conservé. L'auteur a fait lui-même une table détaillée des matières, par ordre alphabétique, et qui occupe six pages.

<sup>1</sup>*Mémoires*, pp. 341-2.

Quels sont les sujets abordés par l'auteur ? On peut le voir par sa propre table des matières, mais on le verra mieux par le tableau suivant. Bédard discute des questions :

1) de *logique* : la certitude, le scepticisme, la probabilité, la définition, la supposition, les propositions, la formation des idées, les mots, la démonstration, la méthode, le raisonnement, les sophismes, les préjugés; il présente son plan de logique

2) de *métaphysique* : la divisibilité de la matière, l'être et l'exister, l'existence de Dieu, la création, le temps, l'espace, le plein et le vide, la substance, le mouvement, la matière, l'étendue, la chaleur et le froid, l'attraction, l'adhésion, la liberté, la volonté, le plaisir et la douleur, les goûts et inclinations

3) de *morale*

4) de *grammaire* : les noms propres, désinences, étymologie, adjectifs, ad-  
verbes, verbes, temps et modes (aoriste), langue universelle, nouvelle ortho-  
graphie

5) d'*histoire* : chronologie générale, dynasties anglaises, généalogie

6) de *géographie* : longitudes

7) de *musique* : accords, modes

8) d'*économie* : commerce, manufactures de divers pays

9) *les signes* : sténographie, abréviations par lettres, par signes spéciaux; combinaisons de lettres et mots étranges; nouvelle typographie

10) de *sciences* : chimie, mathématiques (arithmétique, géométrie, algèbre), thermomètres, raisonnement par calculs, utilité du calcul des mots

11) de *loi et de droit*

12) de *politique*

Evidemment, ce n'est pas là le cahier de notes d'un écolier. Bédard entra au Séminaire de Québec au moment où l'abbé Lahaille commençait à donner le cours de philosophie et de science. Il semble certain que Bédard étudia ces deux sujets sous la direction de M. Lahaille; c'était un fort bon maître et apparemment le maître ne pouvait souhaiter un meilleur élève. Cependant, je le répète, le manuscrit n'est pas celui d'un élève. Le tour personnel y est fortement marqué. C'est bien un homme qui médite, qui réfléchit par lui-même sur les matières qu'il a étudiées et sur les lectures qu'il fait.

Sorti du Séminaire en 1784, Pierre Bédard fut admis au barreau en 1790, donc six années après la fin de ses études classiques. Il fut élu député dès 1792, huit ans après sa sortie du Séminaire; en outre on sait qu'en 1790 il prit la défense de la tenure seigneuriale. On peut présumer qu'il s'était inscrit chez un avocat comme clerc selon l'usage d'alors. C'est assurément une longue cléricature et il semble bien que cette assez longue durée d'études fut consacrée à des recherches personnelles autant qu'à son travail de clerc. Quelques notes à la 2<sup>ème</sup> page de la couverture du manuscrit montrent le progrès de ses recherches; on voit qu'en 1802 le cahier était déjà presque complet. En effet c'est en décembre 1801 qu'il écrit la page quatre cent quatre-vingt-douze; en 1802 les notes sont datées de janvier, février, mars, septembre et octobre; en mars il écrit la page quatre cent quatre-vingt-dix-neuf. On trouve aussi des notes concernant l'année 1810.

En rédigeant ces discussions Bédard laissait libres des pages blanches et il y revenait par la suite soit pour préciser certains points de sa discussion, soit pour ajouter des notes sur son travail d'avocat ou sur son activité politique.

La méthode de Bédard consiste à écrire l'énoncé d'un problème de philosophie, puis à discuter ce problème d'après les lectures qu'il faisait, puis d'arriver à une conclusion.

Il est donc important de chercher quels sont les auteurs utilisés par Pierre Bédard. Parmi les anciens, il mentionne et discute : Aristote, Euclide, Platon, Epicure. Pour les modernes :

<i>nom</i>	<i>naissance</i>	<i>décès</i>	<i>période de maturité</i>	<i>période active</i>	<i>en 1790 années après le décès</i>
Descartes	1596	1650	1626-1650	1628-1650	140
Locke	1632	1704	1663-1704	1684-1704	86
Newton	1642	1727	1673-1727	1666-1727	63
Malebranche	1638	1715	1668-1715	1674-1715	75
Norris	1651	1711	1687-1711	—	79
Berkeley	1685	1753	1715-1753	1734-1753	37
Voltaire	1694	1778	1724-1778	1718-1778	12
Hume	1711	1776	1731-1776	1737-1776	14
Reid	1710	1796	1740-1796	1748-1796	
Rousseau, J.-J.	1712	1778	1742-1778	1750-1778	12
Condillac	1715	1780	1745-1780	1745-1780	10
Duncan	1717	1760	1748-1760	1748-1760	30
Smith	1723	1790	1753-1790	1753-1790	
Lavoisier	1743	1794	1766-1794	1768-1794	
Condorcet	1743	1794	1773-1794	1780-1794	
de Bonald	1753	1840	1783-1840	1796-1840	
Lamennais	1782	1854	1812-1854	1808-1854	
Brougham	1778	1868	1808-1868	1808-1868	
Bédard, Pierre	1763	1829	1793-1829	1790-1829	

On voit que de ces auteurs un bon nombre sont de date récente; certains même étaient des contemporains.

Un des aspects curieux de la pensée de Bédard, c'est l'importance qu'il donne aux mathématiques. A cette époque, en effet, les mathématiques étaient en très haute faveur; un écrivain venait justement d'écrire que toute conclusion philosophique ne devient valide que si on peut la réduire à une formule algébrique. Bédard accepte cette doctrine et il l'applique à ses méditations philosophiques. Voici ce qu'il en dit lui-même. Il démontre l'utilité du calcul des mots.

Pour montrer l'utilité de diriger et poser toute son attention sur les mots mêmes et de les calculer pour ainsi dire, il n'y a qu'à observer de quel secours cette méthode est dans les raisonnements sur les qualités et l'étendue. Ceux qui



ne connaissent point l'arithmétique raisonnent en fait de calcul à peu près comme les savants raisonnent actuellement sur les autres sciences, c'est-à-dire par mémoire; quelque heureuse mémoire ils aient, les problèmes d'arithmétique les plus simples sont hors de leur portée. Avant l'usage de l'algèbre les problèmes qui sont actuellement les plus simples pour un algébriste étaient au-dessus de la portée des meilleurs arithméticiens. La géométrie même, quoiqu'elle ait cet avantage qu'on ait continuellement sous les yeux les images des objets sur lesquels on raisonne, était bien rétrécie avant l'invention de l'algèbre; avec quelle facilité un algébriste résoud les questions de la géométrie les plus difficiles, et à mesure que l'algèbre se perfectionne on recule les bornes de la géométrie. Des questions insolubles avant la découverte du calcul différentiel sont devenues faciles.

Il est surprenant que tant de grands algébristes n'aient pas trouvé moyen d'essayer à porter leur méthode dans les autres sciences (et on remarque au contraire qu'il arrive souvent que les mathématiciens ne sont pas ceux qui raisonnent le mieux dans les autres sciences). On est dans l'habitude de regarder ces autres sciences comme d'une autre nature; il semble qu'il y a une autre sorte de vérité, une autre sorte d'évidence, un autre ciel, un autre soleil tout différent pour celles-ci.

Toutefois il ne faudrait pas se méprendre sur la sorte d'algèbre appliquée par Bédard. Il semble bien n'avoir pas été satisfait des signes connus de l'algèbre, et il invente quantité d'autres signes; il cherche pour ainsi dire une langue scientifique nouvelle.

Quelle que soit son affection pour les mathématiques, Bédard ne néglige pas la manière ordinaire de raisonner. Voici un exemple de son procédé.

#### LES SOURCES D'ERREURS DANS LES RAISONNEMENTS

Une des sources d'erreurs dans les raisonnements vient de ce qu'en généralisant les idées on y omet des circonstances essentielles. Cette erreur a lieu ordinairement (principalement) lorsque nous raisonnons sur ce qui se pratique sous nos yeux pour en établir les principes. Nous généralisons les idées sur les circonstances que nous voyons (qui nous frappent) continuellement dans la pratique sans faire attention aux principes d'où elles dépendent et sans avoir jamais eu l'occasion de les remarquer dans la pratique (et parce que les principes ne frappent pas les sens et qu'on n'a jamais). Ainsi je suppose qu'il faille que trois circonstances  $a$ ,  $b$ ,  $c$ , se rencontrent pour qu'une proposition soit vraie, que les deux premières  $a$  et  $b$  dans la pratique ordinaire se trouvent toujours accompagnées de la troisième  $c$ ; il en résulte que dans la pratique ordinaire il n'y a aucun inconvénient à ne faire attention qu'aux deux premières circonstances et à en déduire la proposition parce que la troisième circonstance  $c$  se rencontre toujours avec les deux autres dans la pratique ordinaire et aussi que nous ne faisons attention dans la pratique qu'aux deux premières circonstances, ce qui fait que lorsque nous voulons établir un principe sur cette matière nous sommes sujet à l'établir seulement sur les deux circonstances qui nous ont frappés dans la pratique sans tenir aucun compte de la 3<sup>me</sup> que nous n'avons pas eu également occasion de remarquer et par là il se trouve que le principe que nous établissons est faux et qu'il nous induit en erreur lorsque nous venons à raisonner sur des cas extraordinaires où la dernière circonstance ne se trouve plus jointe avec les deux autres. Quelques exemples éclairciront mieux ceci. Nous sommes accoutumés dans la pratique à juger digne de punition celui qui a commis librement et avec malice une méchante action

sachant qu'elle était mauvaise et connaissant la loi qui la défend et la punition imposée par la loi; nous jugeons l'accusé coupable sur ces seules circonstances. Cependant il y a une autre circonstance qui est essentielle et même dont dépendent toutes les autres, c'est qu'il faut que la punition cause un bien en prévenant d'autres crimes, car quelque *malice* qu'on suppose dans l'action, quelque connaissance dans le coupable, il serait absurde (de) le punir si sa punition ne causait aucun bien en prévenant des crimes à venir soit de la part du coupable ou d'autres personnes. Cette circonstance est essentielle; les autres même lui sont subordonnées, car si il faut que l'action ait été commise librement ce n'est que parce que les actions volontaires, (commises librement) peuvent être seules réprimées par le moyen des punitions; car on aurait beau punir des actions involontaires, jamais on n'empêchera que d'autres actions involontaires ne soient commises. Mais comme dans la pratique de la justice que nous voyons exercer sous nos yeux, les circonstances ci-dessus se trouvent toujours accompagnées de la circonstance essentielle, il arrive qu'on ne fait pas attention à cette circonstance et que lorsqu'on vient à raisonner d'une manière abstraite sur les peines on l'oublie dans les principes qu'on pose et on établit comme un axiome général que toute mauvaise action mérite punition par là même qu'elle a été *commise avec malice*, principe qui se trouve faux dans tous les cas où les circonstances de malice et de *liberté* dans l'action ne se trouveront pas suivies du *bien* que doit nécessairement produire la punition. Ce que j'avance ici de l'effet de la pratique à l'égard de l'omission des circonstances nécessaires dans la généralisation des principes se trouve bien réel car on voit que presque tous les Métaphysiciens [*sic*] qui ont raisonné sur les peines sont tombés dans ce défaut.

Autres exemples. On voit dans la pratique des lois de propriété ces maximes souvent répétées « que chacun est maître des fruits de son industrie et qu'il en peut faire ce que bon lui semble » dans la pratique. Si une chose a été produite par l'industrie et les travaux d'une personne on en conclue que cette chose lui appartient. Cependant il y a une autre circonstance à regarder qui est qu'en laissant ainsi la chose à celui qui la produit par ses travaux il en résulte *un bien*, car ce n'est pas précisément parce que je suis l'ouvrier qui a fait une telle chose qu'elle m'appartient et qu'on doit laisser cette chose à ma disposition, mais parce que si on me laisse cette chose il en résultera un bien, car la raison de faire une chose ne doit être prise que du bien qu'elle produira à l'avenir et non d'aucune considération prise du passé, car le passé n'est plus en notre pouvoir et ne peut jamais être la considération pour laquelle on fait une chose. Le motif ou la raison de faire une chose ne peut être pris que dans le futur et non pas dans le passé qui n'est point dans notre pouvoir, car le motif ou la raison de faire une chose doit toujours être le bien qui en résultera, un mal à éviter ou un bien à procurer. Or ce motif ne peut être pris dans le passé qui n'est plus en notre pouvoir, et n'étant pas en notre pouvoir que tel bien ait été ou qu'un tel mal ait été évité. Ainsi la raison pour laquelle dans la pratique on laisse les choses à la disposition de ceux qui les ont produites par leurs travaux, leur industrie n'est pas précisément parce qu'ils ont été les ouvriers, mais parce qu'en laissant les choses à ceux qui les ont produites il en résulte un bien qui est l'encouragement des talents et de l'industrie et par là la production à l'avenir d'autres choses utiles. Ainsi ce n'est pas *parce que la chose a été produite* par un tel qu'on la lui laisse à sa disposition mais *afin* qu'il en soit produit d'autres à l'avenir. L'industrie est un arbre qui ne produit ses fruits qu'à condition qu'on les lui laissera. Ainsi ce n'est pas la cause qui est dans le passé, mais l'effet (l'après « *afin que* » ) qui est dans l'avenir qu'on doit regarder. Cependant comme dans les circonstances où nous sommes, cet effet suit toujours, on n'y fait point d'attention, d'où il résulte que lorsqu'on vient

à raisonner sur la justice on omet ces circonstances essentielles et on établit en principe général que les choses appartiennent à celui qui les a produites. Ainsi c'est de là que vient que la plupart des auteurs de morale commencent par établir que Dieu comme créateur est maître de son ouvrage et peut lui imposer telle loi que bon lui semble; tout le droit se trouve qu'il a établi les propriétés des conventions d'où il résulte que le principe général n'est autre chose qu'un principe de la loi de la propriété, duquel principe on déduit ensuite la loi de propriété sans s'apercevoir qu'en cela on ne fait que déduire la loi de propriété de la loi de propriété elle-même, ce qui est un cercle vicieux.

3<sup>me</sup> exemple. C'est un principe des lois de propriété que la chose ne puisse passer hors des mains du maître sans son consentement et qu'à telles conditions qu'il lui plaît, d'où naissent les conventions. (De) Ces idées frappées par la pratique continuelle de ce principe que les droits ne peuvent passer d'une personne à une autre sans son consentement on généralise le principe et on dit chaque homme est maître de ses actions, de sa liberté, une partie de cette liberté ne peut passer dans les mains du Souverain sans le consentement du sujet et aux conditions qui lui plaît et voilà le contrat social établi entre le Souverain et les sujets.

Il serait facile de multiplier les exemples, puisque le manuscrit en est plein, mais ce que nous en avons dit démontre assez clairement la pensée, la méthode, l'abondance des lectures, la variété des sujets abordés et le tour extrêmement personnel de la pensée de Bédard. On peut légitimement conclure que Pierre Bédard était un philosophe, un mathématicien et un savant.

Par ailleurs la vie politique de Bédard occupe une place intéressante dans le manuscrit; on y trouve la liste complète des électeurs de la côte Beaupré depuis la rivière Montmorency jusqu'à la Baie-St-Paul et Les Eboulements, les noms de ceux qui ont voté pour lui et de ceux qui ont voté pour M. de Bonne; ces notes sont utiles, en outre, pour reconstituer la population de ce district à cette époque là.

Avocat, il laisse des notes sur certaines transactions et sur certains litiges qu'il eut à traiter, y compris la succession des titres de propriété, et des cartes d'emplacements qu'il a lui-même tracées.

Homme de loi, soit avocat, soit juge, il note ses réflexions sur l'administration de la justice et il n'est pas tendre sur ce point.

Un signe auquel on reconnaît les mauvais juges c'est quand ils décident de se décider sur une autre question que celle sur laquelle il a été argué devant eux, et cela a lieu tant sur le fait que sur le droit, car quand ils sont assez ignorants pour ne pouvoir démêler le vrai et le faux des arguments qui sont faits devant eux sur chaque côté de la question ils sont incapables de se déterminer sur cette question, également effrayés par les argumens de chaque côté; ils sont comme l'âne entre deux bacquets de Libnit et ne peuvent se déterminer pour l'un ni pour l'autre des côtés de la question. Dans cette situation ils n'ont aucun moyen de sortir de leur embarras, de se délivrer de leur incertitude, ou de chercher dans l'affaire dont il s'agit quelques raisons qui puissent les déterminer. Ils saisissent la lère qui se présente à eux et s'en font une question; et comme cette nouvelle question ne se présente à eux que d'un côté (si les 2 côtés se présentaient ils seraient obligés de la rejeter comme l'autre) et qu'il n'y a là personne pour plaider l'autre côté ils trouvent par là

le moyen de se tirer d'affaire. Les bons juges ne décident jamais sur une autre question que celle qui a été arguée; si la vraie question n'était pas celle qui a été arguée, alors, c'est le cas d'ordonner de plaider de nouveau; ils (les mauvais juges) se gardent bien de les faire plaider sur la nouvelle question dont ils ont fait la découverte, pour n'être pas dérangés une seconde fois. De là il n'est pas difficile de voir que les juges n'aiment pas les avocats; ils les regardent comme des gens importuns qui les embarrassent et qui leur ôtent les moyens de juger, et (cela rétrécit pour ainsi dire le champ qu'ils avaient à courir pour exercer leur jugement). De là s'introduit le charlatanisme du Barreau; le moyen le plus efficace est d'obscurcir les questions devant de pareil juges; de là vient le mystère qui est la base du charlatanisme; les bons mots du mauvais juge pour l'audience, les lieux communs adressés aux passions et aux préjugés. L'avocat le plus mystérieux. Il est difficile, impossible pour quelqu'un qui a des talents et des connaissances de prendre des moyens si bas, ni même d'essayer à embrouiller, de sorte que les avocats ignorants, charlatans sont les seuls qui puissent réussir. Pour les dépens, l'incertitude où est le juge, la faiblesse des raisons qui le détermine d'un côté plutôt que de l'autre.

Enfin le manuscrit contient quelques notes sur sa santé. L'année n'est pas indiquée, mais il s'agit d'une maladie dont il souffrit entre le 19 et le 29 décembre. Ces notes disent que Pierre Bédard était alors à Québec; elles sont donc d'avant son transfert aux Trois-Rivières comme juge et alors ce serait avant 1813. Il mentionne, en effet, des visites qu'il fait chez les Lajus, parenté de sa femme, et chez Taschereau (probablement celui qui fut incarcéré en même temps que lui), chez M. Planté et chez M. Neilson. Cette maladie date peut-être de son séjour en prison; comme il en sortit à la fin de l'été 1810 cette maladie survenue au mois de décembre pourrait bien être la conséquence de sa réclusion à la fois forcée et volontaire.

#### LA TRANSMISSION DU MANUSCRIT

Il est difficile d'établir comment ce manuscrit est parvenu aux Archives du Séminaire de Québec. Le cahier n'a pu y parvenir que par les soins de parents décédés après lui. Ses frères, le curé Louis décéda en 1806 et le sulpicien Charles en 1825. De ses « cousins », Jean-Charles mourut en 1808, l'abbé Pierre-Laurent en 1810 et l'abbé Thomas-Laurent en 1795.

Passons à ceux qui sont morts après lui. Sa femme décéda en 1831, deux ans après la mort de son mari. De ses enfants l'un, Isidore, mourut à Paris en 1833; Pierre-Hospice mourut aux Etats-Unis; Elzéar qui fut d'abord avocat à Québec, mourut à Montréal en 1849; un autre, Zoël, gardien de phare, décéda en 1867. J'ai trouvé quelque part que ces enfants-là n'avaient pas laissé de progéniture, mais je n'ai pu vérifier ce point. Parmi ses frères, Joseph mourut en 1832 et l'abbé Jean-Baptiste en 1834. Peut-être le manuscrit est-il venu par la voie de l'une ou l'autre de ces personnes.

Ou bien on pourrait penser que le manuscrit passa à l'un des amis de Pierre Bédard, c'est-à-dire Etienne Parent. Pierre Bédard avait publié *Le Canadien* de 1806 à 1810; Etienne Parent s'intéressa à la reprise d'un journal du même nom, de 1822 à 1825, puis de 1831 à 1842. L'analyse

de ce journal pour la période 1822-5 ne contient rien qu'on puisse légitimement raccorder au manuscrit de Bédard. Il resterait à étudier la période 1831-42, c'est-à-dire après le décès de Bédard, pour voir si Parent s'est inspiré de ce manuscrit. Il y a toutefois un curieux rapprochement à faire entre Pierre Bédard et Etienne Parent. Les deux ont été avocats, journalistes, députés, hommes publics, penseurs; les deux ont subi l'emprisonnement pour la défense de principes politiques qui leur étaient chers; les deux ont contracté en prison des maladies qui les ont affectés jusqu'à leur décès.

Ces notes sont encore incomplètes, et même imprécises sur certains points. Toutefois nous avons confiance qu'elles complètent le portrait de Pierre Bédard.

